



## LUNDI 30 NOVEMBRE 2020

**COVID-19 et POLITIQUES** : vous êtes sommé de rester chez vous, gagner votre vie n'est pas un service essentiel.

- ▶ **SCIENTIFIQUE OU PAS ?** (J-P) p.1
- ▶ **Le déclin moral conduit à l'effondrement** (Charles Hugh Smith) p.9
- ▶ **Les bas prix frappent l'industrie pétrolière (et plus tard le reste d'entre nous)**(Kurt Cobb) p.13
- ▶ **Le GUARDIAN dérape** (Tim Watkins) p.15
- ▶ **La vraie grande réinitialisation** (Tim Watkins) p.18
- ▶ **La pandémie comme fin du consumérisme.** (Ugo Bardi) p.24
- ▶ **Pétrole de schiste : Qui va payer pour dépolluer ?** (Justin Mukulka) p.29
- ▶ **Interview de Jean-Marc Jancovici "La réalité est plus complexe qu'un nucléaire diabolique et des alternatives merveilleuses"** p.36
- ▶ **Énergies renouvelables dans l'UE : de la perception aux réalités** p.37
- ▶ **Covid-19 : Vous serez les cobayes de vaccins dont on ne sait presque rien** p.43
- ▶ **Décroissance maîtrisée ou récession sévère** (Biosphere) p.45
- ▶ **TRAFFIC AERIEN : QUE DU BON** (Patrick Reymond) p.46

### SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **La fierté de l'économie américaine va être fortement ébranlée alors que des dizaines de millions de personnes risquent d'être expulsées en 2021** (Michael Snyder) p.49
- ▶ **Le bal des hypocrites bat son plein** (François Leclerc) p.52
- ▶ **De nouveaux verrouillages et une plus grande rigidité sont désastreux pour l'emploi aux États-Unis**(Daniel Lacalle) p.53
- ▶ **La liquidation des Américains** (Jeff Thomas)p.56
- ▶ **Article du Jour : Les confinements détruisent ce qui nous rend humains** (Bruno Bertez) p.59
- ▶ **Le Covid est la dernière excuse en date pour les politiciens canadiens de violer la Constitution** p.62
- ▶ **Lettre au Père Noël asymptotique**(Karl Eychenne)p.64
- ▶ **Il ne faut pas pisser contre le vent, cela mouille les chaussures.** (Bruno Bertez) p.67
- ▶ **Quand la monnaie est un mistigri** (Bruno Bertez) p.70
- ▶ **Éditorial: monnaie, bourse, le processus de destruction de la confiance de « la multitude » est engagé.** (Bruno Bertez) p.71
- ▶ **La hausse de misère, pour 100 trillions, t'as plus rien!**(Bruno Bertez) p.77
- ▶ **Vive la bonne soupe subventionnée !** (Nicolas Perrin) p.79
- ▶ **Marchés boursiers : un changement fondamental**(Bruno Bertez) p.86
- ▶ **Le soleil se couche sur l'Empire américain**(Brian Maher) p.89
- ▶ **Trump : l'art du spectacle à la conquête de la Maison Blanche**(Bill Bonner) p.91

<<>><<>><<>><<>> (0) <<>><<>><<>><<>>

**SCIENTIFIQUE OU PAS ?**

ICI TÊLÉ

À la une Émissions Horaire Cinéma Blogue télé Recettes Applications mobiles Participer ou assister aux émissions

ÉMISSION ÉPISODES REPORTAGES ÉQUIPE NOUS JOINDRE AUTRES SAISONS

DIMANCHE 8 NOVEMBRE 2020

## DE L'OR NOIR À L'OR BLEU

Découverte

De l'or noir à l'or bleu



00:15 08:46

f t +

De l'or noir à l'or bleu

Avec le projet DEEP, le Canada pourrait bientôt avoir sa toute première centrale électrique alimentée par la géothermie.

Journaliste :  
Tobie Lebel

ICI TÊLÉ dimanche 18 h 30

ICI Explora dimanche 22 h, mercredi 8 h et 23 h, vendredi 16 h, samedi 3 h et 15 h

ICI RDI samedi 18 h 30

VOIR LES ÉPISODES ►

ICI TOUT.V

RADIO-CANADA VOUS SUGGÈRE

**La semaine verte**  
Le magazine de l'agroalimentaire et de l'environnement

**La zone science**  
La page de l'actualité scientifique de Radio-Canada

**Les années lumière**  
Un magazine radiophonique entièrement consacré à la science.

**ICI Explora**  
Plongez dans les mondes fascinants de la santé, l'environnement, la nature et

<https://ici.radio-canada.ca/tele/decouverte/site/segments/reportage/208722/energie-deep?isAutoPlay=1>

*Dans ce programme télé du dimanche appelé « découverte » (magazine télé supposément scientifique) sur Radio-Canada du 8 novembre 2020, concernant l'électricité produite par la géothermie, l'objectivité scientifique est totalement absente. Pour qu'il y ait objectivité et impartialité il est nécessaire qu'une contre-opinion compétente soit présentée aussi durant l'émission. Ce n'est pas le cas.*

*Par contre, dans l'article papier suivant paru dans le magazine scientifique « Science et Vie » de décembre 2020 nous voyons clairement une contre-opinion d'un expert (surligné par moi en jaune) : Étienne Beecker. On comprend ainsi, comme je le dis constamment, que « l'hydrogène ça ne vaut rien ». Les articles de Science-et-vie ne sont pas tous présenté de façon objective, avec opinion et contre-opinion, loin s'en faut. Les articles de Vincent Nonyrigat sont souvent défaillants à ce chapitre.*



## UN VECTEUR ÉNERGÉTIQUE PROMETTEUR

1 kg

d'hydrogène contient  
3 fois plus d'énergie  
que 1 kg de gazole,  
et 2 fois plus d'énergie  
que 1 kg de gaz naturel.  
C'est la molécule  
la plus énergétique  
(33 kWh/kg).

1/5

L'hydrogène pourrait  
être la source d'un  
cinquième de l'éner-  
gie consommée sur la  
planète en 2050, selon  
le cabinet McKinsey,  
soit un marché de  
2 200 milliards d'euros.

75 à 90%

C'est dans cette  
proportion que  
l'hydrogène permet-  
trait de réduire la  
contribution du trans-  
port aérien à l'effet  
de serre, par rapport  
au kérosène.

GETTY IMAGES - SHUTTERSTOCK - L. DESRAYAUD

**Le gouvernement français vient d'annoncer un plan de 7 milliards d'euros pour développer la filière hydrogène d'ici à 2030.** Objectifs : décarboner tous les secteurs de l'industrie, la mobilité lourde et, à terme, stocker l'électricité renouvelable intermittente. Réaliste ?

PAR HUGO LEROUX

Transport, industrie, énergie...

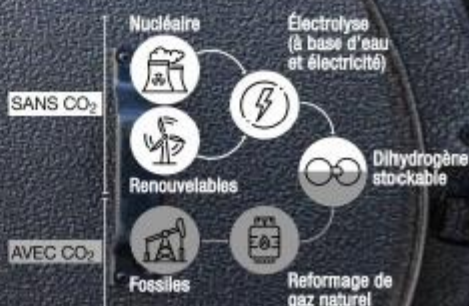
# Faut-il croire à la révolution hydrogène ?

## 7 milliards

**C'est, en euros, l'investissement prévu par la France pour développer la filière hydrogène,**

dont 3,4 milliards d'ici à 2023. 54 % de ce budget servira à décarboner l'industrie, 27 % à développer la mobilité, et 19 % à soutenir la recherche. La priorité ? L'hydrogène "vert" (issu des énergies renouvelables ou du nucléaire).

**2 PROCÉDÉS POUR PRODUIRE DE L'HYDROGÈNE**



**M**irage technologique pour certains, vecteur énergétique du futur pour d'autres, l'hydrogène divise depuis longtemps les spécialistes de l'énergie. Mais après des décennies de recherches cantonnées aux laboratoires, et quelques timides projets de démonstration préindustriels, l'État français vient de basculer dans le second camp. En annonçant l'attribution d'une enveloppe de 7 milliards d'euros à la filière d'ici à 2030, son objectif est clair : faire de la France un champion industriel de l'hydrogène propre. *"C'est une nouvelle formidable. La France a déjà laissé passer le train du solaire et de la batterie sur le plan industriel. Cette fois, elle se place en bonne position pour l'hydrogène"*, se félicite François Le Naour, responsable du programme "Hydrogène" au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).



CÉDRIC PHILIBERT

Ancien analyste à l'Agence internationale de l'énergie

*La production d'hydrogène peut permettre d'intégrer sur le réseau de 30 à 50 % d'énergies éolienne et solaire*

Depuis des décennies, les scientifiques ont en effet compris le formidable potentiel de la molécule de dihydrogène ( $H_2$ ) : elle est très dense en énergie, et sa combustion dans un moteur ou sa consommation dans la pile à combustible d'un véhicule électrique dégagent de la vapeur d'eau... et zéro  $CO_2$ . Autre avantage de taille : si l'hydrogène n'est pas directement disponible dans la nature, il peut être produit sans émission directe de carbone – on parle d'"hydrogène vert" –, à partir d'électricité renouvelable. La réaction clé est l'électrolyse, qui consiste à "casser", grâce à un courant électrique, la molécule d'eau ( $H_2O$ ) pour récupérer ses composants : oxygène ( $O_2$ ) d'une part et hydrogène ( $H_2$ ) d'autre part. Cela permettrait théoriquement de stocker massivement les productions solaire et éolienne, qui fluctuent en fonction de la météo, lorsqu'on n'en a pas besoin. *"À long terme, la production d'hydrogène peut donc permettre d'intégrer plus de 30 à 50 % d'énergies éolienne et solaire sur le réseau"*, résume Cédric

## Les 3 terrains sur lesquels l'hydrogène est attendu

### 1 Transports : train, camion, bateau et avion

Alors que les batteries électriques s'avèrent encombrantes et limitées en puissance pour les transports longue distance, l'hydrogène offre une bonne densité énergétique, et des temps de recharge de quelques minutes.



Philibert, ancien analyste à l'Agence internationale de l'énergie. Il n'en fallait pas plus pour que les enthousiastes propulsent la petite molécule au rang de vecteur énergétique du futur.

### OBJECTIF DÉCARBONATION

Aujourd'hui, les atouts de l'hydrogène sont même devenus indispensables pour concrétiser les objectifs climatiques, qui prévoient la neutralité carbone de l'Europe pour 2050. *"Cette feuille de route implique que l'ensemble des secteurs devra être à zéro émission nette d'ici trente ans. Or seul l'hydrogène a la capacité de décarboner rapidement certains secteurs, comme la mobilité lourde ou les industries gourmandes en énergie (sidérurgie, ciment, chimie)"*,

pointe François Kalaydjian, directeur économie et veille à l'Ifpen. Voilà pourquoi le temps de l'hydrogène semble venu ! De fait, la France n'est pas la seule à se lancer dans la bataille. L'Allemagne a annoncé un plan colossal pour l'hydrogène de 9 milliards en décembre 2019 (voir encadré), et plusieurs autres grandes puissances (Chine, Corée, Japon, Californie) ont lancé ces dernières années des politiques de déploiement majeures, allant de la production aux usages (mobilité, industrie...).

Dans cette course mondiale, la France met l'accent sur la production d'hydrogène vert. Le premier site industriel de production tricolore, branché sur des éoliennes locales, a d'ailleurs été inauguré par la



## 2 Industrie : raffinage, chimie, sidérurgie

900 000 t annuelles d'hydrogène sont consommées par l'industrie française. Un débouché évident pour l'hydrogène dit "vert", permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie.

start-up Lhyfe en septembre dernier, et livrera 300 kg d'hydrogène par jour. "C'est à saluer, car trop de plans par le passé se sont focalisés sur les usages de l'hydrogène, comme la mobi-

lité, sans se préoccuper de la manière dont il est produit", se félicite Philippe Boucly, président de l'Afhypac, l'association des industriels de l'hydrogène. Or, aujourd'hui, 95 %

de l'hydrogène au niveau mondial est produit par le procédé de vaporeformage de méthane ( $\text{CH}_4$ ) fossile... avec à la clé l'émission de 10 t de carbone pour 1 t d'hydrogène produit. Ré-

## 3 Réseau électrique : solaire, éolien

Produire de l'hydrogène par électrolyse pourrait, en apportant une solution de stockage, absorber les surplus de production d'électricités renouvelables intermittentes. De quoi éviter des déséquilibres sur le réseau, et continuer à augmenter la part du solaire et de l'éolien dans le mix énergétique.

sultat, aujourd'hui, une voiture propulsée avec cet hydrogène dit "gris" émet 100 g de  $\text{CO}_2/\text{km}$  environ, soit à peine moins qu'un diesel dernier cri. Pas vraiment la révolution écologique attendue !

Côté mobilité, justement, la filière hydrogène semble avoir mûri et trouvé sa place dans la transition énergétique. "À part ses promoteurs acharnés, plus personne n'espère concurrencer à court



→ terme et frontalement la voiture électrique grand public à batteries, dont les prix chutent rapidement et la densité énergétique ne cesse de s'améliorer", explique Cédric Phillibert. Signe des temps, Mercedes-Benz a abandonné cette année son programme en la matière, laissant Hyundai et Toyota seuls constructeurs en lice au niveau mondial. "La place de l'hydrogène se situe d'abord sur des usages où l'on sait que les batteries s'avéreront insuffisantes en termes de puissance délivrée ou d'encombrement, comme l'aéronautique ou le transport maritime", analyse Florence Lambert, directrice du CEA-Liten. Airbus vient ainsi d'afficher de hautes ambitions, avec l'annonce d'un avion de ligne 100% hydrogène pour 2035. Les constructeurs de poids lourds routiers, comme Daimler-Volvo ou Hyun-

## Les 3 défis qui restent à relever



### LE COÛT

Le coût de la pile à combustible (capable de convertir l'hydrogène en électricité) pèse encore lourd dans celui des véhicules à hydrogène. Il contribue également à éloigner la perspective futuriste de refournir de l'électricité sur le réseau à partir de l'hydrogène stocké.

dai, développent des semi-remorques 100% hydrogène. Quant à PSA et Renault, ils travaillent à des véhicules utilitaires en version H<sub>2</sub>: "Il y a un avantage pour les flottes professionnelles captives

sollicitées en permanence et sur de longues distances. Sur ce créneau, le temps de recharge de quelques minutes et le supplément d'autonomie fourni par l'hydrogène offrent un argument réel par rapport à l'électrique", estime Florence Lambert.

Mais en attendant que cette offre de mobilité hydrogène s'étoffe, l'hydrogène vert devrait avant tout servir à décarboner l'industrie. "L'hydrogène entre comme réactif dans une multitude de procédés comme le raffinage de pétrole, la synthèse d'ammoniac pour les engrais, ou de méthanol, une brique chimique de base", explique François Kalaydjian. L'hydrogène peut aussi alléger l'impact de la sidérurgie. "Il pourrait être utilisé

dans des fours adaptés, en lieu et place du charbon, pour réduire les oxydes de fer servant ensuite à fabriquer l'acier. Mais cela nécessite encore de la R&D", précise François Kalaydjian. En verdissant les quelque 900 000 t d'hydrogène consommées chaque année par l'industrie française, le gouvernement espère amputer les émissions de gaz à effet de serre nationales de 3 % en quelques années. Le plan prévoit en effet des aides pour inciter les industriels à acheter cet hydrogène vert, encore deux à trois fois plus cher que son équivalent gris (5 à 6 €/kg, contre 2 €/kg).

Cette question du prix n'est pas anodine: certains observateurs sont sceptiques quant à la capacité de l'hydrogène vert à devenir com-

## L'électrolyse, une réaction connue depuis 120 ans

Décomposer de l'eau à l'aide d'un courant électrique pour obtenir de l'hydrogène: l'idée ne date pas d'hier... C'est en effet en 1800 que deux chimistes britanniques, William Nichols et Anthony Carlisle, ont fait la première démonstration de la réaction d'électrolyse. Par la suite, la technologie des électrolyseurs alcalins a connu un pic industriel de 1930 à 1990: "Pendant cette période, elle fournissait l'essentiel de l'hydrogène consommé dans le monde pour la synthèse d'ammoniac, matière première des engrais azotés", explique Cédric Phillibert, ancien analyste à l'AIE. La preuve, selon l'expert, qu'un déploiement massif dans un contexte de sortie des énergies fossiles ne relève pas du fantasme.





## LE RENDEMENT

L'hydrogène "vert" peut être produit par électrolyse de l'eau à partir d'électricité renouvelable. Mais le rendement et la longévité des électrolyseurs doivent s'améliorer. Autre difficulté : l'éolien terrestre et le solaire ne tournent à pleine puissance que 1 500 et 1 000 h par an (sur 8 780 h).



## LE STOCKAGE

Pour stocker massivement l'hydrogène sur de longues périodes, on peut le comprimer dans des réservoirs de 700 bars. Mais cette solution cause trop de pertes énergétiques. D'autres pistes sont à l'étude, comme le stockage dans des cavités naturelles ou l'injection dans le réseau de gaz naturel.

pétitif en dehors de toute subvention. Et donc quant à sa probabilité de jouer un rôle significatif dans la décarbonation de l'économie d'ici à 2050. "La chaîne de l'hydrogène présente des points faibles intrinsèques qui ne disparaîtront pas par magie", pointe Étienne Beeker, conseiller scientifique chez France Stratégie, un think tank gouvernemental, et auteur d'une note sur le sujet en 2014.

### CHÈRE ET PEU RENTABLE

Premier point faible : le rendement de l'électrolyse, limité à 70%. La liaison atomique hydrogène-oxygène étant très forte, scinder la molécule d'eau requiert bien plus d'énergie que de séparer la molécule de méthane (CH<sub>4</sub>). "Des pertes ont également lieu au moment

de la mise sous pression de l'hydrogène, de son stockage et de son transport. Enfin, si l'on consomme l'hydrogène pour la mobilité électrique à travers une pile à combustible, on déplore encore un rendement de 50 à 60 % seulement. Dans ce cas de figure, le rendement global de la prise à la roue se situe donc entre 25 et 30 %", détaille cet ancien ingénieur cadre d'EDF R&D [contre 75 % pour un véhicule électrique classique, ndlr]. "Cela veut dire que deux électrons sur trois sont perdus en route... Ou encore que deux éoliennes sur trois sont construites pour rien", insiste-t-il.

Autre inconvénient : le coût brut de l'électrolyse, qui demeure élevé. La technologie la plus mature, l'électrolyse dite

alcaline, consistant à décomposer l'eau au moyen d'un courant électrique circulant entre deux électrodes immergées dans un électrolyte, est utilisée depuis plus de cent ans (voir encadré). Mais il faut aujourd'hui compter un coût de 1 000 € par kilowatt-heure installé. "Donc, pour alimenter une unité de raffinage de 400 MW, on parle de 400 millions d'euros d'investissement, ce qui est considérable", calcule François Kalaydjian... Et puis cette technologie supporte mal les variations de charge électrique inhérentes à une installation solaire ou éolienne. Quant à l'autre grande technologie d'électrolyse, dite PEM (proton exchange membrane), qui sépare oxygène et hydro-



ÉTIENNE BEEKER  
Ancien ingénieur cadre d'EDF R&D

**La chaîne de l'hydrogène présente des points faibles intrinsèques qui ne disparaîtront pas par magie**



→ gène par le moyen d'une membrane échangeuse de proton, elle s'avère adaptée aux soubresauts des énergies intermittentes... mais encore plus coûteuse: 1300 à 1500 €/kW. "Il y a encore de la R&D à mener pour diminuer la quantité de platine utilisée dans les électrodes, car il s'agit d'un métal rare et

Or leur prix a chuté grâce aux effets conjoints de la R&D et des économies d'échelle dues à l'industrialisation", rassure François Le Naour. De fait, le coût des électrolyseurs a déjà baissé de 60 % sur les dix dernières années, et la Commission européenne prévoit encore une division par deux d'ici à 2030.

cette option s'avère trop coûteuse pour du stockage saisonnier ou du transport longue distance. De même, l'option de la liquéfaction est délicate car l'hydrogène change d'état à -252 °C, ce qui demande des installations cryogéniques souvent prohibitives", poursuit l'expert. Pour comparaison, le GPL

placements dans les métaux à l'échelle atomique, et à causer à la longue des phénomènes de fatigue et de cassure", expose François Le Naour. La concentration maximale d'hydrogène injectable dans le réseau existant serait ainsi limitée entre 5 et 10 %.

Dernière solution: reconverter l'hydrogène, par une opération chimique supplémentaire, en une molécule plus facile à manipuler et à transporter, comme le méthane ou l'ammoniac (NH<sub>3</sub>).

## France/Allemagne, des stratégies divergentes

Un plan de 7 milliards d'euros pour la France, un autre de 9 milliards pour l'Allemagne, une volonté affichée de coopération industrielle sur le sujet... A priori, le couple franco-allemand part sur un bon pied pour devenir un champion mondial de l'hydrogène. Mais à bien y regarder, les stratégies diffèrent. "La France mise quasi exclusivement sur l'hydrogène vert, produit par électrolyse, tandis que l'Allemagne y ajoute de l'hydrogène dit bleu, c'est-à-dire issu du gaz naturel mais décarboné par un procédé de captage du CO<sub>2</sub>", analyse François Kalaydjian, de l'Ifpen. Par ailleurs, à long terme, les seules installations d'énergies renouvelables ne suffiront pas à traiter les besoins en hydrogène, et France et Allemagne divergent sur la manière de trouver le surplus d'électricité décarbonée. "Si on lit entre les lignes, la France mise sur le nucléaire, qui doit rester à 50 % de son mix énergétique en 2050", note Étienne Beeker. Côté allemand, "ils comptent vendre leurs électrolyseurs à des pays dont les ressources éoliennes et solaires sont excellentes, comme le Maroc, puis leur acheter de l'hydrogène, de l'ammoniac et d'autres produits riches en hydrogène", analyse Cédric Philibert.

cher, et pour augmenter la durée de vie du système", complète Daniel Hissel, chercheur au CNRS.

Les tenants de l'hydrogène balaient certaines de ces limites. "D'une part, le coût des énergies renouvelables servant à produire l'hydrogène vert a chuté de manière spectaculaire ces dernières années, et continue de le faire. D'autre part, concernant le coût des électrolyseurs, on avait le même débat il y a vingt ans sur les batteries au lithium.

Reste enfin l'épineux problème de la manipulation et du stockage de l'hydrogène. Pour une raison simple: H<sub>2</sub> est la plus petite molécule présente à l'état naturel. Son gaz est donc très peu dense. "Il faut la comprimer très fort pour qu'elle acquière une densité énergétique intéressante", note Étienne Beeker. Cette technologie est déjà maîtrisée et mise en œuvre avec des réservoirs à 700 bars présents dans les véhicules à hydrogène existants. "Mais

devient liquide à seule ment -25 °C... En conséquence, certains projets visent le stockage massif d'hydrogène dans des cavités salines, à 100 bars.

D'autres, comme le projet pilote Grhyd, mené par GRTgaz à Dunkerque depuis 2014, s'intéressent à l'injection d'hydrogène dans le réseau de gaz naturel (composé, lui, principalement de méthane). Avec, là encore, une limite: la résistance des canalisations. "La molécule d'hydrogène tend à provoquer des dé-

### ON NE TRICHE PAS AVEC LES LOIS DE LA CHIMIE

Le projet pilote Jupiter 1000 à Fos-sur-Mer vise ainsi à recombinaison de l'hydrogène vert produit localement à du CO<sub>2</sub> capté sur une cheminée industrielle voisine pour produire du méthane. Mais, là encore, on ne peut pas tricher avec les lois de la chimie: "La molécule de CO<sub>2</sub> étant très stable, il est coûteux énergétiquement de la faire réagir", constate Étienne Beeker. Avec comme inconvénient de faire chuter le rendement global de la chaîne en dessous de 15 %. "Cette option ne semblerait viable qu'à très long terme", conclut Cédric Philibert.

Si les promesses de la chaîne hydrogène apparaissent donc formidables sur le papier, la complexité de son déploiement n'en fait pas une solution miracle. Des bémols à garder en tête pour l'avènement d'une filière française de grande envergure.

## Le déclin moral conduit à l'effondrement

Charles Hugh Smith Vendredi 27 novembre 2020

<Texte vraiment intéressant.>

Notre revendication nationale de supériorité morale n'est plus plausible.

On peut affirmer avec force que l'Amérique est désormais un cloaque moral. Prenons trois cas seulement : Jeffrey Epstein, le PDG de Pfizer et JPMorgan Chase.

Malheureusement, Epstein est l'incarnation même de l'élite américaine : il s'en est tiré en abusant d'enfants pendant des années, voire des décennies ; lorsqu'il a finalement été pris il y a quelques années, il s'en est sorti avec une tape sur le poignet ; il a acquis une fortune de 200 millions de dollars sans créer d'emplois, d'innovations ou de valeur ; il s'est payé les bonnes grâces de Harvard, du MIT et d'un défilé apparemment sans fin de célébrités, de politiciens, de scientifiques, etc.

Et c'est tout à fait normal pour l'élite américaine : Les crimes d'Epstein étaient connus des services de renseignement et des forces de l'ordre américains, mais plutôt que de l'inculper, ils ont fait de lui un "atout du renseignement" qu'il fallait protéger contre l'exposition aux conséquences de l'État de droit.

Quand une petite lumière a été faite sur ses décennies de corruption et d'exploitation flagrantes, une lumière qui impliquait les riches et les puissants, alors Epstein a été envoyé dans un État profond classique, d'une manière qui en dit long sur la nature "républicaine" de l'Amérique.

Le PDG de Pfizer a organisé une vente massive des actions de Pfizer et a ensuite chronométré la publication de données sur les vaccins pour maximiser ses gains privés.

Rien d'illégal ici, juste un autre exemple de ce que j'appelle le pillage légalisé.

JPMorgan Chase a manipulé les marchés afin de maximiser ses gains, et son amende d'un milliard de dollars n'est que le coût de faire des affaires dans une société et une économie largement corrompues. Personne ne va jamais en prison pour ces escroqueries, fraudes et détournements de fonds d'un milliard de dollars ; les criminels financiers obtiennent une carte de sortie de prison gratuite pour chaque crime.

Ces trois exemples ne sont que quelques milliers d'exemples de délits d'initiés qui écument le système, abusent de leur pouvoir, fraudent, payent pour jouer, détournent des fonds, font du racket et d'autres formes de corruption qui enrichissent une minorité au détriment de la majorité.

Chaque fois que j'évoque la décadence morale de l'Amérique, quelqu'un s'empresse toujours d'écarter cette décadence avec des clichés tels que "il y a toujours eu de la corruption" ou "c'est la nature humaine, vous ne vous en débarrasserez jamais".

Ces excuses pathétiques masquent la réalité, à savoir que la décadence morale de l'Amérique a atteint des extrêmes qui finissent par provoquer l'effondrement des domaines financier, social et politique.

Le déclin de la vertu civique et du contrat social est si progressif que seuls les rares qui se souviennent de points de repère spécifiques des générations précédentes remarquent la pourriture qui s'installe.

Un tiers du Sénat romain a été tué au combat lors de la défaite désastreuse de Cannae ; peut-on imaginer qu'un tiers du Sénat américain mette sa propre vie en danger ? Non, nous ne pouvons pas ; un tel niveau de sacrifice est impensable en Amérique aujourd'hui. Les élites protégées n'ont pas de véritable peau de chagrin. Les conséquences de leur mauvaise gestion retombent sur les nombreuses personnes non protégées.

Peut-on imaginer que les deux fils aînés d'un actuel politicien se portent volontaires pour combattre à l'étranger, l'un étant tué au combat et l'autre gravement blessé ? (Joe Kennedy, Jr. et John F. Kennedy pendant la Seconde Guerre mondiale.) Un tel sacrifice d'élite est inimaginable dans l'Amérique d'aujourd'hui.

Quant au contrat social, il aurait été inimaginable, sinon criminel, il y a deux générations, de faire payer à des jeunes aux perspectives très incertaines 1 700 milliards de dollars de dettes d'études. Aujourd'hui, cette exploitation impitoyable des étudiants - en substance, une dette punitive - un servage qui enrichit les quelques plus riches qui possèdent les prêts étudiants - est désormais la norme. Les élites parasites qui sucent les impuissants sont maintenant le statu quo en Amérique.

Cet article académique (via A.P.) met en lumière les graves conséquences de la décadence morale : Effondrement moral et défaillance de l'État : A View From the Past (Effondrement moral et échec de l'État : un regard sur le passé).

En résumé, les auteurs ont examiné les États et les empires prémodernes en s'intéressant aux systèmes socio-économiques qui ont généré un environnement social offrant de réels avantages aux citoyens grâce à un code moral et à de bonnes pratiques gouvernementales.

(J'inclurais les premières dynasties Tang et Song en Chine d'exemples de tels systèmes qui n'étaient pas démocratiques mais qui offraient un système judiciaire de recours, des investissements dans les infrastructures et d'autres formes de bien public, l'état de droit et la mobilité sociale).

Oui, la corruption des élites est omniprésente, mais la bonne gouvernance exige de limiter la corruption des élites dans le cadre du contrat social dans lequel les citoyens soutiennent l'État (en payant des impôts, etc.) parce que l'État pourvoit au bien commun.

Les auteurs soulignent que les citoyens attendent relativement peu des autocraties en ce qui concerne le bien public, car ils savent que l'autocratie est une élite égoïste et corrompue. Mais les gouvernements qui ont gagné le consentement des gouvernés en assurant le bien commun sont tenus à une norme plus élevée.

Lorsque le code moral qui exige le service du bien public s'effondre, la légitimité de l'État s'effondre. Voici une citation tirée du journal :

*"L'échec moral des dirigeants dans ce contexte social est catastrophique car la force vitale de l'État - sa base de ressources produite par les citoyens - est menacée en cas de perte de confiance dans l'État, ce qui entraîne dans son sillage la division sociale, les conflits, la fuite et une motivation réduite à respecter les obligations fiscales.*

*Dans l'économie fiscale affaiblie qui en résulte, les services dont les citoyens sont devenus dépendants échouent, notamment les biens publics et le contrôle administratif de la corruption.*

*Il est particulièrement difficile de réaliser et de maintenir une bonne gouvernance, en grande partie en raison de l'importance des obligations morales partagées entre les citoyens et l'État".*

En d'autres termes, un code moral strict qui exige des élites qu'elles consacrent des ressources et des dirigeants au bien public est le fondement essentiel de tout l'ordre social, économique et politique. Lorsque ce code moral s'effondre, l'État et ses élites perdent tous deux leur légitimité et le consentement des gouvernés.

Autrement dit, une fois que les élites sont devenues des parasites exploiters, égoïstes et profiteurs, le public n'a plus aucun intérêt à soutenir l'État ou ses élites. Au contraire, il applaudira l'effondrement et la ruine des élites parasites.

L'augmentation explosive de la richesse et du pouvoir des élites au cours des dernières décennies a été documentée et cartographiée, et j'ai affiché à plusieurs reprises des graphiques montrant que pratiquement tous les gains de revenus réels des 20 dernières années sont passés dans les 0,1% supérieurs. Cette étude de RAND a montré que les élites américaines ont siphonné 50 000 milliards de dollars dans leurs propres poches au cours des deux dernières générations : Tendances des revenus de 1975 à 2018.

**C'est le résumé effrayant de la déchéance morale terminale de l'Amérique, due à l'effondrement de la morale et à la faillite de l'État : A View From the Past :**

*"De nombreux citoyens perçoivent qu'ils n'ont que peu d'intérêt dans ce qui devrait être une société démocratique.*

*Le déclin de la confiance des citoyens est aggravé par une grande transition économique aux États-Unis, un revirement au cours des cinq dernières décennies en matière d'inégalités de richesse et de revenus.*

*Ces changements économiques sont sous-tendus par une nouvelle éthique et de nouvelles pratiques qui consacrent la valeur actionnariale, la liberté personnelle, le népotisme, le copinage, le mélange des ressources de l'État et des ressources personnelles, et l'expansion narcissique d'une manière rarement vue dans les débuts de notre République".*

Notre revendication nationale de supériorité morale n'est plus plausible : L'Amérique est un cloaque moral qui ne peut pas être vidé.

## **Les bas prix frappent l'industrie pétrolière (et plus tard le reste d'entre nous)**

Par Kurt Cobb, publié à l'origine par Resource Insights 29 novembre 2020

**THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP**  
The storm is coming - will you be ready?

<J-P : voilà un article extrêmement important.>



C'est un signe des temps que la plus grande compagnie pétrolière du monde, SaudiAramco, la compagnie pétrolière d'État du Royaume d'Arabie Saoudite, doit emprunter de l'argent pour payer son dividende à ses actionnaires. J'ai déjà écrit sur l'introduction en bourse de la société, deux fois retardée et souvent difficile (ici et ici).

Aujourd'hui, il semble que les liquidités générées par l'exploitation de la société soient bien inférieures au dividende versé, ce qui ne laisse rien pour de nouveaux forages destinés à remplacer les réserves et les autres dépenses d'investissement nécessaires à la poursuite de l'activité de la société. D'où la nécessité d'emprunter.

Tout cela est dû, en partie, à la faiblesse des prix du pétrole. Et, bien sûr, les Saoudiens ne sont pas les seuls à souffrir. Les producteurs américains, principalement ceux qui se concentrent sur les gisements de schiste à coût élevé, continuent à se diriger vers la faillite ou à fusionner avec d'autres entreprises plus fortes. Une autre partie de l'équation est la forte dette. Les investisseurs naïfs continuent de fournir des capitaux frais, sans tenir compte du fait que l'industrie du pétrole et du gaz de schiste dans son ensemble a eu un flux de trésorerie disponible négatif pendant des années. C'est normal pour quelques années, mais en tant que stratégie à long terme, cela signifie qu'une entreprise consomme simplement le capital de ses investisseurs.

Alors, qu'est-ce que cela signifie pour l'économie et la société dans son ensemble ? Normalement, de tels développements, bien que mauvais pour l'industrie, seraient interprétés comme une aubaine pour le reste de la société. Après tout, une énergie bon marché signifie un carburant bon marché pour les consommateurs et les propriétaires d'entreprises et plus d'argent à dépenser pour d'autres choses. Cela signifie également que tout ce que nous fabriquons et achetons coûte moins cher, car tous les produits nécessitent de l'énergie pour être fabriqués.

Alors, comment les problèmes de l'industrie pétrolière pourraient-ils nous nuire à tous ? Bien sûr, pour les pays fortement dépendants des revenus pétroliers comme l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Iran, le Nigeria, le Mexique et bien d'autres, les revenus des gouvernements et des particuliers diminuent alors que le besoin d'aide gouvernementale augmente, surtout face à la crise économique mondiale résultant de la pandémie.

Pour le reste d'entre nous, qui sommes des consommateurs plutôt que des producteurs, les prix bas qui semblent aujourd'hui réjouissants pourraient préfigurer l'instabilité et les difficultés à venir. Le monde dépend toujours du pétrole pour environ un tiers de ses besoins énergétiques. La production de pétrole (définie comme le pétrole brut, y compris le condensat des concessions) est en déclin depuis bien avant la pandémie, à savoir depuis novembre 2018. Avec le début de la pandémie, la production a plongé alors que la demande diminuait en réaction à la fermeture de vastes pans de l'économie mondiale pour lutter contre la pandémie. La production s'est redressée avec la reprise de la demande, mais elle reste nettement inférieure au pic de la fin 2018.

Il s'avère que des prix du pétrole aussi bas ne permettent pas de rentabiliser suffisamment le pétrole restant pour forer dans le monde. Une grande partie de ce qui reste se présente sous la forme de champs offshore, de gisements arctiques et de dépôts de schiste, dont les coûts de développement sont élevés. Les entreprises ne feront pas de nouveaux investissements importants pour augmenter la production tant qu'elles ne pourront pas bénéficier de prix soutenus beaucoup plus élevés. En attendant, la production diminuera au fur et à mesure que l'épuisement continuera à dépasser la production de nouveaux puits.

Où cela s'arrêtera-t-il ? Le géologue pétrolier et consultant Art Berman pense que la production pétrolière américaine sera inférieure de 5 millions de barils aux estimations du gouvernement d'ici juillet 2021, car la production américaine de schiste diminue rapidement sans renouvellement des investissements. Il a la logique de son côté. Actuellement, moins d'un tiers des plateformes nécessaires pour maintenir la production américaine sont déployées. Même si ce chiffre augmente à partir de là, il est déjà acquis que la production américaine va chuter de façon précipitée au cours de l'année à venir.

C'est important car les États-Unis ont contribué à 73 % de la croissance mondiale de l'approvisionnement en pétrole depuis 2008. En 2018, ils ont contribué à 98 %. La baisse de la production américaine est importante, car le reste du monde producteur de pétrole, dans l'ensemble, ne fait qu'effleurer le terrain.

Si la production diminue et que l'économie continue à vaciller, les prix du pétrole pourraient rester bas. Mais à un moment donné, les niveaux de production tomberont en dessous de la demande et les prix du pétrole augmenteront probablement en flèche. Si l'économie se redresse progressivement et de manière continue, cela pourrait soutenir les prix plus élevés pendant un certain temps. Mais le principal problème est que les prix du pétrole, suffisamment élevés pour soutenir le développement durable de nouvelles ressources coûteuses, pourraient ne pas être abordables pour les consommateurs. Des prix supérieurs à 80 dollars le baril pourraient constituer un frein important, et les prix nécessaires au développement des eaux profondes (plus de 600 pieds de profondeur), où se trouvent encore la plupart des grandes ressources, pourraient devoir être bien supérieurs à 100 dollars le baril sur une base durable.

Ainsi, la tendance pourrait être à une flambée des prix du pétrole, suivie d'une nouvelle faiblesse de l'économie mondiale, puis d'un déclin continu de la production, suivi d'une autre flambée, etc. L'écrivain Gail Tverberg suggère un avenir exactement comme celui-ci depuis de nombreuses années. Il se peut qu'il arrive au moment où j'écris.

Le temps de se préparer à un tel monde a été les dix dernières années. Au lieu de cela, nous avons prétendu que le boom du pétrole de schiste se poursuivrait pendant des décennies <surtout l'AIE> et que nous n'avions donc pas besoin de penser à notre avenir énergétique, c'est-à-dire que nous n'avions pas besoin d'avancer avec des alternatives à une échelle qui compenserait un avenir où la disponibilité du pétrole diminuerait. Maintenant, cet avenir est devant nous et nous ne sommes en aucun cas préparés.

## **Le GUARDIAN dérape**

Tim Watkins 27 novembre 2020

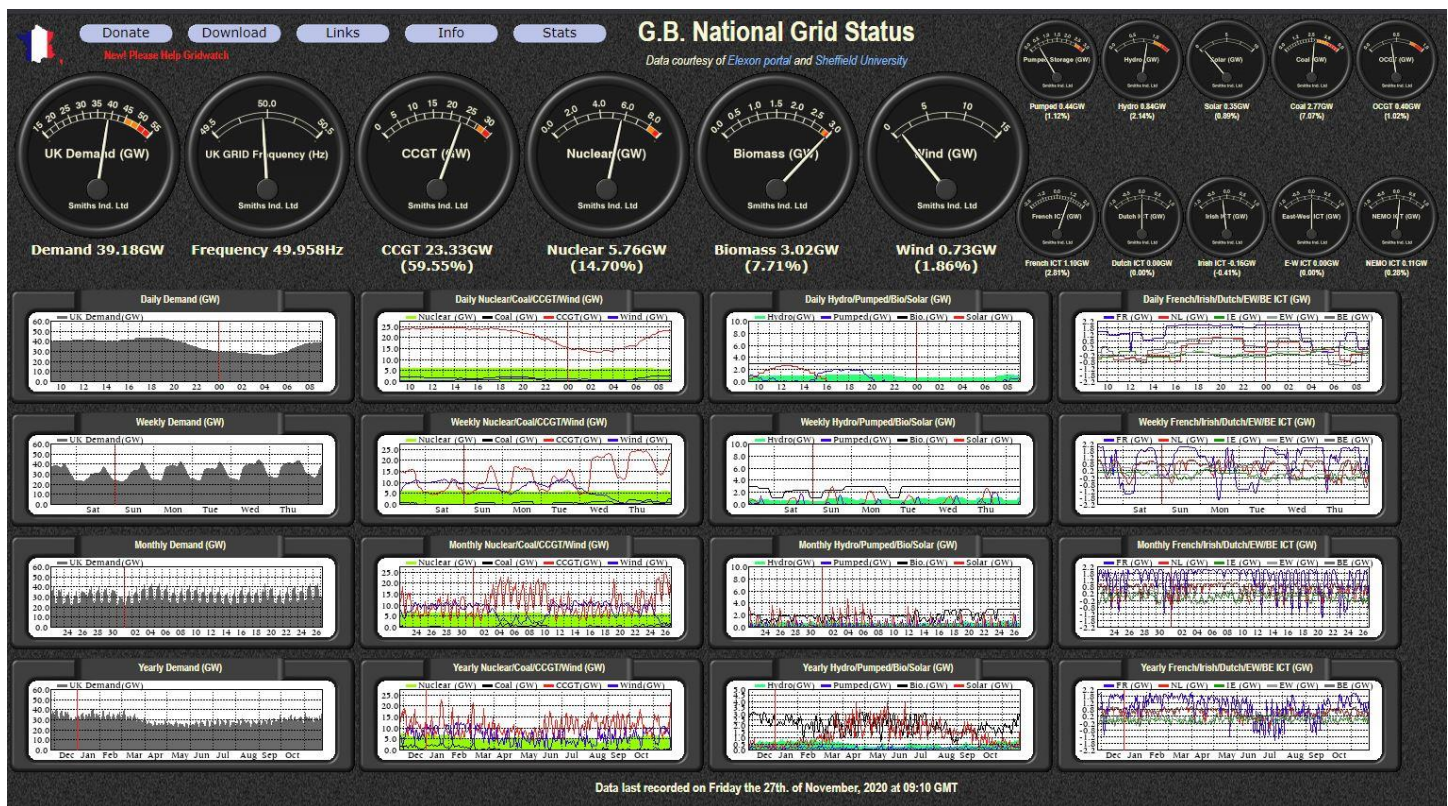
**THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP**  
The storm is coming - will you be ready?



Le moment exact où le Guardian a fait la transition de journal sérieux à feuille de propagande néolibérale est un sujet de débat. Certains diront que cela remonte au milieu des années 1990 et à la montée du New Labour de Blair ; d'autres diront que ce n'est que depuis 2008 que les choses ont changé pour le pire. Quoi qu'il en soit, la seule chose que le Guardian n'a cessé de propager est la charge de plus en plus folle de la Grande-Bretagne d'alimenter son économie en énergie éolienne.

De la même manière que le Daily Express est devenu tristement célèbre pour ses articles sur le "Big Freeze", le Guardian est devenu le champion des affirmations selon lesquelles "la Grande-Bretagne fonctionne entièrement grâce aux énergies renouvelables". Un de ces hivers, le Daily Express pourrait s'avérer - tout à fait accidentellement - être correct ; bien que les modèles climatiques suggèrent que des gels prolongés comme ceux de 1982, 1963 et 1947 sont peu probables, car les températures mondiales se réchauffent... bien que, bien sûr, si le Gulf Stream devait cesser... De la même manière, un de ces jours, le Royaume-Uni fonctionnera entièrement sur les énergies renouvelables, car le pétrole, le charbon et le gaz qui alimentent les quatre cinquièmes de l'économie seront devenus trop chers pour que quiconque puisse se les permettre. Mais d'ici là, le Guardian parle en fait des vingt pour cent de notre énergie qui se présentent sous forme d'électricité.

Il est vrai qu'il y a maintenant des jours et des semaines où la Grande-Bretagne produit suffisamment d'électricité à partir du vent pour que, avec une charge de base d'environ 15 % provenant du nucléaire et quelques mégawatts du solaire et des biocarburants, il soit possible de prétendre que la production d'électricité de la Grande-Bretagne était exempte de combustibles fossiles. D'un autre côté, il y a aussi beaucoup plus de semaines comme celle-ci que ce avec quoi tout le monde devrait être à l'aise. Comme cela arrive assez fréquemment au Royaume-Uni, la Grande-Bretagne, ainsi qu'une grande partie du continent proche, est couverte d'air calme et à haute pression. Et bien qu'il ne soit pas particulièrement froid - juste assez pour produire une poussière de givre en premier lieu - il s'est avéré suffisant pour faire augmenter la demande.



Jillian Ambrose, correspondante du Guardian pour l'énergie, ne le sait que trop bien, car à l'époque où elle était journaliste spécialisée dans l'énergie pour le Telegraph, elle couvrait régulièrement la "spirale de la mort énergétique" dans laquelle l'économie britannique est désormais prisonnière. Cependant, depuis qu'elle a rejoint le Guardian, à l'exception de ses reportages sur la grande panne d'électricité d'août dernier, Mme Ambrose a dû serrer les dents et se débarrasser de l'eau de Javel qui, de nos jours, se fait habituellement passer pour un reportage sur l'énergie au Guardian. C'est pourquoi son reportage de ce matin se lit comme si quelqu'un avait fait tomber une pilule de réveil dans l'urne à thé lors de la réunion des rédacteurs du Guardian ce matin :

*"La Grande-Bretagne a mis en marche certaines de ses dernières centrales à charbon afin de maintenir la lumière allumée alors que les éoliennes du pays ralentissent pendant quelques jours et que la demande d'électricité augmente.*

*"Trois des dernières centrales à charbon du Royaume-Uni, en service à Drax, West Burton et Ratcliffe, ont été appelées à fournir 6 % de l'électricité jeudi matin.*

*"La part du charbon dans le mix électrique était à peu près le double de la part de l'énergie éolienne et solaire dans le mix électrique, et six fois la contribution moyenne des centrales au charbon dans les derniers mois de l'année dernière.*

*"Les centrales au charbon devraient continuer à fonctionner au cours des prochains jours, parallèlement à un parc de centrales au gaz, avant le retour de la brise pour aider à répondre à la demande croissante d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables".*

Il convient de rappeler ici que l'Angleterre est actuellement en état de fermeture, avec des millions de travailleurs mis à pied et des milliers d'entreprises fermées pour la durée de l'opération. On ne peut que deviner le chaos qui aurait pu s'ensuivre si le manque de vent actuel était arrivé avec l'économie fonctionnant aux niveaux d'activité de décembre 2019.

Parmi les questions que cela devrait soulever, il y a celle de savoir ce que nous allons faire lorsque les centrales au charbon restantes auront été démolies comme prévu d'ici 2025. Nous pourrions également nous demander comment nous allons combler le fossé entre la fermeture d'une grande partie de nos centrales nucléaires vétustes dans les deux prochaines années et leur remplacement éventuel par des centrales en service dans les années 2030. Il y a des limites à ce que nous pouvons faire de plus avec le gaz restant de la mer du Nord et la dernière fois que j'ai regardé, les cristaux de dilithium n'existaient que dans la science-fiction <star trek>.

Malheureusement, la laisse éditoriale du Guardian ne va pas aussi loin. Au lieu de cela, Ambrose en est réduit à jacasser sur les volumes supplémentaires de turbines éoliennes qui ont été promis par le gouvernement et diverses sociétés d'énergie :

*"SSE et la société énergétique norvégienne Equinor ont donné jeudi le feu vert aux deux premières phases du plus grand parc éolien offshore du monde, à Dogger Bank, après avoir achevé le financement du projet de 3 milliards de livres sterling.*

*"Le parc éolien du Dogger Bank est également l'un des plus compétitifs au monde en termes de coûts, après avoir réduit ses coûts à des niveaux record de 39,65 £/MWh à 41,61 £/MWh lors de la vente aux enchères du contrat de soutien du gouvernement l'année dernière".*

**Comment, exactement, le fait d'avoir des milliers d'éoliennes supplémentaires est censé produire comme par magie de l'électricité dans des semaines comme celle-ci, quand le vent ne souffle pas, reste largement exploré.**

Il est brièvement fait mention de la technologie de stockage (qui reste à inventer) et de l'énergie nucléaire (dont la plupart des lecteurs du Guardian se sont étouffés avec leurs cornflakes végétaliens). Mais la réalité est que le réseau national britannique fera face à l'avenir en étendant sa pratique actuelle d'arrêt et de compensation des grands utilisateurs industriels. En d'autres termes, à mesure que les combustibles fossiles ne suffiront plus à alimenter le vent, les petites entreprises et, plus tard, les ménages ordinaires seront déconnectés les jours où le vent ne souffle pas. **<Tien donc, il n'est pas prévu de compensation énergétique avec... Batteries ? Les**

**Britanniques ne souhaitent-ils donc pas multiplier le prix de leurs factures d'électricité par 10 (comme l'explique Jean-Marc Jancovici) ? >**

La construction des infrastructures gazières n'y contribue pas non plus nécessairement. Bien que, comme aujourd'hui, la Grande-Bretagne ait pu se tourner vers les centrales électriques à gaz pour garder les lumières allumées, le gaz est également utilisé directement pour le chauffage et la cuisine dans des millions de foyers à travers le Royaume-Uni. Pour des raisons de sécurité, cet approvisionnement direct en gaz sera la toute dernière chose qui sera coupée en cas de pénurie d'énergie. En effet, une fois le réseau éteint, les ingénieurs devront vérifier que tous les appareils ménagers, commerciaux et industriels qui utilisaient du gaz ont été éteints avant de pouvoir redémarrer le réseau national de gaz. Et donc, ironiquement, en période de pénurie d'énergie, les centrales électriques à gaz, qui maintiennent actuellement l'éclairage allumé, seront parmi les premières opérations industrielles à être éteintes.

Ce n'est pas une histoire que le Guardian néolibéral veut explorer. Ce n'est pas non plus quelque chose que le gouvernement britannique est sur le point de reconnaître - bien que l'investissement du précédent ministre de l'énergie dans les prototypes nucléaires de prochaine génération suggère que **la fonction publique permanente est douloureusement consciente de la crise énergétique imminente.** Nous pouvons plutôt, pour l'instant, nous consoler du fait que des vents d'ouest atlantiques souffleront sur le Royaume-Uni la semaine prochaine, et nous

pouvons nous attendre à ce que le Guardian nous endorme avec une autre de ses histoires de "greenwash" "tout ce dont vous avez besoin, c'est du vent".

## **La vraie grande réinitialisation**

Tim Watkins 27 novembre 2020



Dans les recoins les plus conspirateurs d'Internet, la "Grande Reset" est le sinistre visage public d'un plan d'élite visant à asservir l'humanité en créant un super-État mondial autoritaire de surveillance, à concurrencer les camps de rééducation pour ceux qui souffrent d'une mauvaise pensée, et les camps d'euthanasie de style SoylentGreen pour résoudre le double problème de la surpopulation et du vieillissement de la société. Trouvant son origine dans l'Agenda 21, le Projet pour le nouveau siècle américain, qui remonte aux recommandations désagréables du projet "Limites de la croissance" du Club de Rome au début des années 1970, la Grande Restitution vise à garantir le pouvoir et les privilèges de l'élite technocratique au lendemain de la pandémie mondiale.

Cela n'aide pas que Klaus Schwab, le co-auteur du livre **Covid-19 : The Great Reset**, n'a besoin que d'un chat blanc sur ses genoux pour conquérir le monde entier comme le méchant du prochain film de Bond. Mais en réalité, Schwab est un social-démocrate allemand médiocre (c'est-à-dire néolibéral) qui ne comprend pas bien la crise qui se déroule autour de lui et qui - comme le reste de la foule de Davos - se contente de siffler dans le noir pour masquer ses propres craintes.

Loin d'être un plan directeur pour subjuguier l'humanité, Covid-19 : The Great Reset s'appuie simplement sur la Quatrième révolution industrielle de Schwab, qui était plus ancienne et tout aussi détachée et irréaliste. Comme je l'ai écrit en réponse à ce livre il y a quatre ans :

*"Les courtisans de l'élite des entreprises modernes ont également dansé dans leur version de Versailles à Davos en Suisse. Au départ, ils étaient émotionnellement dégonflés. Personne ne savait pourquoi les marchés boursiers s'effondraient, les prix du pétrole et des matières premières s'effondraient, le moteur*

de croissance chinois était paralysé, et les taux d'intérêt à 0% et l'assouplissement quantitatif avaient échoué. Pendant un bref instant, ils ont regardé dans l'abîme de leur propre destruction. Mais dans la semaine qui suivit, les courtisans retrouvèrent leur énergie et leur confiance... la technologie allait finalement sauver la situation.

"La vision qui est sortie de Davos 2016 a été résumée dans le spectre de la quatrième révolution industrielle - l'internet des choses, la singularité, l'économie de la connaissance et l'économie zéro carbone tout en un. Là où, il y a un siècle, les gens travaillaient dans les mines, les carrières, les moulins et les usines, au XXI<sup>e</sup> siècle, nous travaillerons de manière numérique. La virtualisation remplacera un grand nombre de produits physiques que nous consommons actuellement par des versions numériques à faible coût. **<Les ultra-riches n'ont aucun besoin de mettre en esclavage des êtres humains pour satisfaire leurs égos surdimensionnés parce que :> Les produits physiques que nous devons produire seront fabriqués dans des usines intelligentes entièrement automatisées.** En attendant, nous, les humains, allons gagner notre vie dans une nouvelle vague d'entreprises technologiques et d'industries créatives basées sur le cloud... **<Il suffira d'appuyer sur des boutons>**

"Si tout cela semble un peu familier, c'est parce que nous avons déjà tout entendu. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que les militaires voulaient étendre leur arsenal nucléaire et que les politiciens voulaient augmenter l'emploi, l'énergie nucléaire nous a été vendue comme une révolution qui fournirait une "énergie trop bon marché pour être mesurée". Quelques décennies plus tard, le développement de l'ordinateur personnel promettait d'inaugurer une ère de loisirs dans laquelle nous travaillerions tous 16 heures par semaine. Au tournant du siècle, avec la prolifération des smartphones, de l'informatique en nuage et des médias sociaux, les hautes terres de l'âge promis des loisirs étaient, nous a-t-on dit, tout près.

"Loin de créer un âge des loisirs, chacune de ces révolutions technologiques n'a fait que déprimer davantage les revenus de la majorité de la population des pays de l'OCDE - c'est-à-dire les consommateurs mondiaux..."

Sans doute Schwab et ses copains étaient-ils perplexes quant aux raisons de l'échec de leur quatrième révolution industrielle et pourquoi, au lieu de cela, les prolétaires se sont tournés vers des gens comme Donald Trump, Nigel Farage et Marine Le Pen pour trouver une solution à leur déclin matériel et culturel. Mais - comme le veut la coutume de l'élite néolibérale contemporaine - plutôt que de "suivre la science" et de chercher à comprendre les réalités matérielles sous-jacentes qui sous-tendent les changements politiques, ils ont simplement doublé leurs appels à un passage à une économie numérique futuriste.

Alors que ceux d'entre nous qui ont encore au moins un pied à terre dans une économie qui s'effondre rapidement ont vu avec une horreur croissante les réponses à la pandémie de SRAS-CoV-2, **M. Schwab et ses amis du Forum économique mondial y voient un catalyseur pour accélérer la transition vers leur version imaginée et totalement impossible de l'avenir.**

Quelque part, l'industrie du marketing a trouvé le slogan "Build Back Better", qui a depuis été repris par les politiciens du monde entier. Là encore, dans les coins les plus conspirateurs d'Internet, ce slogan est considéré comme la preuve qu'ils reçoivent des ordres des véritables maîtres des marionnettes qui se cachent dans l'ombre.

**<Les auteurs de la théorie du complot>**

Il est plus probable que nous soyons témoins de politiciens professionnels de la presse écrite en 3D (c'est-à-dire des personnes qui n'ont jamais fait un vrai travail avant de se présenter aux élections) qui se rendent compte que les États néolibéraux ont depuis longtemps vendu ou réduit leur capacité à répondre à la moindre crise, et qui réalisent qu'en fermant leurs régions respectives de l'économie mondiale en mars et avril, ils ont déclenché la mère de toutes les crises économiques sur eux-mêmes. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient tous saisi la grande réinitialisation et la meilleure reconstruction de la même manière qu'un homme qui se noie saisit un bâton qui passe.

La racine de notre situation est tout simplement celle-ci, pour citer l'économiste **Steve Keen** : "le capital sans énergie est une statue, le travail sans énergie est un cadavre."

Le coût de l'énergie qui sous-tend tout ce que nous faisons, a commencé à augmenter dans les années 1970. À partir de ce moment, le pouvoir d'achat discrétionnaire des États développés a diminué. L'ouverture des derniers grands gisements de pétrole à la fin des années 1970 et au début des années 1980 a permis une dernière explosion, alimentée par la dette, entre 1995 et 2005, avant que le pic d'extraction du pétrole conventionnel ne soit atteint officiellement. La hausse imputoyable des prix du pétrole après 2005 a entraîné une augmentation des prix dans toute l'économie, car tout ce qui est fabriqué ou transporté à partir du pétrole a vu son prix augmenter en conséquence. Pour tenter de contrôler ces hausses, les banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt, ce qui a provoqué l'effondrement de l'ensemble du château de cartes financier basé sur la dette en 2008. Seul un afflux massif de nouvelles devises, associé à des taux d'intérêt de 0 % (en termes réels), a permis de stabiliser le système, de sorte que les économies de marché émergentes comme la Chine et l'Inde ont pu donner à l'économie mondiale un dernier coup de fouet en matière de croissance de la production avant que ces économies ne s'arrêtent elles aussi, en 2018-19.

J'insiste sur le fait que c'est le coût de l'énergie qui compte, et non la quantité d'énergie. Le fait qu'il y ait plus de pétrole sous terre que l'humanité n'en a extrait jusqu'à présent ou qu'il y ait suffisamment de vent et de soleil pour alimenter l'économie mondiale vers une nouvelle ère de prospérité n'est pas pertinent. Ce qui compte, c'est la quantité d'énergie dont nous aurions besoin pour récupérer ce pétrole ou pour construire cette infrastructure d'énergie renouvelable par rapport à la quantité d'énergie que nous récupérons en retour **<le TRE ou EROEI>**. Et la triste réponse - en l'absence d'une alternative encore à inventer - est que le coût énergétique du futur paysage énergétique imaginé est trop élevé pour que des projets plus que symboliques (tels que les parcs éoliens offshore britanniques) soient développés.

Dans un article récent, Tim Morgan explique comment la hausse du coût de l'énergie se répercute dans le monde réel :

*Le meilleur moyen d'y parvenir est de ne pas se contenter d'examiner les institutions, les systèmes et les entreprises du haut vers le bas, mais de suivre une logique ascendante qui part de la situation de la personne "moyenne" ou "ordinaire"...*

*Il existe une hiérarchie dans la façon dont la personne "moyenne" dépense ses revenus. Les premiers appels sont la fiscalité et le coût des produits de première nécessité. Viennent ensuite les divers privilèges sur les revenus dus au système financier et aux entreprises - ce sont les contreparties des ménages sur les flux de revenus dont dépendent désormais tant d'activités d'entreprise et de valeur des immobilisations. Les dépenses "discrétionnaires" (non essentielles) - allant des loisirs et des voyages à l'achat de biens de consommation durables et non durables - sont financées par ce qui reste, après que ces divers appels préalables ont été satisfaits.*

*"La mise en commun de ces deux faits conduit à des conclusions frappantes. Étant donné que **la consommation discrétionnaire <laquelle est nécessaire pour produire des revenus pour des milliards de personnes et sans laquelle nos économies ne peut fonctionner>** pervient en dernier dans l'ordre des dépenses - et qu'une part importante et croissante des "revenus" apparents n'est qu'un produit cosmétique de la manipulation financière - il s'ensuit que le niveau sous-jacent et durable des dépenses discrétionnaires est bien inférieur à ce que l'on suppose généralement.*

*"En substance, les secteurs discrétionnaires de l'économie sont maintenant maintenus en vie uniquement par l'alimentation au goutte-à-goutte du crédit et des stimulants monétaires. En outre, la capacité des ménages à maintenir le flux de revenus vers les secteurs financiers et les entreprises ne tient qu'à un fil.*

*"Cela signifie tout d'abord que, lorsque le crédit et l'aventurisme monétaire atteindront leurs limites pratiques, des secteurs entiers de l'économie se contracteront très sévèrement".*

La réponse des gouvernements et, en fait, des technocrates comme Schwab, ne fait qu'empirer les choses car ils se concentrent sur les revenus nominaux plutôt que sur la proportion de revenus restant <discrétionnaires> après le paiement des éléments essentiels comme la nourriture, le coût du logement et le service de la dette. **Il en résulte une surestimation grossière du montant de l'impôt qui peut être prélevé sur la population.** Ce n'est pas un hasard si l'un des volets populistes de Brexit et de MAGA était la promesse de réduire la charge fiscale pesant sur les gens ordinaires. De même, un prélèvement supplémentaire sur le gazole, apparemment modeste, a déclenché les protestations généralisées des gilets jaunes dans toute la France **<comme le ferait aussi une taxe carbone>**.

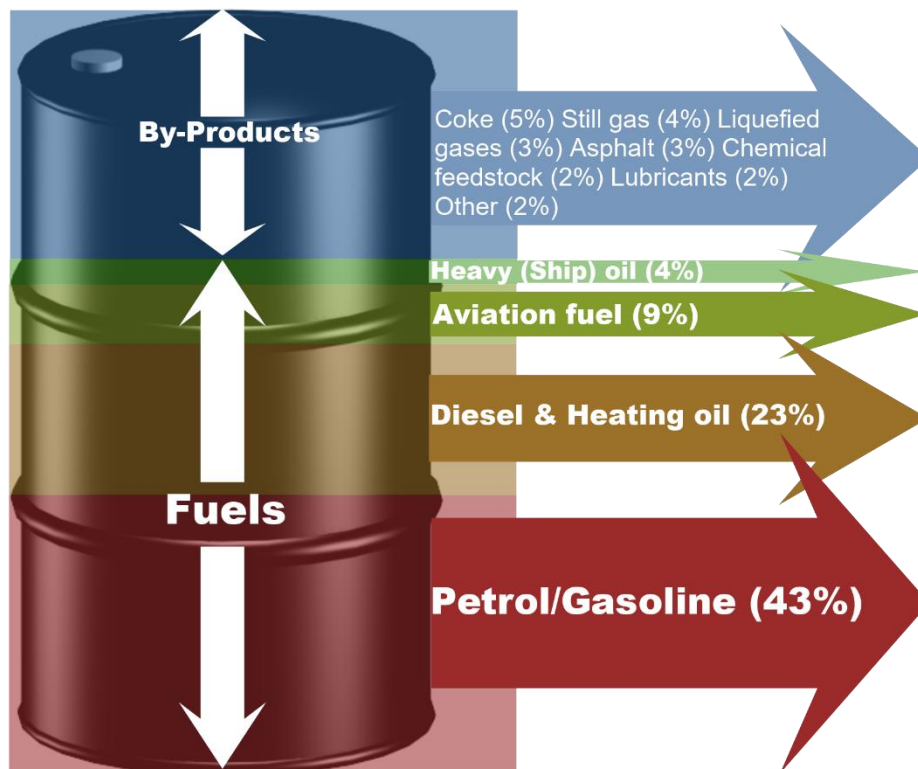
**Les prix en devises des technologies d'énergie renouvelable non renouvelable qui sont destinées à fournir l'électricité pour le Great Reset de Schwab sont bas parce qu'elles bénéficient de subventions massives et parce que les prix indiqués ne sont que ce que les entreprises d'approvisionnement proposent lors des enchères. Leur coût énergétique est bien plus élevé.** C'est un problème particulier parce que ce coût de l'énergie - qui comprend des centrales nucléaires d'un coût exorbitant pour la charge de base et le parc de centrales à gaz et à diesel nécessaire pour surmonter l'intermittence - est répercuté sur les factures des consommateurs d'une manière qui a un impact disproportionné sur les pauvres.

**Les éléments de la quatrième révolution industrielle, qui a échoué et qui avait déjà émergé dans les années qui ont suivi 2008 - résumée à l'"économie du gigantisme" - s'accroissent déjà en raison de l'effroyable mauvaise gestion de la pandémie par la technocratie.** Le chômage est en hausse, le travail à domicile a augmenté, les loyers des propriétés commerciales ont chuté, tandis que les entreprises en ligne se sont multipliées. Ce nouveau paysage est une sorte de **système féodal numérique** dans lequel, au lieu de la terre, l'accès à l'espace sur une ou plusieurs plateformes d'entreprise devient le moyen par lequel **la paysannerie numérique** parvient à gagner sa vie.

Même si cela n'est que temporaire. **Le réseau de communication mondial moderne, ainsi que toutes les infrastructures essentielles dont nous dépendons, ne peuvent survivre que tant qu'ils ont accès à une énergie bon marché. Cela a toujours été l'angle mort de la technocratie car, jusqu'à récemment, l'énergie était considérée comme un simple intrant de production à faible coût, coûtant beaucoup moins cher, par exemple, que le salaire d'un travailleur au salaire minimum. Plutôt que de comprendre que la technologie est à la fois façonnée et limitée par sa source d'énergie, la technocratie a toujours cru à tort que la technologie était le moteur de l'économie. Mais voici le hic : l'énergie bon marché n'est bon marché que parce que ses coûts sont largement répartis sur les 8 milliards d'humains qui vivent sur la planète.** Prenons, par exemple, le carburant diesel, qui est

le moteur de l'économie mondiale. Malgré toutes les absurdités dont on parle à propos des voitures électriques, nous dépendons toujours du diesel pour alimenter les poids lourds, les machines lourdes des mines et des usines, les machines agricoles et le transport maritime.

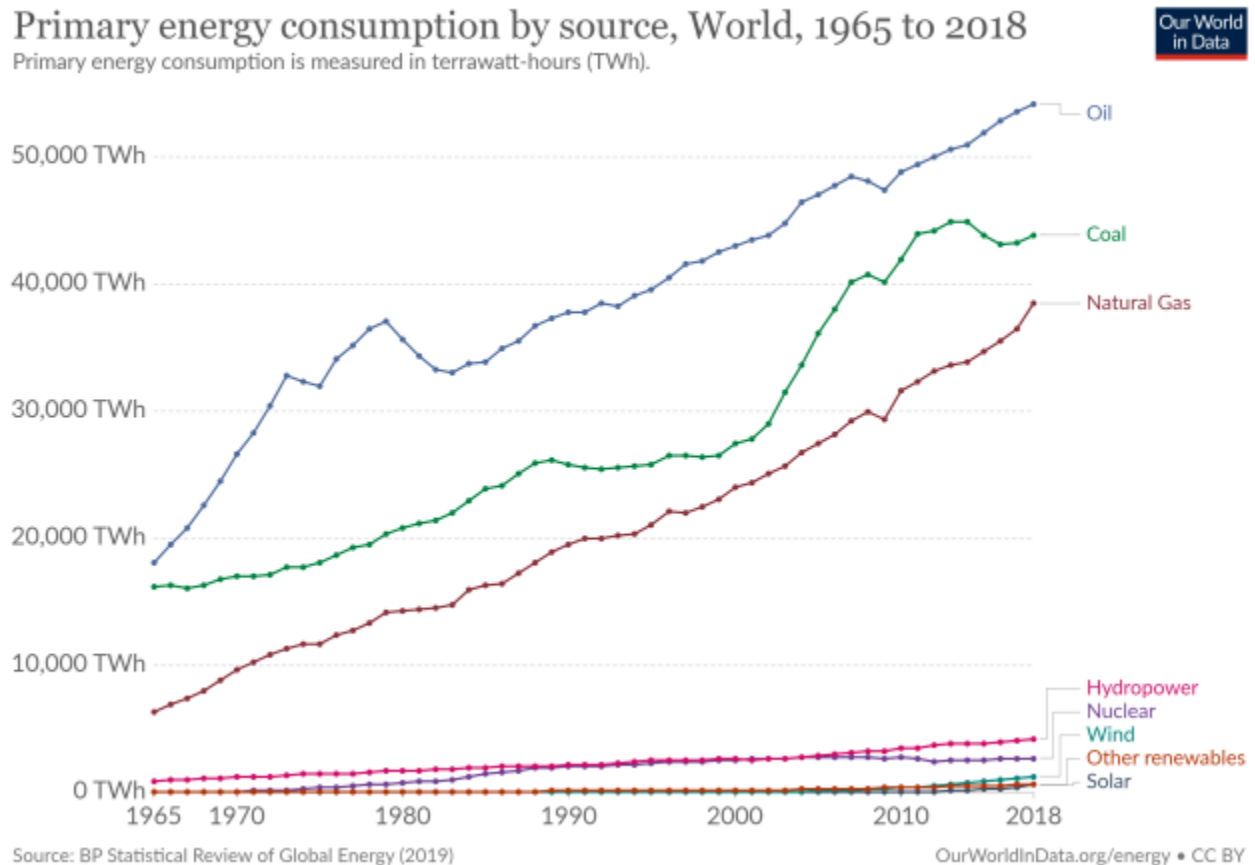
## Uses of crude oil as a proportion of a barrel



Bien que les différents gisements de pétrole varient, en gros, un baril de pétrole moyen fournit 43 % d'essence, 23 % de diesel et de mazout, 9 % de carburant aviation et 4 % de pétrole lourd pour le transport maritime. Les 21 % restants sont utilisés pour créer une pléthore de sous-produits importants tels que des lubrifiants, de l'asphalte pour les revêtements routiers et des matières premières chimiques pour une foule de produits allant du dentifrice à la peinture et aux produits pharmaceutiques.

Imaginons maintenant ce qui se passerait si nous pouvions brandir la baguette magique de Schwab et remplacer toutes les voitures et véhicules légers à essence par des véhicules électriques et à hydrogène. Soudain, 43 % de chaque baril de pétrole que nous extrayons serait passé d'un produit de valeur qui peut être largement vendu à un déchet coûteux dont nous devons nous débarrasser d'une manière ou d'une autre, sans doute de manière écologique (donc sans le brûler). Certains pourraient être mélangés avec du pétrole lourd provenant des sables bitumineux - comme c'est le cas actuellement avec le pétrole de schiste fracturé - pour créer une approximation du diesel. Mais le manque à gagner lié à l'essence, ainsi que le coût de son élimination en toute sécurité, doivent maintenant être répercutés sur le prix des 57 % restants du baril. Cela signifie que le prix de tous ces autres produits doit plus que doubler. Le résultat - en supposant que les banques centrales ne répètent pas l'erreur catastrophique de 2006 - est que la demande des consommateurs pour les produits qui utilisent ou sont transportés par les 57 % restants de chaque baril doit également baisser jusqu'à ce que, en fin de compte, l'exploitation minière, l'agriculture, le transport et même l'extraction du pétrole elle-même deviennent si coûteux que la faillite devient inévitable... une recette de famine massive !

Si nous parlions uniquement de remplacer une source d'énergie qui ne fournit qu'une infime partie de notre énergie primaire, ce ne serait peut-être pas un problème. En termes strictement énergétiques (c'est-à-dire en mettant de côté l'impact sur le climat), si toutes les éoliennes et tous les panneaux solaires de la Terre devaient disparaître du jour au lendemain, nous remarquerions à peine qu'ils ont disparu. Le pétrole, en revanche, reste la principale source de carburant qui alimente l'économie mondiale. Et même si vous n'aimez pas les conséquences environnementales de sa combustion, vous allez bien plus détester les conséquences matérielles de sa disparition.



Le pic d'extraction du pétrole avait déjà eu lieu avant l'apparition du SRAS-CoV-2 ; et la pandémie pourrait fournir aux politiciens et aux économistes une excuse pour l'ignorer. Alors qu'une grande partie du monde développé est encore soumise à des restrictions et à des blocages, la demande de pétrole a chuté et l'extraction a été réduite, ce qui donne l'illusion qu'une fois la pandémie terminée, nous reviendrons simplement au point où nous en étions à la fin de 2019. Malheureusement, une grande partie des ressources qui ont été fermées sera trop chère pour être remise en service à un prix que peut se permettre une économie post-pandémique gravement déprimée.

Les pénuries futures que M. Schwab infligerait accidentellement à l'humanité en croyant nous sauver d'une urgence climatique sont de toute façon intégrées dans le système. Il n'existe actuellement aucune combinaison énergétique qui nous permette de continuer à faire croître l'économie industrielle au lendemain de la pandémie ; et la tentative de le faire risque de provoquer une catastrophe humanitaire encore plus grande que celle qu'elle vise à prévenir. S'il doit y avoir une relance viable, quelle qu'elle soit, elle s'apparentera à ce que j'ai appelé un "brown new deal" dans lequel nous utilisons ce qui reste de l'énergie disponible pour décroître, dématérialiser et relocaliser nos économies tout en sacrifiant au moins une partie des avantages de notre mode de vie actuel tels

que les soins de santé de base et l'accès à l'eau potable. Malheureusement, comme le dit le vieil adage, les gens préféreraient de loin les fantasmes rassurants de M. Schwab à mes vérités dérangeantes.

## **La pandémie comme fin du consumérisme. Tout ce qui se passe se passe parce que cela devait se passer**

Ugo Bardi Dimanche 29 novembre 2020



*Ces dames médiévales ressemblent à des mannequins de mode. Avec leurs splendides robes en brocart de soie, elles affichent leur richesse à une époque, le 14e siècle, où l'Europe connaissait un certain degré de croissance et de prospérité. Elles ne pouvaient pas imaginer qu'un siècle plus tard, l'Europe allait plonger dans une terrible époque de chasse aux sorcières qui allait remettre les femmes à leur place d'outils de fabrication d'enfants. C'est ainsi que l'histoire fonctionne, elle ne planifie jamais, elle réagit toujours, parfois de manière impitoyable. Et tout ce qui arrive avait une raison d'arriver (ci-dessus, miniature de Giovanni da Como, vers 1380)*

Pouvez-vous me parler d'au moins un cas dans l'histoire où une société a perçu une menace sérieuse se profilant à l'horizon et a pris des mesures contre elle sur la base de données et d'arguments rationnels ? Avec la meilleure des volontés, je ne peux pas. Les sociétés réagissent aux menaces en utilisant un stimulus-réaction primitif qui peut être agressif ou défensif, mais qui n'est presque jamais rationnel.

Curieusement, notre société, que nous appelons parfois "l'Occident", a été la première dans l'histoire à avoir une chance de faire quelque chose de rationnel pour éviter que le destin ne l'attende bien avant que la menace ne soit clairement visible. C'est en 1972 que les ordinateurs numériques nouvellement développés ont été couplés à un puissant outil d'analyse, la "dynamique des systèmes". Le résultat fut l'étude intitulée "Les limites de la croissance" qui prévoyait comment l'épuisement progressif des ressources naturelles associé à une pollution croissante (que nous appelons aujourd'hui "changement climatique") allait provoquer l'effondrement de l'ensemble du système économique occidental à un moment donné au cours de la première moitié du 21e siècle.

L'étude proposait également des solutions rationnelles pour éviter l'effondrement : réduire la consommation, arrêter la croissance démographique, gérer la pollution, etc.

Comme nous le savons tous, la tentative a été un échec remarquable : la société a réagi comme si la menace était constituée par les personnes qui essayaient de tirer la sonnette d'alarme. L'étude "Limites de la croissance" a été ridiculisée, diabolisée et ignorée. Aujourd'hui, il est beaucoup trop tard pour appliquer les remèdes qui avaient été proposés il y a près de 50 ans.

On aurait pu s'y attendre. La société manque de l'outil qui permet aux gens (parfois) d'agir de manière rationnelle : une unité centrale de traitement comme celle qui fait partie de notre cerveau. Mon ami Nate Hagens utilise le terme de "superorganisme" pour décrire le fonctionnement de la société. J'utilise le terme "holobiont" pour le même concept. Je pense qu'il est plus correct : un organisme a généralement un système nerveux central, ce qui est rarement le cas d'un holobionte. Le type d'holobionte que nous appelons "société humaine" n'a, au mieux, que des structures embryonnaires agissant comme systèmes de contrôle, prenant parfois la forme d'un "grand chef" qui fait généralement plus de mal que de bien.

Ainsi, l'holobionte sociétale réagit aux perturbations par un mécanisme d'interactions locales entre ses composantes. Cette méthode pourrait bien être efficace : par une série d'essais et d'erreurs, l'holobionte est normalement capable d'absorber une perturbation externe et de rétablir un certain équilibre. Mais il ne peut pas planifier à long terme, ni pour des perturbations si fortes qu'elles nécessitent un réarrangement de toute la structure du système.

Ce que nous voyons en Occident aujourd'hui, c'est la réaction de l'holobiont sociétal à une menace qui, en soi, n'était pas grande. La pandémie COVID-19 aurait pu être ignorée. Mais elle a déclenché et amplifié une série d'effets qui étaient le résultat de perturbations beaucoup plus fortes. L'épuisement des ressources et le changement climatique rendent obsolète ce que nous appelons la "société de consommation" (ou "consumérisme"). En termes simples, il ne reste pas grand-chose à consommer, et le fait de le consommer n'entraîne pas seulement une catastrophe climatique, mais un effondrement possible de tout l'écosystème. Cela ne peut plus durer.

Le grand holobionte humain perçoit ces menaces et réagit comme il peut : en utilisant les outils dont il dispose. Bien sûr, il est très difficile de convaincre/forcer la majorité des gens à cesser de consommer des ressources. On ne peut pas l'obtenir en leur expliquant de manière rationnelle le concept d'épuisement des ressources (on a essayé, mais ça n'a pas marché). Mais on peut le faire en utilisant la propagande pour effrayer les gens et cela semble fonctionner (\*).

Ainsi, ce qui se passe est parfaitement rationnel, du moins d'une certaine manière. La société de consommation est en train d'être démantelée et détruite : les gens sont obligés de consommer moins, de voyager moins, d'utiliser moins de ressources. Le tourisme international de masse a disparu à jamais, et d'autres institutions que nous considérons comme acquises semblent faire la queue en attendant leur tour pour sauter de la falaise de Sénèque : écoles, universités, services de santé, etc. **les pertes économiques se limiteraient à l'absentéisme, à la perturbation des échanges commerciaux et des voyages, et à la baisse de la demande directement due à la maladie ou à la peur de la maladie.**

Bien sûr, tout le monde ne consommera pas moins. Les ressources qui ne sont plus utilisées par les pauvres sont canalisées vers le système militaire qui, à son tour, doit s'assurer que les élites peuvent continuer à consommer autant qu'avant, et peut-être même plus. Les membres de l'élite sont peu nombreux et leur impact sur la base de ressources est beaucoup plus faible. Il n'y a rien d'étrange à cela : une "société de consommation", aussi

gaspilleuse soit-elle, est rare dans l'histoire et ne dure généralement pas longtemps. Dans la plupart des sociétés du passé, les roturiers n'avaient pas de "droit de consommer". Leur rôle était celui de producteurs ou de soldats et il n'y avait pas de surplus pour eux : juste le strict nécessaire pour survivre. Et il se pourrait bien que nous revenions à cette situation.

Tout s'est passé si vite que nous avons toutes les raisons d'être surpris, voire stupéfaits et déconcertés. Mais il n'y a rien de vraiment nouveau, c'est juste une adaptation à une nouvelle situation. Elle prend une forme qui cache la perception de ce qu'est le vrai problème : nous pensons qu'il s'agit d'une épidémie, alors qu'il s'agit principalement d'un épuisement des ressources. C'est la même chose lorsque, pendant la période appelée "Renaissance", les nouveaux États européens ont réalisé qu'ils avaient besoin de main-d'œuvre pour leurs industries et leurs armées. Leur réaction a été indirecte. Elle n'a pas consisté à expliquer aux femmes en termes rationnels la raison pour laquelle l'État avait besoin d'un plus grand nombre d'enfants de leur part. Elle a consisté à lancer une campagne de haine contre les femmes, accusées de sorcellerie et brûlées sur le bûcher en nombre considérable. Elle était, d'une certaine manière, efficace. Les femmes ont été repoussées dans leur rôle traditionnel de machines à fabriquer des enfants. Et la population a explosé.

La semaine dernière, j'ai écrit un billet sur la façon dont la chasse aux sorcières est liée à la pandémie actuelle. Plus tard, Timothy Sha-Ching Wong m'a envoyé des extraits d'un livre de Peter Sloterdijk. Il y est dit la même chose que moi :

*Les excès misogynes des XVIe et XVIIe siècles en Europe, avec leurs nombreux brûlages de femmes, ne doivent pas être compris comme une régression de la "société" moderne vers la "barbarie" médiévale, ni comme une névrose sexuelle épidémique, comme le prétendent généralement les commentateurs psychanalytiques. Ils sont plutôt la marque de la modernité précoce elle-même, qui a suivi son impulsion principale conformément au nouvel impératif démographique : assurer une disponibilité illimitée de matériel thématique.*

Et vous voyez comment l'histoire ne se répète pas exactement, mais elle rime sûrement beaucoup.

**(\*) Avertissement :** je ne dis pas ici que la pandémie a été inventée par les pouvoirs en place, je ne dis pas que le virus a été créé dans un laboratoire d'armes biologiques, je ne dis pas que Bill Gates essaie de nous tuer tous avec un faux vaccin, et je ne soutiens aucune des nombreuses théories de conspiration que l'on peut voir sur le web. Il devrait être évident que le virus SRAS-Cov-2 existe et qu'il constitue une menace réelle. Mais compte tenu de la situation, une telle mise en garde est nécessaire :

---

**Extrait de "You Must Change Your Life" de Peter Sloterdijk (pages 340-341). Extraits fournis par Timothy Sha-Ching Wong**

"La mesure de toutes les mesures dans ce domaine est la maximisation de la "production humaine" sanctionnée par l'État et l'Église - même Adam Smith, dans son œuvre principale de 1776, parle calmement de la "production des hommes", qui est régie par la "demande d'hommes". Elle a été mise en place par la destruction systématique de l'équilibre informel entre le patriarcat manifeste et le matriarcat latent, et donc par l'annulation du compromis historique entre les sexes qui, sous le manteau de l'éthique de protection de la vie de l'Église, s'était établi en Europe depuis l'Antiquité tardive et est resté en vigueur jusqu'à la fin du Moyen Âge. D'où l'offensive sans précédent visant à asservir les femmes à l'impératif de la reproduction et la destruction

systematique des connaissances sur le contrôle des naissances, qui sont passées à l'histoire sous le nom trompeur de "chasse aux sorcières".

Comme Gunnar Heinsohn l'a montré il y a plusieurs décennies en collaboration avec Otto Steiger et Rolf Knieper, les excès misogynes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles en Europe, avec leurs nombreux brûlages de femmes, ne doivent pas être compris comme une régression de la "société" moderne vers la "barbarie" médiévale, ni comme une névrose sexuelle épidémique, comme le prétendent généralement les commentaires psychanalytiques. Ils sont plutôt la marque de la modernité précoce elle-même, qui a suivi son impulsion principale conformément au nouvel impératif démographique : assurer une disponibilité illimitée de matériel thématique.

Avec sa terreur contre les sages-femmes, le premier État-nation a donné sa carte de visite à la "société" alors que celle-ci se modernisait. La question de savoir si l'on peut réellement attribuer aux "femmes sages" de l'époque une "expertise très développée" en matière de contraception restera peut-être ouverte ; on suppose cependant que plus d'une centaine de procédures de prévention des naissances non désirées étaient connues avant le début de la répression - des procédures dont l'efficacité peut, dans certains cas, être mise en doute. Mais à part cela, les conséquences de "l'oppression des sorcières" ont vite été visibles - et statistiquement représentatives. Pendant une longue période de politiques démographiques rigides, l'État moderne, en alliance avec le clergé chrétien, a refusé de tolérer la fonction conventionnelle de contrôle des épouses sur la "source des humains", et encore moins de la respecter. La sensibilité guidée de la modernité a déclaré que l'infanticide était un crime exemplaire contre l'humanité et une attaque directe contre l'intérêt national ; on trouve ici un rare cas de congruence totale entre la morale familiale et la morale de l'État.

Ce n'est donc pas un hasard si le plus grand théoricien de l'État moderne après Machiavel, le juriste Jean Bodin (1530-96), ancien moine carmélite, s'est distingué comme l'un des plus féroces chasseurs de sorcières de tous les temps. L'écrivain de l'époque Six livres de la république (1576) est à la fois l'auteur des plus brutaux traités de chasse aux sorcières de tous les temps, publiés à Paris en 1580 sous le titre De la démonomanie des sorciers.

On voit bien ce qu'il voulait réaliser dans sa double fonction de fondateur de la théorie moderne de la souveraineté et de maître à penser de l'inquisition contre les femmes capables de procréer mais volontaires. Le nœud du problème avait déjà été révélé un siècle plus tôt par les auteurs de Malleus Maleficarum, alias Le marteau des sorcières : "Personne ne fait plus de mal à la foi catholique que les sages-femmes".

Désormais, la foi catholique implique une soumission inconditionnelle des personnes mariées aux conséquences des rapports conjugaux, indépendamment du fait qu'elles soient ou non en mesure d'assurer un héritage suffisant, et donc un avenir productif, à leur progéniture - sans considération, même, de la question de savoir si l'on peut attendre des travailleurs n'ayant pas de biens propres qu'ils élèvent des enfants. La politique d'"expansion du capital par l'accroissement de la population" a calmement passé outre les objections de ce genre. En réalité, l'explosion démographique de l'époque moderne a été déclenchée en partie par l'intégration massive des travailleurs sans propriété, le "prolétariat", dont on a beaucoup parlé par la suite et qui a été généralement déclaré à tort, dans la pratique familiale et procréatrice de la "société" aristocratique-bourgeoise tardive.

En matière de procréation, l'attitude de la plupart des théologiens de la Réforme était encore plus catholique que celle de la papauté. Martin Luther, qui a eu une demi-douzaine d'enfants avec Katharina von Bora, a enseigné - enivré par l'élan de sa propre foi - que les hommes chrétiens devaient être assurés que s'ils augmentaient le nombre de leurs fidèles, Dieu ne leur retiendrait pas les moyens matériels pour les élever tant qu'ils seraient

suffisamment diligents. Heinsohn et ses collègues résument de manière incisive la maxime qui se cache derrière cette pensée : "Généralisation de l'irresponsabilité individuelle sous la forme d'une responsabilité envers Dieu". Il convient de noter ici que le concept de responsabilité n'est significatif ni en théologie ni en philosophie morale classique ; il n'a été placé au centre de la réflexion éthique qu'au cours du XXe siècle, lorsque le problème des actions et de leurs conséquences involontaires, qui a pris une ampleur explosive, a retenu une grande partie de l'attention morale.

Il est toutefois indéniable qu'à ce jour, l'éthique sexuelle chrétienne - dans sa forme catholique officielle - fait preuve d'un aveuglement résolu face à des conséquences que l'on voudrait confondre avec la confiance en Dieu. En raison de leur engagement dans la protection de la vie à naître et de la vie née, une chose honorable en soi, les églises des temps modernes de toutes les confessions ont agi comme des accessoires de facto à l'opération biopolitique la plus cynique de tous les temps".

<http://library.lol/main/088B0944B3C46C5B046D9886773204CD>

### **Voici un extrait d'une critique par Augustus Carmichael du "libéralisme" de Domenico Losurdo : Une contre-histoire" de Domenico Losurdo.**

N.B. Losurdo est engagé dans une idéologie-critique de l'idéologie dominante. Le "libéralisme" n'est pas compris en termes électoraux de parti.

**"1.**le libéralisme n'élargit pas les limites de la liberté dans un processus dialectique organique. Le libéralisme a connu de profonds changements dans son histoire, mais pas à cause d'une quelconque tendance interne au progrès. Les élargisseurs de la liberté ont été les esclaves rebelles, les socialistes, les travailleurs organisés, les nationalistes anticoloniaux et d'autres forces extérieures à la Communauté des Libres. En général, la Communauté des Libres n'accorde des adhésions que lorsqu'elle est confrontée à une puissante opposition extérieure.

**2.** Les idéologies telles que la suprématie blanche, le darwinisme social et le colonialisme ont été créées par les libéraux pour défendre la liberté de la Communauté des Libres. Lorsque les Pères fondateurs américains se sont rebellés contre la Grande-Bretagne, l'une des raisons les plus souvent invoquées était que le gouvernement britannique ne respectait pas la liberté que les Américains avaient imbibée de leur sang nord-européen. Les Pères fondateurs se considéraient comme les gardiens des libertés de la Glorieuse Révolution, une révolution fondée sur le droit des peuples dignes de liberté à dominer les masses supposées insipides. Ils étaient explicites à cet égard, et l'histoire ultérieure du libéralisme a continué à attester de cette tendance.

**3.** Le libéralisme contient en lui-même le corollaire semi-caché selon lequel le comportement humain doit être strictement réglementé pour que la liberté soit maintenue. Dans le libéralisme, les individus ont la liberté de se faire concurrence et de s'élever au sommet sur la base du mérite. Les élites libérales ont souvent interprété cela comme la preuve que ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle sociale méritent leur place. L'autre conclusion qui en découle est que les criminels, les personnes sans instruction, les pauvres et les cultures non occidentales méritent pleinement leur statut servile. Si la nature voulait qu'ils fassent partie de la Communauté des Libres, ainsi va la logique, alors elle leur permettrait de participer à la liberté. Par conséquent, les peuples dominés du monde doivent conserver leur position en raison de leurs propres défauts internes. Pour Losurdo, c'est cette croyance qui définit le libéralisme et le sépare du radicalisme.

4. Dans le libéralisme, la liberté a été historiquement considérée comme un trait que les gens possèdent, un trait accordé par la nature. Ainsi, le libéralisme justifie facilement ses tendances à l'inégalité en imaginant diverses façons d'expliquer pourquoi la nature n'accorde tout simplement pas aux uns la liberté qu'elle accorde aux autres. Quant au radicalisme, il considère l'instauration de la liberté comme un processus actif. Il est intéressant de noter que cela indique que la liberté négative possède un magnétisme envers l'autoritarisme. Losrudo fait remarquer qu'au début du fascisme, de nombreux libéraux aux États-Unis et en Europe occidentale, tels que von Mises, Croce et l'establishment libéral italien, voyaient dans le régime de Mussolini un possible défenseur du libéralisme classique et de la liberté telle qu'elle était comprise par les théoriciens anglo-saxons du libéralisme.

Ce livre est aussi troublant qu'instructif. Personnellement, je considère comme une évidence que nombre des tendances autoritaires que Losurdo identifie ont fait un retour en force à l'ère néo-libérale, et se sont renforcées depuis le début de la grande crise financière. Les libéraux modernes, en particulier dans les milieux universitaires américains, s'assurent souvent que le libéralisme ne tolérera aucune régression sérieuse vers l'autoritarisme, en raison du mythe du processus dialectique que j'ai décrit au début de cette revue. J'y ai même cru dans une certaine mesure et, si je me souviens bien, je me souviens que Slavoj Zizek, parmi tous les gens, faisait l'éloge du libéralisme pour cette raison. Heureusement, le Losurdo a sérieusement entamé ma foi dans cette tendance au libéralisme. Encore une fois, je ne me considère même pas comme un libéral, je m'identifie comme un gauchiste (un des radicaux décrits par Losurdo). Peut-être cela témoigne-t-il de l'omniprésence de la nature réconfortante de l'image que le libéralisme a de lui-même et dans laquelle même ses détracteurs se réfugient sans le savoir".

[https://www.amazon.com/.../178.../ref=cm\\_cr\\_dp\\_d\\_cmpps\\_btm](https://www.amazon.com/.../178.../ref=cm_cr_dp_d_cmpps_btm)

## **Pétrole de schiste : Qui va payer pour dépolluer ?**

---

*Avec l'augmentation des faillites, les entreprises pétrolières et gazières en déclin laissent au public une facture de nettoyage de plusieurs milliards de dollars*

---

Par [Justin Mikulka](#) – Le 15 octobre 2020 – Source [DeSmog](#)



Au milieu d'une [vague record de faillites](#), l'industrie pétrolière et gazière américaine est sur le point de manquer à ses obligations en matière de nettoyage environnemental, qui se chiffrent en milliards de dollars.

Même les plus grandes entreprises de l'industrie semblent avoir peu de plans pour nettoyer et boucher correctement les puits de pétrole et de gaz une fois qu'ils ont cessé de produire – bien qu'elles y soient légalement tenues. Alors que le processus de faillite pourrait être l'occasion de responsabiliser ces entreprises, ou les entreprises qui acquièrent les actifs par le biais de la faillite, il a plutôt offert aux entreprises davantage d'opportunités de se dégager de leurs responsabilités en matière de nettoyage – tout en récompensant souvent les mêmes dirigeants qui les ont mises en faillite.

Les résultats pourraient être des nettoyages financés par des fonds publics des [millions de puits de pétrole et de gaz](#) que ces entreprises ont laissés derrière elles. Dans un nouveau rapport, Carbon Tracker, un groupe de réflexion financier indépendant spécialisé dans le climat, a [estimé](#) à 280 milliards de dollars le coût du bouchage des 2,6 millions de puits terrestres documentés aux États-Unis. Cette estimation n'inclut pas les coûts de traitement d'environ 1,2 million de puits non documentés.

Greg Rogers, un ancien conseiller de Big Oil, et co-auteur d'un [précédent rapport](#) de Carbon Tracker sur les coûts probables de la fermeture correcte des puits de schiste, a suggéré à DeSmog que les compagnies pétrolières et gazières ont pris en compte le fait de se dégager de leurs responsabilités de nettoyage dans leur planification d'entreprise.

« Le plan est que ces coûts seront transférés, ces obligations seront transférées à l'Etat à un moment donné », a déclaré Rogers à DeSmog, « Pourquoi une entreprise voudrait-elle dépenser des centaines de millions de dollars pour boucher tous ces puits alors qu'elle pourrait plutôt payer ses cadres ? »



*Le PDG de Whiting Petroleum quitte son poste avec un bonus de 6,4 millions de \$ pour avoir conduit l'entreprise à la banqueroute.*

Malgré les [lois fédérales](#) et des [différents États](#) qui obligent les compagnies pétrolières et gazières à nettoyer et à boucher et abandonner correctement les puits, il y a des [preuves accablantes](#) que cela ne se produit pas.

L'une des principales raisons est que, souvent, les régulateurs n'ont pas le pouvoir de faire respecter la loi une fois que les permis de forage des puits ont été délivrés.

La meilleure méthode pour garantir que les puits sont correctement bouchés et abandonnés est que les régulateurs exigent des compagnies qu'elles investissent dans ce domaine avant de forer le puits. Cela se fait le plus souvent par le biais d'un processus connu sous le nom de [cautionnement](#).

Toutefois, si le montant requis pour le cautionnement est suffisamment faible, les entreprises ne sont pas incitées à dépenser l'argent supplémentaire pour boucher correctement les puits une fois que ceux-ci ne produisent plus de pétrole ou de gaz. D'un point de vue commercial, il est plus intelligent pour le propriétaire du puits de se soustraire à ses obligations à ce moment-là.

Le [nouveau rapport](#) de Carbon Tracker note également que les fonds de cautionnement actuellement alloués pour le nettoyage des puits ne représentent qu'environ 1 % du coût total prévu.

Les régulateurs fédéraux et des États n'ont pas exigé de garanties suffisantes de la part de l'industrie, ce qui n'incite pas cette dernière à dépenser l'argent pour plafonner et abandonner correctement les puits une fois qu'ils ne produisent plus de quantités importantes de pétrole et de gaz.

Rogers a déclaré à DeSmog que bien que les entreprises ne puissent pas utiliser le processus de faillite pour éviter les responsabilités de nettoyage, la réalité est que lorsque les régulateurs d'État sont obligés de plaider pour ces coûts de nettoyage pendant le processus de faillite, ils peuvent simplement être « en première ligne quand il n'y a rien à faire ».

Ce problème aurait pu être évité si les régulateurs des états avaient refusé d'accorder des permis de forage aux compagnies pétrolières et gazières sans une caution appropriée. Rob Schuwerk, directeur exécutif de Carbon Tracker et co-auteur des deux récents rapports avec Greg Rodgers, a expliqué que les États ont la position de négociation la plus forte au début du processus d'octroi des permis.

*« Les États ont inutilement donné à l'industrie un moyen de pression », a déclaré M. Schuwerk à DeSmog. « Il n'y a aucune raison pour qu'un État ait jamais dit : « Nous n'allons pas vous demander de mettre quelque chose en place pour nettoyer ces puits ».*

Ce n'est pas comme s'ils [les compagnies pétrolières] avaient pu dire, 'nous ne voulons pas investir cet argent, alors nous allons forer ailleurs'. En fin de compte, vous allez vraiment forer là où se trouve le pétrole.

Au lieu de cela, les États ont généralement permis à l'industrie de promettre de nettoyer, au lieu d'exiger une caution adéquate à l'avance pour financer le processus.

*« Les États n'ont rien fait », a déclaré Rogers. « Les États producteurs de pétrole sont beaucoup plus motivés à vouloir encourager la production de pétrole et de gaz ».*

Mais alors que de plus en plus d'entreprises déposent le bilan, les gouvernements des États constatent qu'ils ne peuvent pas les tenir responsables de leurs responsabilités environnementales.

## Responsabilité environnementale et loi sur les faillites

Lors de la réunion de la Commission industrielle du Dakota du Nord du [28 juin 2018](#), le principal responsable du pétrole et du gaz du Dakota du Nord a annoncé que l'État avait engagé un nouvel assistant spécial du procureur général pour les affaires de faillite dans le secteur du pétrole et du gaz.

Les notes de la réunion montrent que Lynn Helms, directrice du département des ressources minérales du Dakota du Nord, était préoccupée par le fait que les foreurs de schiste en faillite se dégagent de leurs responsabilités.

*« Nous devons pouvoir suivre les faillites et agir rapidement pour nous assurer que le juge est conscient de la situation du Dakota du Nord », a déclaré M. Helms. « La faillite ne dégage pas de l'obligation de nettoyage environnemental ».*

C'est là que les lois sur les faillites deviennent obscures. Si la faillite ne permet pas de s'acquitter des obligations de nettoyage environnemental, elle ne précise rien non plus lorsque ces obligations ne peuvent pas être acquittées.

Toutefois, la déclaration de la Commission Helms est étayée par la jurisprudence existante.

Une décision de la Cour suprême de [1986](#) a conclu qu'en ce qui concerne les obligations de nettoyage environnemental, « un tribunal de faillite n'a pas le pouvoir d'autoriser un abandon sans formuler des conditions qui protégeront adéquatement la santé et la sécurité du public ».

Deux ans plus tard, la Cour d'appel des États-Unis, cinquième circuit du Texas, a [rendu une décision](#) appuyant cette jurisprudence. Dans cette affaire, le propriétaire du puits de pétrole avait vendu les précieux puits, et avait tenté de se défaire des puits restants ainsi que de la responsabilité de les fermer et de les abandonner correctement.

Le tribunal a estimé qu'« il ne fait aucun doute qu'en vertu de la loi du Texas, le propriétaire d'une participation d'exploitation est tenu de boucher les puits qui sont restés improductifs pendant un an ... une combinaison de la loi du Texas et de la loi fédérale a placé sur le fiduciaire une obligation inéluctable de boucher les puits improductifs ».

Cette décision a conclu que « Il importe donc peu que la compagnie en faillite ait produit du pétrole ou reçu des revenus des puits. En tant qu'exploitant, il était tenu de les boucher ».

Mais malgré cette jurisprudence qui établit que les responsabilités environnementales comme les coûts de nettoyage des puits de pétrole et de gaz ne peuvent pas être acquittées par la faillite, la nature même de la faillite faisant de l'abandon de la procédure le résultat le plus probable. Les entreprises font faillite parce qu'elles n'ont pas assez d'argent pour payer les factures – et les responsabilités environnementales peuvent souvent représenter une très grosse facture.

*« La procédure de faillite est un peu comme le Far West », a déclaré M. Rogers. « Il y a beaucoup de flexibilité, ils vont très vite selon moi et les juges ont tendance à avoir beaucoup de discrétion ».*

L'industrie du schiste est au milieu d'une vague historique de faillites, [rapporte](#) Reuters. Les résultats obtenus jusqu'à présent indiquent que les puits sont abandonnés par les opérateurs en faillite, et que malgré les lois existantes, la facture de l'assainissement devra être reprise par le public.

## Abandon via la faillite au Colorado

Malgré les lois existantes et les précédents juridiques, les entreprises utilisent le processus de faillite pour transférer les coûts de nettoyage au public. Carbon Tracker estime à 7 milliards de dollars le coût du colmatage et de l'abandon des puits au Colorado. Les exigences actuelles du Colorado en matière de cautionnement des puits de pétrole et de gaz n'exigent qu'une petite fraction des coûts connus pour boucher et abandonner les puits.

Les compagnies pétrolières et gazières du Colorado peuvent [déposer](#) une caution de 60 000 dollars pour couvrir jusqu'à 100 puits, ou 100 000 dollars pour couvrir tout total de puits supérieur à 100. Il n'est pas difficile de comprendre le sous-financement massif des responsabilités de nettoyage lorsque le coût de la caution pour plus de 100 puits est inférieur au coût connu pour boucher et abandonner un puits.

En 2019, l'opérateur pétrolier et gazier du Colorado, Petroshare, a déposé son bilan au titre du chapitre 11, car il ne pouvait plus rembourser ses emprunts. Le propriétaire de ces prêts a choisi de prendre les actifs de Petroshare à la suite de la faillite – ou du moins les actifs qui avaient encore de la valeur.

Dans le cadre de la procédure de faillite, l'État du Colorado a [laissé](#) la nouvelle société abandonner n'importe lequel des 89 puits dont elle ne voulait pas, laissant en fait les coûts de nettoyage aux contribuables du Colorado. Carbon Tracker estime que 67 puits pourraient maintenant être à la charge de l'État, avec un coût potentiel de près de 12 millions de dollars pour les boucher et les abandonner correctement.

Fram Americas, une entreprise norvégienne qui a fait faillite au Colorado en 2019, a déposé une caution de 300 000 dollars pour ses puits. Mais dans sa déclaration de faillite, la société a indiqué des coûts de bouchage et d'abandon de près de 6 millions de dollars.

Fram a déclaré qu'elle n'avait pas d'argent pour boucher les puits et son avocat Kenneth Buechler a expliqué la position de la société.

*« Je suppose que les autorités gouvernementales vont boucher les puits puisque les sociétés ne sont plus en activité », a déclaré M. Buechler.*

L'hypothèse de M. Buechler était conforme à la réalité. Avec des exigences de cautionnement aussi faibles, l'argent pour nettoyer n'était tout simplement pas là, et maintenant l'État du Colorado est coincé avec la facture, tandis que ses propriétaires norvégiens ont esquivé la responsabilité.

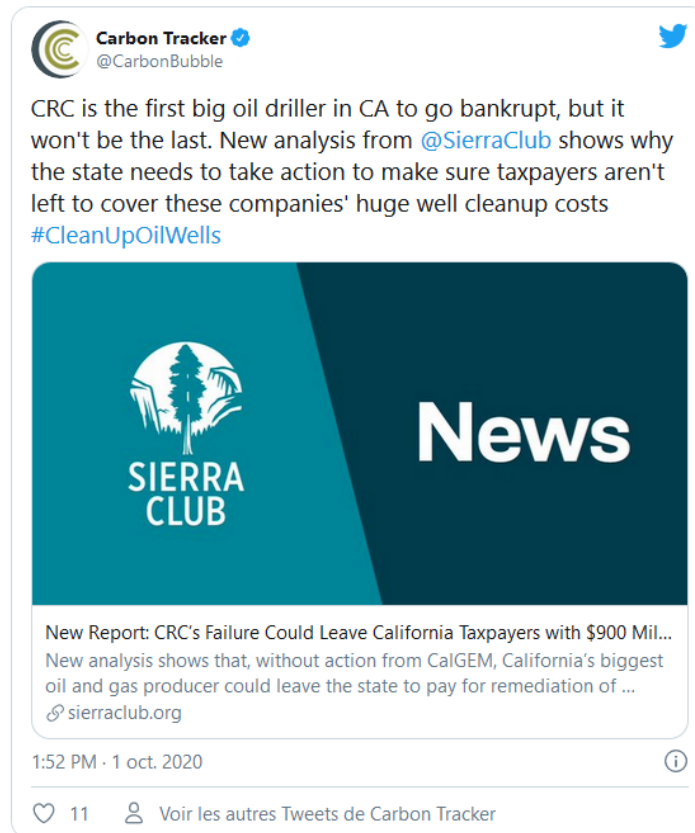
Comme l'a rapporté Carbon Tracker, l'échec des exigences de cautionnement au niveau des États et du gouvernement fédéral incite les entreprises à consacrer à d'autres postes l'argent qui aurait pu servir à boucher et à abandonner des puits, comme la rémunération des cadres. Une fois tout l'argent dépensé, elles peuvent simplement se soustraire à leurs obligations de nettoyage par le biais de la faillite, tandis que les actifs de valeur restants sont transmis à de nouveaux investisseurs.



*#oilandgas est une chaîne de Ponzi légale, puis ils font faillite, tant que tout cela continue d'être soutenu par le gouvernement, le cycle se poursuit et le gâchis continue de s'étendre avant de tomber finalement aux mains des contribuables pour faire le ménage, grâce aux exécutifs véreux + régulateurs + politiciens.*

## La faillite comme modèle d'entreprise

En 2018, DeSmog a [souligné](#) que Floyd Wilson, le PDG de la compagnie pétrolière HalcónResources, avait profité de la procédure de faillite. Cette année, l'organisme de recherche Documented a rapporté de [multiples exemples](#) de PDG récompensés par les entreprises qu'ils ont menées à la faillite, plutôt que d'être licenciés, en notant que le processus de faillite « peut ouvrir de nouvelles voies pour les PDG afin de s'enrichir aux dépens des travailleurs, des créanciers et des actionnaires ».



*Le CRC est le premier grand foreur de pétrole en Californie à faire faillite, mais il ne sera pas le dernier. Une nouvelle analyse de @SierraClub montre pourquoi l'État doit prendre des mesures pour s'assurer que les contribuables ne sont pas laissés à eux-mêmes pour couvrir les énormes coûts de nettoyage des puits de ces entreprises*

Ce manque de responsabilité des dirigeants en cas d'échec financier est une autre incitation pour les entreprises à ne pas envisager de financer correctement les coûts de nettoyage, surtout si la tendance à laisser les entreprises se dégager de leurs responsabilités en cas de faillite se poursuit.

Les compagnies de pétrole et de gaz de schiste ont subi des pertes de plus de 300 milliards de dollars au cours de la dernière décennie. Mais les dirigeants qui ont supervisé ces pertes ont été parmi les [mieux payés](#) en Amérique. Et nombre de ces mêmes dirigeants ont reçu des primes de fidélisation pour rester dans les entreprises qu'ils ont mises en faillite, puis ont été engagés pour reprendre la [nouvelle entreprise](#) qui émerge de la faillite.

La combinaison d'incitations salariales intéressantes pour les cadres et la possibilité de se soustraire simplement aux responsabilités environnementales en cas de faillite incite les cadres à ignorer les coûts de la dépollution de l'environnement.



*Le salaire de Todd Stevens, PDG de California Resources, a augmenté de 36 % en 2019 pour atteindre 10,5 millions de dollars*

En octobre dernier, DeSmog a [posé](#) la question suivante : « Le public finira-t-il par payer pour nettoyer le boom de la fracturation hydraulique ? » La réponse semble de plus en plus être un « oui » [très solide](#).

« Les puits orphelins, dans le meilleur des cas, sont une grosse affaire. Le potentiel d'un tsunami à venir de puits orphelins supplémentaires est une préoccupation pour beaucoup », a [déclaré](#) Adam Peltz, un avocat du Fonds de défense de l'environnement, à Politico en mai.

L'inquiétude grandit dans de nombreux États concernant le fait de devoir payer pour des puits orphelins. Selon le [Bismarck Tribune](#), Bruce Hicks, directeur adjoint de la division du pétrole et du gaz du Dakota du Nord, a [tiré la sonnette d'alarme](#) l'année dernière sur la question des entreprises qui abandonnent des puits, en déclarant : « Cela commence à devenir incontrôlable ».

A l'instar de l'industrie du charbon, comme [le note](#) The New Republic, la faillite est devenue une bonne affaire pour l'industrie pétrolière et gazière en faillite, qui utilise les failles du processus pour transférer au public des milliards de dollars de coûts de fermeture des puits et de remise en état de l'environnement qui les entoure. Loin de payer le prix de cette mauvaise gestion, les dirigeants d'entreprise sont récompensés par des salaires lucratifs et des emplois stables.

Cet article est le premier d'une série d'articles de DeSmog sur la manière dont les compagnies pétrolières et gazières transfèrent leurs responsabilités environnementales au public.

## **Interview de Jean-Marc Jancovici "La réalité est plus complexe qu'un nucléaire diabolique et des alternatives merveilleuses"**



**" L'Usine Nouvelle : - Vous êtes écologiste et restez l'avocat du nucléaire, pourquoi ?**

**Jean-Marc Jancovici : -** Et pourquoi pas ? Est-ce que moins de danger signifie obligatoirement moins de nucléaire ?

Une énergie sans inconvénients, cela n'existe pas.

Sans nucléaire, il y a trois possibilités : soit pas d'électricité, soit des combustibles fossiles, qui contribuent au changement climatique et à la pollution locale, soit des énergies renouvelables nécessitant une activité minière et une occupation d'espace de dix à mille fois plus importantes. La construction du barrage des Trois Gorges, en Chine, a conduit à évacuer cinq fois plus de personnes qu'à Tchernobyl. Les déchets nucléaires, qui font si peur, sont produits en toutes petites quantités, donc il existe des modes de gestion. La réalité est hélas plus complexe qu'un nucléaire diabolique et des alternatives merveilleuses. Dans notre pays, la surreprésentation médiatique chronique des inconvénients du nucléaire ne résiste pas à l'examen des faits."

(posté par Joëlle Leconte)



**Énergies renouvelables dans l'UE : de la perception aux réalités**



**Samuel Furfari** est professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et président de la Société européenne des Ingénieurs et Industriels.

**Ernest Mund** est professeur émérite à l'Université catholique de Louvain (UCL) et directeur de recherche honoraire du FNRS.

Nous assistons aujourd'hui à des conversations interminables sur l'« énergie » sans que ce dont on parle soit dûment précisé. Parle-t-on de l'énergie pour chauffer notre maison ou bien de celle nécessaire pour charger un véhicule électrique ? Ce n'est pas indifférent. Beaucoup ignorent les principes fondamentaux, alors que d'autres les connaissent mais évitent soigneusement d'en tenir compte.

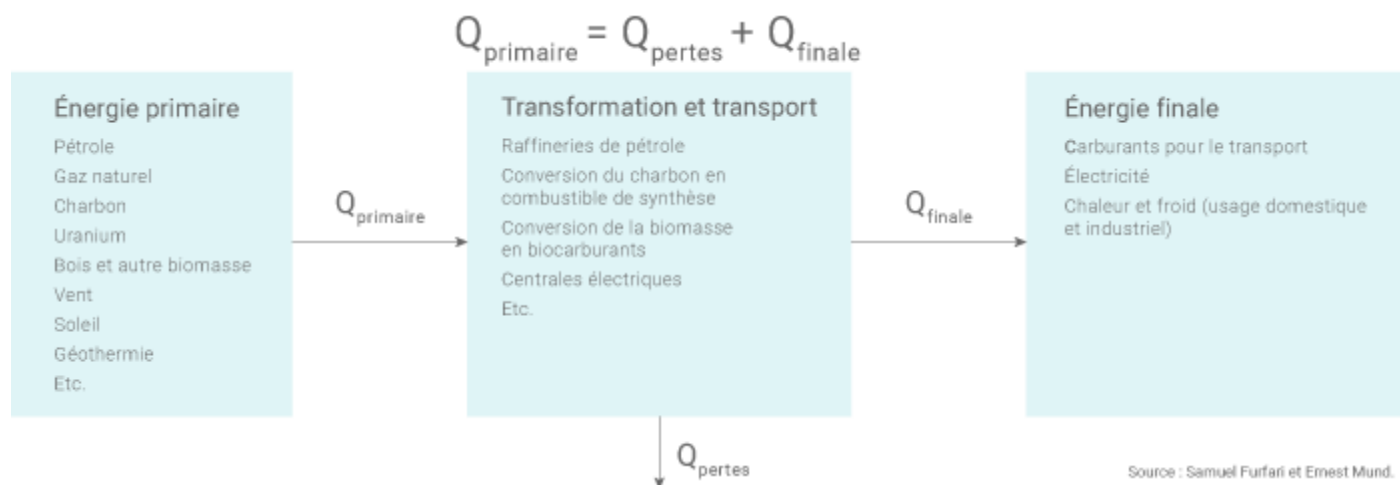
L'un de ces principaux fondamentaux est la distinction entre [« énergie primaire »](#) et [« énergie finale »](#). Précisons qu'il ne s'agit pas d'une vaine querelle de mots : une bonne compréhension a un impact fondamental en matière de choix de politique énergétique et d'adoption lucide de cette politique par les citoyens concernés.

### Quelques rappels : définitions

L'« énergie primaire » désigne l'énergie « brute » contenue dans les ressources naturelles comme le charbon, le pétrole, le gaz, l'uranium, la biomasse, le vent, le soleil et d'autres sources d'énergie renouvelables. Notons ici que, dans la plupart des statistiques mondiales, l'énergie primaire provenant de sources pourtant largement répandues dans les populations les plus pauvres - à savoir la combustion du bois et des déchets de bois, du charbon de bois et des excréments d'animaux séchés - n'est pas comptabilisée.

L'énergie primaire n'étant généralement pas facile à utiliser, ni à manipuler (par exemple, le pétrole tiré du puits ne peut pas être mis directement dans un moteur), elle peut nécessiter une transformation, essentiellement dans les centrales électriques et les raffineries de pétrole. À chaque étape de transformation, l'énergie se dégrade ([création d'entropie](#)). Précisons que l'énergie primaire peut, dans certains cas, être consommée sans transformation, par exemple lorsque du gaz naturel ou du bois est brûlé pour chauffer une maison.

L'énergie livrée au consommateur final est qualifiée d'« énergie finale ». En conséquence, et ceci est un principe fondamental, la quantité d'énergie finale est toujours inférieure à la quantité d'énergie primaire (pertes liées aux transformations éventuelles et au transport), et la différence est parfois significative (les pertes qui varient d'un pays à l'autre sont de l'ordre de 1/3 de l'énergie primaire).



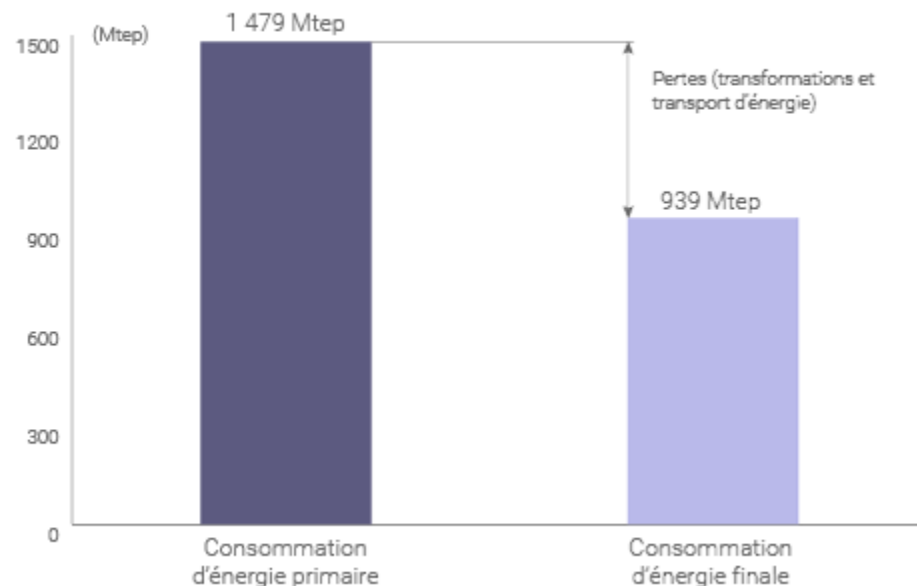
L'énergie fournit trois grands types de « services » satisfaits par différentes formes d'« énergie finale » :

- la production de chaleur et de froid, également appelée « usage fixe », que ce soit pour les besoins domestiques (chauffage et eau chaude sanitaire) ou de l'industrie (comme les fours industriels). Cette production utilise très majoritairement des combustibles fossiles ou de la biomasse (bois) ;
- le transport qui repose à 94% sur des « produits pétroliers » (issus de la transformation de pétrole brut dans une raffinerie) ;
- l'électricité qui est principalement produite au niveau mondial par les énergies fossiles (et dans une moindre mesure par l'énergie nucléaire, l'hydroélectricité et d'autres sources d'énergies renouvelables).

Quelques réflexions : statistiques dans l'Union européenne

La plupart des données utilisées par la suite proviennent d'Eurostat qui est une Direction générale de la Commission européenne qui collecte et traite les statistiques des États membres<sup>(1)</sup>. Il existe de nombreuses autres bases de données qui ont chacune des spécificités intéressantes : [Enerdata](#), Agence internationale de l'énergie, BP Statistical Review (une des meilleures sources d'information en matière d'énergie, utilisée même par les ONG écologistes<sup>(2)</sup>), US Energy Information Service, etc.

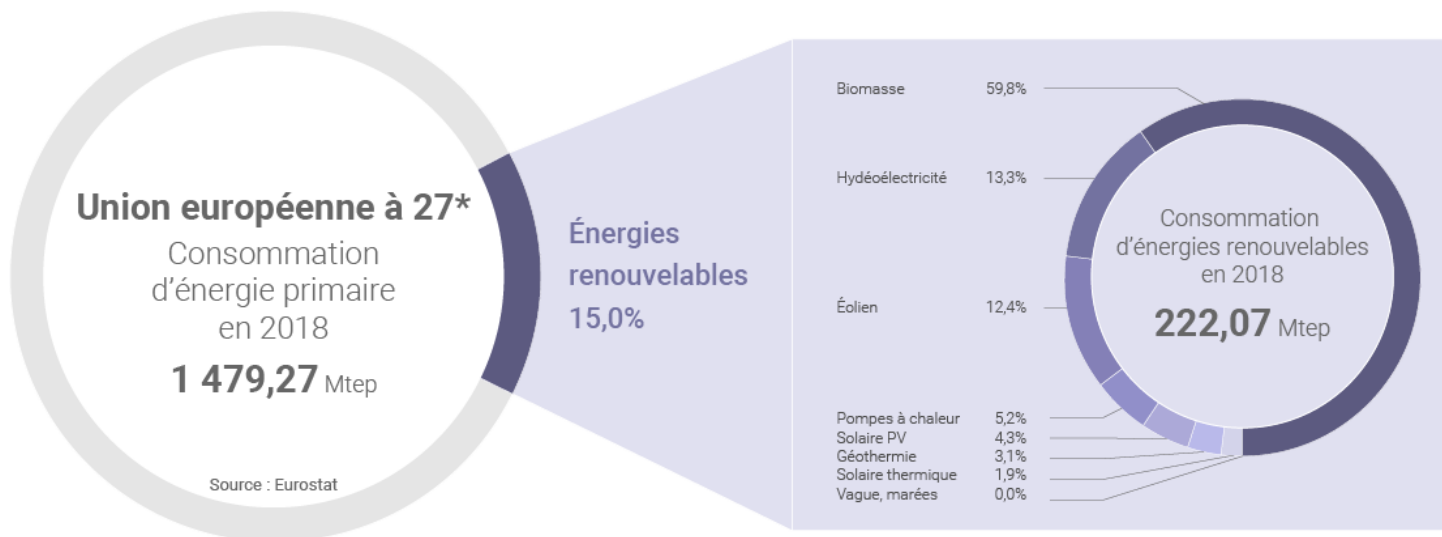
### Union européenne à 27\* Consommation d'énergie primaire et d'énergie finale en 2018



Connaissance des Énergies | Source : Eurostat

\* En excluant a posteriori le Royaume-Uni, qui s'est retiré de l'UE le 31 janvier 2020.

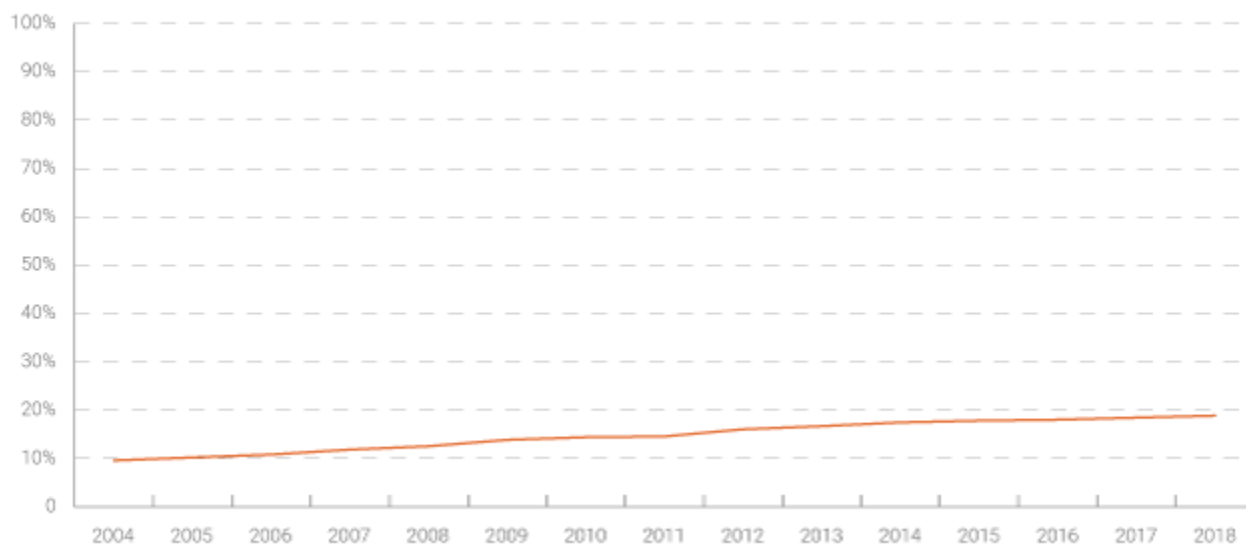
Il apparaît qu'entre consommation d'énergie primaire et finale, plus d'un tiers de l'énergie disparaît dans l'UE à 27 (hors Royaume-Uni) selon les dernières données d'Eurostat (données de juillet 2020, portant sur l'année 2018<sup>(3)</sup>).



\* En excluant a posteriori le Royaume-Uni, qui s'est retiré de l'UE le 31 janvier 2020.

Notons par ailleurs que l'objectif de développement des énergies renouvelables dans les directives européennes est exprimé en pourcentage par rapport à la consommation totale d'énergie finale. Cette part des renouvelables peut donc augmenter soit par hausse du numérateur, c'est-à-dire en produisant plus d'énergies renouvelables, soit par baisse du dénominateur, c'est-à-dire en réduisant la consommation d'énergie finale. La crise de la Covid-19, qui a conduit à une diminution de la consommation d'énergie finale, va ainsi permettre de se rapprocher de l'objectif de 20% d'énergies renouvelables à l'horizon 2020 et ainsi d'affirmer lors de la publication des statistiques en 2021 que cette cible - fixée en 2009 - était réaliste...

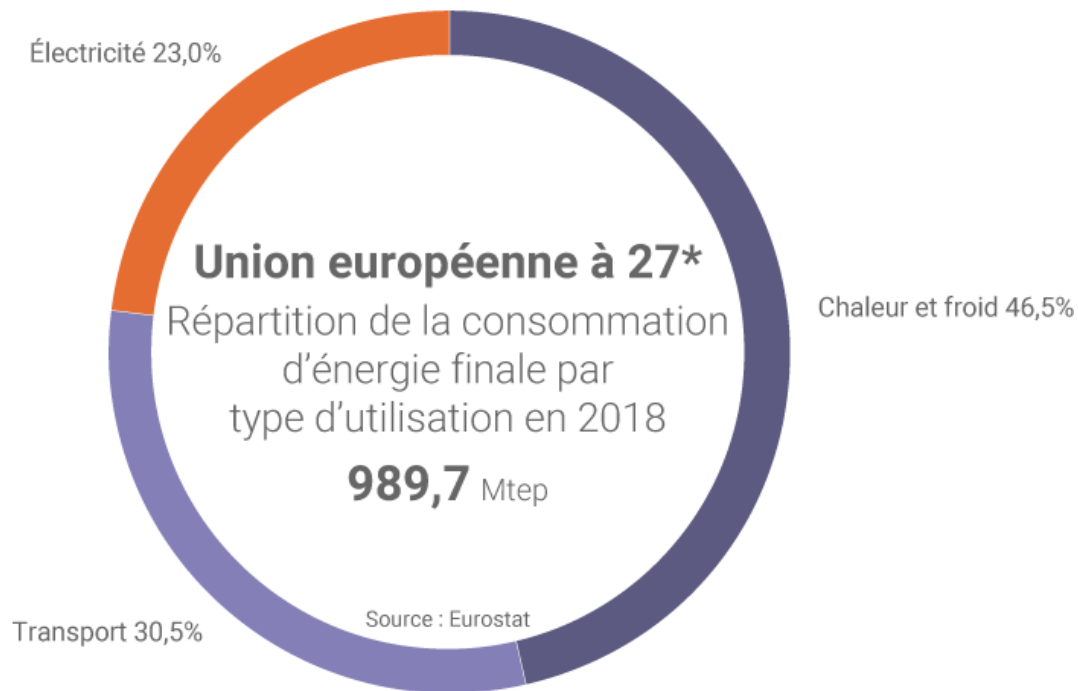
### Union européenne à 27\* Part des énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie finale



Connaissance des Énergies | Source : Eurostat, d'après European Environment Agency.

\* En excluant a posteriori le Royaume-Uni, qui s'est retiré de l'UE le 31 janvier 2020.

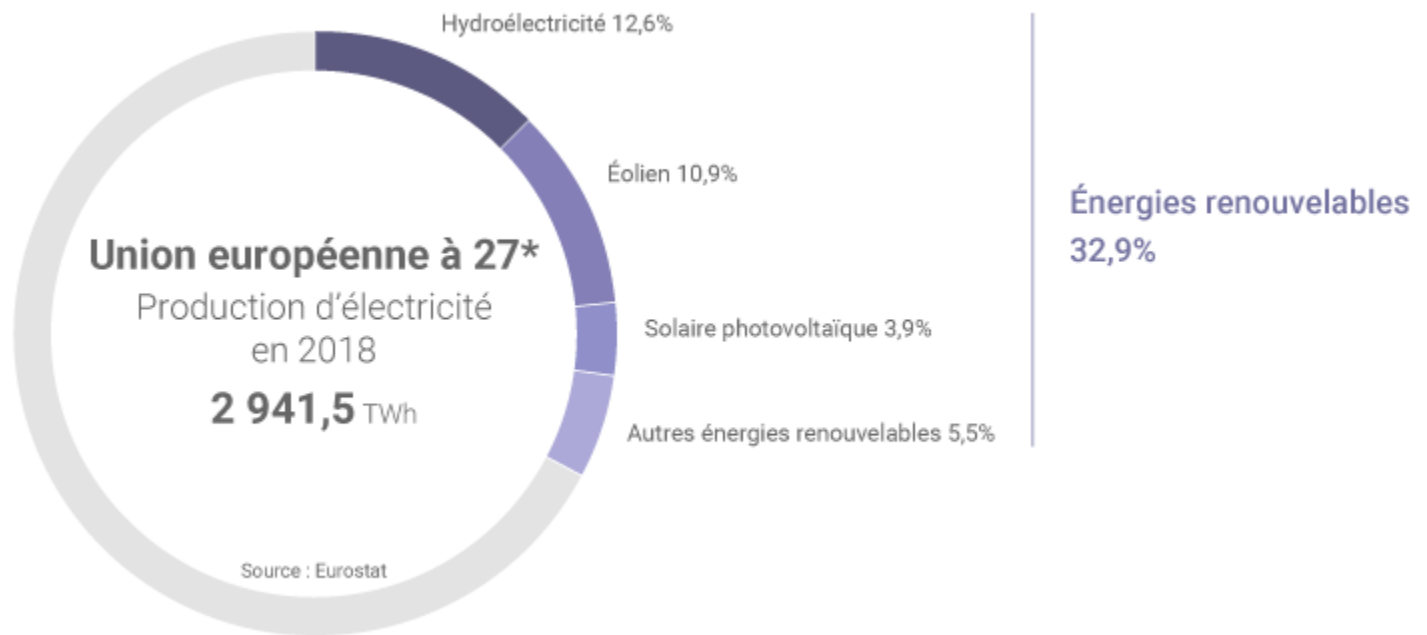
Dans l'imaginaire collectif et surtout médiatique, l'énergie se résume trop souvent à l'électricité. La part croissante et parfois très importante des énergies renouvelables intermittentes est mise en avant, mais en omettant de préciser que l'on se réfère uniquement à l'électricité, qui a compté pour 23% de la consommation d'énergie finale en 2018.



\* En excluant a posteriori le Royaume-Uni, qui s'est retiré de l'UE le 31 janvier 2020.

Autrement dit, lorsque l'on se préoccupe uniquement d'électricité, on néglige plus des trois quarts de l'énergie que l'on consomme. Bien entendu, on s'attend à moyen terme à électrifier plus les consommations finales et donc cette part est amenée à croître. Mais peut-on raisonnablement penser que nous allons aussi chauffer les 180 millions de logements de l'UE avec des filières électriques intermittentes ?

Voyons toutefois de plus près les données concernant l'électricité. Les énergies renouvelables ont compté pour environ un tiers de la production d'électricité en 2018 selon les dernières données d'Eurostat et l'énergie hydraulique<sup>(4)</sup> a elle-même compté pour 38% de la production électrique d'origine renouvelable cette année-là (alors que le terme « énergie renouvelable » est souvent considéré à tort comme un synonyme des seules énergies éolienne et solaire)<sup>(5)</sup>.



Lorsque l'on ramène le poids des filières renouvelables intermittentes dans le bilan en énergie primaire de l'UE – l'indicateur fondamental lorsqu'on se préoccupe d'énergie, que ce soit pour les aspects géopolitiques, de balance des paiements et de décarbonation – leur part se limite ainsi à quelques pourcents. En 2018, ces énergies si populaires dans les médias n'ont ainsi compté que pour 2,5% de la consommation d'énergie primaire dans l'UE à 27 (1,4% en France, 1,8% en Belgique et 4,3% en Allemagne)...

#### Sources / Notes

1. Fonds national de la recherche scientifique.
2. Elle a débuté cette collecte dans le cadre de la CECA (Traité de Paris de 1951) afin de pouvoir gérer, à l'époque, le marché commun de deux produits de base de l'économie d'alors, le charbon et l'acier.
3. [Carbon Brief](#).
4. [Energy statistics - an overview, Eurostat, juillet 2020](#).
5. Pourtant, des voix se lèvent pour ne plus considérer comme « renouvelable » la plus ancienne des filières renouvelables dans le domaine de l'électricité, du fait qu'elle perturberait l'environnement, par l'inondation des vallées en amont des barrages hydroélectriques. Or, si l'on retirait l'hydroélectricité de la nomenclature des énergies renouvelables, ces dernières verraient la part de l'éolien et du solaire grossir artificiellement dans la production renouvelable, mais aussi la part du renouvelable dans la production totale d'électricité fondre.
6. La part des filières renouvelables a très fortement augmenté dans l'Union européenne au 1<sup>er</sup> semestre 2020 : alors que la consommation d'électricité a baissé d'environ 7% dans le contexte de la crise de Covid, la production éolienne et solaire a été injectée de façon prioritaire sur les réseaux et a en outre bénéficié de conditions météorologiques favorables. Au total, les filières éolienne et solaire auraient ainsi compté pour près de 20,2% de la production électrique dans l'UE à 2017 au 1<sup>er</sup> semestre 2020 selon les données du think tank Ember (ce qui reste moins que le nucléaire, principale source d'électricité dans l'UE).

## **Covid-19 : Vous serez les cobayes de vaccins dont on ne sait presque rien**

Publié le 27 novembre 2020 par Olivier Demeulenaere et OJIM

Et dont on n'a de toute façon aucun besoin ! OD



## Covid-19 : Franceinfo ouvre grand la porte à la propagande gouvernementale

Mardi 17 novembre 2020, le « 8h30 Franceinfo » de Marc Fauvelle accueillait Marie-Paule Kieny, vaccinologue et présidente du comité scientifique vaccin covid-19 France. Un haut moment de propagande au cours duquel l'auditeur a pu apprendre bien des choses....

### VACCIN, MON BEAU SOUCI

Marie-Paul Kieny n'est pas une invitée lambda dans l'émission de Marc Fauvelle : elle a été nommée par le gouvernement à la tête du comité chargé d'évaluer les avancées sur le vaccin contre le covid-19.

**L'auditeur apprend beaucoup de choses, toutes plus ahurissantes les unes que les autres, assénées comme des banalités :**

- Les taux (annoncés par les entreprises) de réussite des vaccins sont « *une bonne surprise parce qu'on a beaucoup discuté pour savoir quel devait être le taux d'efficacité minimum d'un vaccin pour qu'il soit mis en place, l'OMS avait suggéré 50 % ... et on a excédé ces 50 %, là c'est un résultat très intéressant* ».
- Durée de la protection ? Marc Fauvelle s'interroge en se référant au patron français du laboratoire américain Moderna, dont il ne précise pas combien ce laboratoire est lié à Bill Gates : « *il parle d'une immunité de 6 mois, voire 12 mois, avez-vous des données ?* ». Réponse : « *Je ne sais pas, nous n'avons jamais vu ces données dans le comité, je pense que se positionner sur une durée longue est un peu optimiste mais nous en apprendrons plus au fur et à mesure de l'utilisation de ces vaccins. Il faudra attendre pour connaître l'efficacité dans la durée* ».

**Donc, des vaccins s'appêtent à être mis sur le marché mais ils pourraient vacciner pour une courte durée, ce qui n'est pas exactement ce que l'on attend d'un vaccin. Qui plus est, seul un essai grandeur nature sur les populations donnera une idée réelle de son efficacité. Sur Franceinfo, cela s'exprime en toute tranquillité.**

Marc Fauvelle veut en savoir plus. Madame Kieny précise que « *ce sont les autorités de réglementation qui donnent les autorisations d'utiliser les vaccins (...) ils auront sûrement accès à des données que nous n'avons pas vues (...) on ne saura pas tout, au fur et à mesure de l'utilisation on pourra confirmer l'efficacité dans la durée* ».

Lequel sera le plus efficace, « *faudra-t-il attendre les publications scientifiques ?* » Réponse : « *La différence très nette tient au mode de conservation* ». Avantage à Moderna, dit-elle.

« On aura plusieurs vaccins (...) Ce sont des vaccins fabriqués sur une plateforme très novatrice puisqu'on n'utilise pas du virus tué ou des protéines purifiés, c'est le matériel génétique, les gènes mêmes du virus qui sont administrés directement avec une seringue, et une fois qu'on a administré ces gènes, ce sont eux qui se permettent de fabriquer la protéine d'enveloppe du virus dans la personne vaccinée (...) on est très contents de savoir que cela fonctionne »

**Résumons :** *des vaccins de nouvelle génération, génétiques, ayant la capacité d'agir sur les gènes des patients sont en passe d'être administrés à la population mondiale, à l'occasion de cette pandémie. Ce sont des vaccins dont nous ne connaissons pas la durée de l'immunité qu'ils apporteront, ni leur réelle efficacité, sinon ce qui est affirmé par les laboratoires fabricants, mais nous savons que c'est justement leur utilisation à grande échelle qui permettra de les connaître.*

## ON VERRA A L'USAGE

Rien de complotiste, c'est sur *Franceinfo* et c'est à la responsable du comité nommé par le gouvernement que la radio s'adresse. Pour dire simplement ce que les « complotistes » disent chaque jour : que des vaccins génétiques aux propriétés inconnues des États concernés vont être administrés en masse à des populations civiles. Concernant l'efficacité des différents vaccins, selon les personnes, les âges, Madame Kieny le dit : « *De toute façon, cela on ne le sait pas, il faudra le voir à l'usage (...) À l'usage, les meilleurs resteront avec nous sur la durée* ». Autrement dit, ceux qui auront eu de mauvais résultats seront éliminés. De mauvais résultats sur des êtres humains, s'entend.

Fauvelle veut des précisions sur le vaccin et demande s'il s'agit bien de « *matériel génétiquement modifié que l'on met dans nos organismes* ». Réponse : « *Évidemment, tout ce qui est nouveau peut faire peur mais il faut savoir aussi que les scientifiques humains et la population humaine est très ingénieuse, et surtout au moment des crises (...) on prend un gène, comme si vous aviez votre propre gène qui permet de vous donner les yeux bleus ou les yeux bruns, vous le manipulez un peu et vous l'utilisez comme un vaccin. Ce gène est très fragile, il fallait le stabiliser. Deux sociétés travaillent dessus, Moderna et Pfizer* ».

« La communication des entreprises est essentiellement dirigée vers les actionnaires. On est dans une situation où la finalité particulière des industries cotées en bourse est de générer des revenus pour les actionnaires (...) c'est plus facile de faire un communiqué de presse qu'une publication scientifique qui va être évaluée par les pairs. Mais les deux sociétés se sont engagées à rédiger et à soumettre le plus rapidement possible ces résultats à une revue à comité de lecture afin qu'ils puissent être évalués par le monde entier »

La question est avant tout celle des bénéfices des actionnaires, c'est pourquoi il faut que les vaccins arrivent vite et soient testés grandeur nature. **Normalement, les résultats des entreprises privées devraient être d'abord soumis à évaluation par la communauté scientifique. Ce n'est ici pas le cas** : les vaccins sont mis en œuvre, ils seront évalués après...

## UN VACCIN ET UN PEU PLUS

- **Or, selon l'OMS un vaccin ne suffira pas. Madame Kieny :** « *C'est un outil précieux mais ce ne sera pas l'alpha et l'omega. Il faudra du temps pour immuniser une part importante de la population, encore plus dans les pays en voie de développement. Pour arriver à interrompre la propagation, il faudrait vacciner 100 % de la population, avec un vaccin 100 % efficace et qui dure toute la vie (...) On ne va pas éradiquer ce covid, les chances qu'on y arrive sont quasiment nulles.* Sera-t-il endémique ?

*Epidémique? (...) Ce virus, il mute toute le temps, pour le moment il n'y a pas d'indication que ces mutations ont un impact sur le vaccin. Mais cela ne veut pas dire que cela n'arrivera pas. »*

- Les Français sont méfiants ? *« quand on voit la corrélation entre le refus de la vaccination et la défiance contre le gouvernement et contre le système en général, on voit que la parallèle est évidente (...) On peut être transparents, expliquer les bénéfices mais aussi les risques, aucun acte médical n'est sans risques. Il faudra être clair et transparent sur ces vaccins. Le fait qu'ils peuvent aider à protéger la personne vaccinée mais aussi ses proches, et être transparent sur les inconvénients (...) J'espère que ça va se passer bien en France, les gens sont fatigués des confinements, des peurs... »*

*« On sait déjà que la maladie n'immunise pas contre une deuxième infection (...) ».* Ceux qui ont été malades devront donc aussi être vaccinés.

## COMLOTISME GOUVERNEMENTAL ?

[Franceinfo dénonce souvent les théories du complot](#) et voit des complotistes partout. Par contre, en ce mardi 17 novembre 2020, la radio ne semble pas s'être aperçue combien elle reprenait et diffusait, en forme de propagande gouvernementale officielle, ce qu'elle prétend combattre habituellement.

Face à un virus qui se propage de façon impossible à contenir, des tombereaux de dollars sont donnés à des laboratoires privés. Ces derniers fabriquent des vaccins supposément efficaces mais dont l'efficacité sera connue une fois des vaccinations grandeur nature réalisées, car ces laboratoires ne font pas vérifier leurs résultats, contrairement à l'usage, par la communauté scientifique, même s'ils ont signé des clauses contractuelles promettant de le faire... après. Ces vaccins ne suffiront pas à lutter contre le virus, n'immuniseront sans doute pas (?) sur la longue durée, sont produits par des entreprises dont l'une, au moins, est pointée du doigt du fait de ses actionnaires. Ces derniers sont destinés à être les bénéficiaires de l'opération et c'est normal. On oublie quelque chose ? Ah oui... ces vaccins pourraient peut-être modifier génétiquement l'être humain, créant des HGM comme il y a des OGM.

Mardi 17 novembre 2020, sur *Franceinfo*, la réalité ressemblait au complot à s'y méprendre. On aurait dit la suite de Hold-up. En moins intéressant.

## Décroissance maîtrisée ou récession sévère

Par [biosphere](#) 28 novembre 2020



« Il est erroné de penser comme [Christian Jacob](#) que décroissance est synonyme de récession », écrit [Stanislas Rigal](#), biologiste de la conservation :

*<Un beau texte, bien idiotlogique. C'est à vomir.>*

« La seule écologie réaliste, notamment dans les sociétés occidentales, est celle qui fait décroître l'impact humain sur la biosphère et les quantités d'énergie et de matière extraites de l'environnement. Alors que la récession touche la quasi-totalité des secteurs sans discernement en créant un chômage massif, la décroissance est une entreprise prévue, se concentrant sur les secteurs ayant l'impact environnemental le plus négatif, améliorant le quotidien des plus nombreux, réduisant les inégalités par une redistribution des ressources et une dé marchandisation du monde. La décroissance permet le passage d'un système obèse reposant sur les énergies fossiles vers un système sobre et convivial. L'humain n'est pas un ennemi de la nature. S'il y a un ennemi, c'est le capitalisme extractiviste et productiviste et il y a des gens derrière chaque activité mortifère ou législation laxiste. Eux sont les vrais ennemis de la nature. Les attaques contre « l'idéologie écologiste » peuvent se retourner facilement, en partant de chiffres précis concernant la réalité physique. Les flux de matière et d'énergie ont atteint des niveaux non soutenables, même à l'échelle de la France. L'empreinte carbone y est de 11,2 tonnes équivalent par habitant au lieu de 2 tCO<sub>2</sub>eq. L'empreinte matérielle est à 13,2 tonnes par habitant et devrait être divisée au moins par deux pour redevenir soutenable, etc.

Les incantations sont le fait de ceux qui refusent la réalité physique, à savoir que la croissance des flux de matière et d'énergie extraits d'un environnement fini admet des limites physiques. Les minerais radioactifs sont des ressources limitées (et non souveraines) tout comme les ressources carbonées fossiles. C'est donc de paradigme qu'il faut changer, à savoir baisser la consommation et la production d'énergie... Une modification des mobilités est indispensable, vers des véhicules partagés, mais cela ne remplacera pas une nécessaire réduction des distances parcourues. C'est d'autant plus vrai pour l'aviation pour laquelle il n'existe pas de moyen crédible de réduire les émissions ; l'honnêteté consiste à proposer aux travailleurs du secteur aérien des plans de formations qui assurent leur avenir. La question n'est pas d'avoir un gâteau toujours plus gros, surtout quand le four n'a plus la taille suffisante pour le cuire. La question est de découper plus équitablement ce gâteau et de lui rendre une taille qui permette de le passer dans le four. Finalement, le point principal n'est pas tant de savoir si la décroissance est, ou non, une utopie de néo-hippies nécessitant de rester confinés trente ans, mais de savoir si nous allons la prévoir ou la subir. »

Formidable tribune de Stanislas Rigal qui fait le tour de l'opposition fondamentale entre religion de la croissance et ses dévots d'une part et politiques concertées de sobriété partagée d'autre part. Les prétendants écolos à la présidentielle vont-ils avoir le courage de parler aux médias de décroissance maîtrisée ? Nous suivrons avec intérêt les déclarations publiques de Yannick Jaodt, EricPiolle et Sandrine Rousseau...

## **TRAFIC AERIEN : QUE DU BON**

27 Novembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND



Le trafic aérien est en train de crever. Youpi. Il faut sauver la planète qu'on nous dit. Là, on est sur la bonne voie. [1 % de la population](#) consomme 50 % du kérosène, sous forme de voyages aussi futiles que superflu.

[Les résultats des compagnies aériennes](#) (déjà peu brillants) diminuent nettement (et plongent dans le rouge vif). Ils espèrent les tests pour rétablir la situation, chose très peu probable.

Il est probable que les directeurs de ces compagnies sont complètement piqués. En attendant de vouloir [piquer leurs passagers...](#)

[Easy jet vend ses avions.](#) La question que tout le monde se pose est de savoir qui sont ces bredins qui les achètent. La compagnie ne garde que les appareils dont elle est propriétaire : 41 % soit 141.

[Aegean Airlines](#) reçoit du gouvernement grec des subventions... On ne rit pas...

La "[connectivité](#)" ne connecte plus. Sauf en Chine.

Eurostar se "bat" pour la survie. Ou plutôt est en train de crever. 2 trains par jour. - 95 %...

Pour ce qui est des craquements, on peut noter que le front sud Séoudien (Yemen) semble bien être sur le point de craquer, menaçant la survie du régime même (que ceux qui le regretteront se lèvent), pendant que sa seule rente pétrolière [se casse la gueule](#).

Pour ce qui est du reste, Mickey est en train de niquer ses employés. 32 000 sont virés. Mais par contre, en France, si les remontées mécaniques sont fermées, les stations sont ouvertes. Macron pisse à la raie de son électorat de cadres, ça évitera de devoir les indemniser.

Pour l'indemnisation des précaires à 900 euros par mois, ce sera, pour certains une douche froide, parce que les salaires, aux prix d'horaires démentiels et de conditions de travail dégradées, pouvaient être très attractifs.

[On teste le BCG](#) contre le coronavirus. le dit BCG a des cibles multiples, pas seulement la tuberculose. A une époque ancienne, où l'on n'avait qu'une pharmacopée réduite, le BCG était utilisé comme anticancéreux. Là aussi, ça va pas la tête, soigner le covid avec un médoc à 10 euros ???

## **PELE MELE DU 29/11/2020**

**29 Novembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND**

Tout d'abord, la [bonne bourgeoisie parisienne](#) qui n'aime pas les ploucs (ceux qui habitent au-delà du péricarpe), et haïs comme ploucs, par ces ploucs, voient leur liaison pour CDG retoqué par le tribunal administratif. vous comprenez, l'immigration, c'est génial, de leur point de vue, mais de là à cohabiter, et à les fréquenter, même brièvement sur la ligne qui va vers l'aéro-porc (Parce que c'est de là que partent les porcs ?) ça n'entraîne qu'une réaction de leur part : "ça va pas non !".

*"Surtout, il balaie un à un les arguments avancés ces dernières années par l'Etat et Aéroports de Paris pour défendre cette navette à 2 milliards d'euros pour touristes aisés et cadres d'affaires à 24 euros le billet."*

[Pennsylvanie](#). Apparemment, [la présidentielle](#) n'y est pas encore jouée. [Même CNN l'admet](#)... ET pas que pour la Pennsylvanie.

WSWS.org, [site trotskiste](#) s'il en est, descend en flamme l'administration Biden... Et c'est du corsé.

*"La sélection du cabinet de Biden montre que la politique fondée sur la race, le genre et l'orientation sexuelle est devenue une partie fondamentale des efforts du Parti démocrate pour diviser les travailleurs, s'enrichir et se présenter faussement comme "représentatif" des larges masses, qui en réalité ont nulle représentation, où que ce soit au gouvernement."*

*"Les riches partisans de la politique identitaire qui se prétendent «de gauche» sont des adversaires acharnés de la lutte historique pour l'unification de la classe ouvrière internationale. C'est pourquoi il faut s'y opposer sans aucun compromis."*

Les trotskistes ont prononcé l'excommunication majeure et mineure contre l'administration Biden. Administration dont la dépravation sexuelle en tous genres, et [l'affairisme exponentiel](#) font paraître Trump comme un modèle de droiture et d'honnêteté... C'est dire...

On peut y rajouter les [traineurs de sabres](#).

Visiblement, le coronacouillonade crée des troubles. A [New York](#), [en Grande Bretagne](#), on peut même parler de [soulèvement](#). Bon, je ferais aucune allusion au baston qui a eu lieu à Paris (Mais j'y pense très fort !).

## SECTION ÉCONOMIE



### **La BCE s'inquiète des FAILLITES des entreprises et de la FRAGILITÉ des BANQUES. Elle craint une sérieuse détérioration financière en 2021**

Publié le 28 novembre 2020 à 13:32:14 / 1 commentaire / 423 vues

La BCE s'inquiète des FAILLITES des entreprises et de la FRAGILITÉ des BANQUES. Elle craint une sérieuse détérioration financière en 2021 La #BCE

s'inquiète des... Lire la suite



### **Le RESET Monétaire Mondial a commencé, RUÉE vers l'OR à venir ! Les banques européennes sont totalement en faillite – Avec Ronald Stöferle et Egon von Greyerz**

Publié le 29 novembre 2020 à 23:26:17 / 7 commentaires / 2 293 vues

Les risques financiers mondiaux n'ont jamais été aussi importants. Comment analyser et comprendre les très graves perspectives de baisse auxquelles nous

sommes... Lire la suite

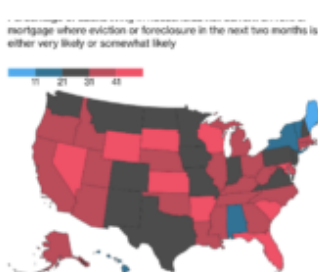


### **Shootée à la « DOPE MONÉTAIRE », la capitalisation boursière mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à près de 99 000 milliards \$**

Publié le 29 novembre 2020 à 20:21:24 / 1 commentaire / 181 vues

La capitalisation boursière mondiale a enflé de 2100 milliards de dollars la semaine dernière. C'est l'euphorie sur les marchés actions – Ralentissement

économique... Lire la suite



### **“L'hiver sera un véritable enfer”- Des millions d'américains s'attendent à être expulsés !**

Publié le 28 novembre 2020 à 23:39:48 / 3 commentaires / 1 872 vues

Un hiver rude avec un nouvel épisode pandémique se propageant partout, est en train de s'abattre sur les travailleurs américains pauvres alors que des millions... Lire la suite



**Lorsque les taux d'intérêt grimperont à 10, 15, 20%, ce qui est fort probable, le système financier implosera.**

Publié le 30 novembre 2020 à 10:00:13 / 2 commentaires / 252 vues

Les 154 millions d'américains actifs sont responsables de la dette totale des États-Unis, qui atteint aujourd'hui 70 000 milliards \$. Cela exclut les passifs... Lire la suite



**Crise économique: de plus en plus de loyers impayés ! Le 2nd confinement pourrait aggraver la situation des plus précaires !!**

Publié le 30 novembre 2020 à 13:00:11 / 0 commentaire / 73 vues

Le second confinement pourrait aggraver la situation des plus précaires. De nombreuses personnes peinent à payer leurs loyers : en octobre, les impayés

ont doublé,... Lire la suite

**Des États sont déjà officiellement en situation de faillite et d'autres devraient suivre le mouvement dans les prochains mois.**

Le 29 Nov 2020 à 15:15:55 / 0 commentaire / 432 vues

[Des États sont déjà officiellement en situation de faillite et d'autres devraient suivre le mouvement dans les prochains mois.](#)



**La fierté de l'économie américaine va être fortement ébranlée alors que des dizaines de millions de personnes risquent d'être expulsées en 2021**

le 29 novembre 2020 par Michael Snyder



À moins d'une intervention d'urgence, des dizaines de millions d'Américains pourraient être expulsés à la fin de la période des fêtes. Nous avons mis la boîte de conserve en route tout au long de l'année 2020, mais tout le loyer qui était dû à l'origine aux propriétaires de tout le pays est toujours dû, et ils sont très désireux de le récupérer. D'innombrables propriétaires sont au bord de la ruine financière à cause des moratoires sur les loyers qui ont été mis en place, et il serait absolument désastreux pour eux d'aller encore plus loin. Bien sûr, il serait également absolument désastreux que les moratoires ne soient pas prolongés, car dans certains États, plus de la moitié des ménages sont en retard dans le paiement de leur loyer ou de leur hypothèque, et la plupart d'entre eux n'ont aucun moyen de payer.

D'une manière ou d'une autre, nous sommes sur le point d'atteindre un point de rupture. L'Institut Aspen nous dit que 40 millions de personnes "pourraient être expulsées au cours des prochains mois"...

*Selon les recherches de l'Institut Aspen, près de 40 millions d'Américains pourraient être expulsés au cours des prochains mois. La seule chose qui freine l'inondation en ce moment est l'ordonnance de moratoire sur les expulsions du CDC et un patchwork de protections étatiques et locales pour les locataires.*

*Mais ces moratoires ne font que mettre un coup de pied dans la boîte de conserve. L'économiste en chef de Moody's Analytics, Mark Zandi, a déclaré au Washington Post que les locataires pourraient devoir près de 70 milliards de dollars en arriérés de loyer d'ici la fin de l'année. Et pour les propriétaires qui ont dû payer, il n'y a pas eu beaucoup de soulagement, car ils ont été obligés de jouer le rôle du gouvernement - subventionner le logement pour des millions de personnes alors même que leurs propres impôts, paiements hypothécaires et autres dépenses sont dus.*

Cela représente environ 12 % de l'ensemble du pays.

S'ils sont expulsés, où vont-ils aller ?

Dans la rue ?

Vox a récemment interviewé une résidente du Texas de 48 ans, "Kimberly", et elle dit que c'est exactement là qu'elle se rendra si elle est expulsée...

*Mais après le coup de Covid-19, elle a perdu des heures à son travail d'entraîneuse d'équipage chez "RaisingCane's Chicken Fingers" et s'est retrouvée au bord de l'effondrement financier. Elle a pris du retard sur son loyer et lorsqu'elle a essayé de travailler avec son propriétaire pour mettre en place un plan de*

*remboursement, elle a dit à Vox qu'elle avait reçu un avis d'expulsion. Aujourd'hui, la seule chose qui la retient chez elle est le moratoire national sur les expulsions des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), qui interdit aux propriétaires d'expulser les locataires qualifiés pour défaut de paiement du loyer.*

*Si elle est expulsée, Kimberly dit qu'elle n'a nulle part où aller - et qu'elle sera sans abri pour la deuxième fois en cinq ans.*

Et il y a d'innombrables autres personnes qui lui ressemblent.

Selon ZeroHedge, "au moins la moitié des ménages de l'Arkansas, de la Floride et du Nevada ne sont pas à jour dans leurs paiements de loyer et d'hypothèque".

Nous n'avons jamais rien vu de tel dans l'histoire moderne des États-Unis, et les nouvelles mesures d'immobilisation qui sont mises en place dans tout le pays ne feront qu'empirer les choses.

Bien sûr, de nombreux Américains pourront emménager avec leur famille, et cela s'est déjà produit en très grand nombre. En particulier, les jeunes retournent chez leurs parents à grande échelle. Selon le Pew Research Center, "une majorité de jeunes adultes aux États-Unis vivent avec leurs parents pour la première fois depuis la Grande Dépression".

L'expression "depuis la Grande Dépression" revient souvent ces derniers temps, n'est-ce pas ?

C'est parce que c'est littéralement la première dépression économique que les États-Unis ont connue depuis cette époque.

Partout où nous regardons, nous pouvons voir le genre de dévastation économique que je préviens depuis très longtemps.

Dans le New Jersey, environ un tiers de toutes les petites entreprises "ont fermé en 2020"...

*Un tiers des petites entreprises du New Jersey ont fermé en 2020, selon un rapport du journal The Star-Ledger.*

*"C'est vraiment mauvais... Et sans l'apport de fonds fédéraux dans le New Jersey, les magasins de la rue principale et les autres établissements ne passeront pas l'hiver", a déclaré Eileen Kean, directrice d'État de la Fédération nationale de l'entreprise indépendante.*

Le chiffre du New Jersey est supérieur à la moyenne nationale, mais pas de beaucoup.

Bien sûr, Atlantic City a été particulièrement touchée parce qu'elle est très dépendante du tourisme. On l'appelle actuellement "la ville sans pouls"...

*La promenade est vide, les plages sont désertes, et les casinos, bien que partiellement réouverts, entament leur cinquième mois d'activité après quatre mois de fermeture. La pandémie de coronavirus a mis à mal le moteur économique de cette ville de bord de mer, emportant avec elle le dynamisme de la ville et les moyens de subsistance de ses habitants.*

Malheureusement, les choses vont inévitablement s'aggraver dans les mois à venir en raison des nouveaux verrouillages. Le nombre d'Américains qui déposent de nouvelles demandes d'indemnités de chômage a considérablement augmenté ces deux dernières semaines, et il est presque certain que d'autres mauvaises semaines sont à venir.

Il va sans dire que l'augmentation du chômage signifie que de plus en plus d'Américains seront chassés de chez eux et de plus en plus d'Américains seront poussés dans la pauvreté. Selon une étude publiée en octobre, le nombre d'Américains vivant dans la pauvreté a augmenté de 8 millions depuis mai...

*Le nombre d'Américains vivant dans la pauvreté a augmenté de 8 millions depuis mai, selon une étude de l'université de Columbia, qui a constaté une augmentation des taux de pauvreté après la fin de l'aide précoce aux coronavirus, sans que d'autres ne suivent.*

*Bien que la loi fédérale Cares, qui a donné aux Américains un chèque de relance unique de 1 200 dollars et aux chômeurs 600 dollars supplémentaires chaque semaine, ait réussi à compenser l'augmentation des taux de pauvreté au printemps, les effets ont été de courte durée, ont constaté les chercheurs dans l'étude publiée jeudi.*

Bien sûr, ce chiffre date de plus d'un mois, et le nombre réel d'Américains qui ont été contraints de vivre dans la pauvreté est donc nettement plus élevé à l'heure actuelle.

Voilà à quoi ressemble un effondrement économique, et des jours encore pires sont devant nous.

La bonne nouvelle, c'est que ceux qui ont été avertis à l'avance de l'imminence d'un effondrement économique ont eu le temps de se préparer à ce genre de scénario.

Mais la plupart des Américains n'ont jamais voulu écouter les avertissements, et ils se retrouvent donc maintenant au milieu d'une tempête sans parapluie.

Malheureusement, ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que le début de la tempête, et la plupart des gens ne s'en rendent toujours pas compte.

## **Le bal des hypocrites bat son plein**

**François Leclerc 28 novembre 2020 Décodages.com**



Lèveront-ils un jour le nez hors de leur bréviaire ? Le gouvernement italien vient de lancer un débat sur le traitement de la dette Covid-19 mais il lui a été immédiatement rétorqué qu'une dette d'État doit être remboursée, comme un prêt aux particuliers a-t-il été démagogiquement déclaré, tandis que Bruno Le Maire ressortait les vieilles recettes.

Peut-on croire au retour d'une croissance après les épreuves qu'a connu l'économie, et à celui du retour de l'inflation à des échéances prévisibles ? La première est promise en « L » et la seconde ne donne aucun signe de vouloir se manifester. Il faut donc la foi du charbonnier pour y croire et en convaincre autrui. D'autant qu'un remboursement de la dette Covid-19 pèsera sur les investissements publics, et donc sur la croissance.

La Banque de France, qui détient aujourd'hui 450 milliards d'euros de dette française tonne : « Quand on a créé l'euro, on a mis en place un pacte de confiance qui ne permet pas l'annulation », avait déjà défendu François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, en ajoutant : « dans l'Histoire, quand la Banque centrale commence à financer les États définitivement, ça se termine toujours mal », selon le gouverneur. Quitte à oublier que l'histoire de la dette publique est remplie d'annulations. La pauvreté de l'argumentation en dit long sur le conformisme de leurs auteurs. La confiance dans la monnaie est érigée au firmament.

Que nous vaut ce tir de barrage ? Riccardo Fraccaro, un assistant clé de Giuseppe Conte a mis les pieds dans le plat : le gouvernement italien envisage une restructuration de la dette en la transformant en obligations perpétuelles, provoquant un tollé. Certes la mission de la BCE proscriit le financement des déficits publics mais rien en soit n'interdit de l'élargir. Ce n'est pas parole d'Évangile si une volonté politique partagée en décide. Mais la rencontre du néolibéralisme et de l'ordolibéralisme représente un sérieux obstacle.

N'y aurait-il pas des intentions cachées derrière tout cela ? La poursuite de l'affaiblissement de l'État et de ses moyens budgétaires, conduisant à des coupes dans les programmes sociaux par exemple ? Ils avancent masqués sur un sujet épineux.

## **De nouveaux verrouillages et une plus grande rigidité sont désastreux pour l'emploi aux États-Unis**

Daniel Lacalle

29 novembre, 2020



Picture de Gerd AltmannPixabay

Les demandes d'allocations de chômage aux États-Unis ont augmenté depuis les élections et la deuxième vague de coronavirus a ralenti la reprise économique. L'incertitude quant à l'augmentation des impôts et aux modifications du droit du travail, notamment l'augmentation du salaire minimum, s'ajoute à la crainte de nouveaux lock-out, les employeurs constatant l'effet dévastateur de ces lock-out sur l'emploi en Europe.

Alors que les États-Unis ont réussi à se redresser rapidement et à réduire le chômage à 6,8 %, le taux de chômage de la zone euro a augmenté à 8,3 % avant que l'on ne prenne en compte le nombre important d'emplois

mis à pied qui restent inutilisés. La deuxième vague de coronavirus en Europe a vu de nouveaux blocages imposés par les gouvernements et l'impact sur l'économie est déjà sévère. Les estimations pour le produit intérieur brut du quatrième trimestre supposent une récession à double creux et une nouvelle augmentation du chômage.

Des mesures de confinement malavisées ont eu un impact profond et durable sur l'économie et une crise sociale dramatique, ce qui prouve une fois de plus que la réponse à la pandémie aurait dû être similaire à celle des pays asiatiques, qui ont réussi à préserver la santé et l'économie.

Partout aux États-Unis, les employeurs craignent qu'une administration Joe Biden n'impose des mesures de verrouillage à l'instar de certains pays européens, ce qui entraînerait un nouveau déclin de l'économie et une vague de faillites et de pertes d'emplois. Au lieu de donner aux entreprises des protocoles simples et efficaces pour supporter la crise, certains gouvernements dont les membres sont complètement déconnectés des problèmes quotidiens des petites entreprises et des employeurs, ont recours à la mesure drastique et inefficace du lock-down car elle donne plus de pouvoir aux gouvernements et les grandes entreprises n'en ressentent pas autant les effets que les petites. Les gouvernements aiment l'idée du confinement parce qu'elle donne l'impression de prendre des mesures drastiques pour contrôler la pandémie alors qu'en réalité, le confinement ne fait que détruire le tissu économique et s'est révélé extrêmement inefficace pour réduire le taux de mortalité ou d'hospitalisation. Les inquiétudes concernant un verrouillage national imposé par Biden ne sont pas exagérées. Le Dr Michael Osterholm, conseiller de Joe Biden en matière de coronavirus, a déclaré qu'un verrouillage national de 4 à 6 semaines contribuerait à maîtriser le virus aux États-Unis et à relancer l'économie. Je suis désolé de dire que l'expérience nous a montré qu'aucune de ces deux choses ne se produit. Les mesures de bouclage massives n'ont pas aidé les pays européens à contrôler le virus, bien au contraire, et ont détruit l'économie avec des conséquences durables sur l'emploi, les faillites et les salaires. Pendant ce temps, les pays qui n'ont pas mis en place de mesures de confinement et qui ont fourni des protocoles simples et efficaces ont obtenu de meilleurs résultats en matière de santé et d'économie.

De nombreux citoyens des États-Unis se demandent si le pays retrouvera son niveau d'emploi record et le faible taux de chômage de 3,5 % qu'il affichait en mars 2020 avant la pandémie. Même si les États-Unis évitent les mesures de verrouillage imposées par le gouvernement, qui retarderaient la reprise de l'emploi d'au moins 18 mois supplémentaires, on s'inquiète sérieusement de la probabilité de mettre en œuvre une réglementation accrue, un contrôle syndical et des taxes plus élevées qui rendront l'embauche de personnel plus coûteuse et plus lourde, tant en termes d'embauche que de réduction de la masse salariale.

Les États-Unis ont été un exemple de création d'emplois pendant la période de croissance mais, plus important encore, de reprise rapide de l'emploi dans une crise complexe comme celle de Covid-19. L'ajout de rigidité au marché du travail et l'augmentation des impôts se révéleront désastreux pour les petites entreprises et les entreprises nouvellement créées, qui sont les plus grands créateurs d'emplois aux États-Unis.

C'est aussi simple que cela. Les États-Unis ne peuvent pas avoir la croissance des salaires et le faible taux de chômage qu'ils méritent en copiant la législation sur le marché du travail de la Grèce, de l'Espagne ou de la France, des pays où les marchés du travail sont extrêmement rigides et où l'intervention des syndicats est importante... et où le chômage est historiquement élevé.

L'Union européenne avait autrefois le même taux de chômage que les États-Unis. Des mesures dissuasives massives, un excès de réglementation malavisé et de lourdes taxes ont créé une divergence qui fait que le chômage en Europe est presque deux fois plus élevé qu'aux États-Unis.

Le sophisme de la "protection des travailleurs" avec des taxes élevées pour les employeurs et une intervention lourde sur le marché du travail ne fait que protéger les gouvernements. Le chômage est plus élevé, la croissance des salaires est plus faible, et la perte de flexibilité signifie des possibilités d'emploi plus faibles pour les jeunes. Le chômage des jeunes dans la zone euro et l'Union européenne est tout simplement inacceptable, même en période de croissance, et il est dû aux obstacles à l'emploi créés par une intervention agressive sur le marché du travail et le contrôle des gouvernements. Les incitations à l'embauche sont faibles alors que les freins au travail sont élevés.

S'il est une chose qui a été prouvée au cours des deux dernières décennies, c'est que l'augmentation des pouvoirs publics, la hausse des impôts et l'intervention des syndicats ne protègent pas les travailleurs, mais perpétuent le chômage, réduisent la croissance des salaires et les opportunités.

Des mesures d'immobilisation ajoutées à des impôts plus élevés et à la rigidité du travail s'avéreraient probablement très négatives pour la reprise aux États-Unis. Vous ne pouvez pas vous rétablir si vous imposez les charges que certains pays européens ont imposées. L'interventionnisme sur le marché du travail ne protège pas les travailleurs, il donne du pouvoir aux politiciens.

## Japanification du monde !

novembre 28, 2020 2 Par MICHEL SANTI

Share

... dit, autrement, la convergence des dépressions économiques indiquées et attestées par la convergence – dans leur effondrement – des rentabilités des dettes souveraines.

La déflation sera l'étape immédiate et toute prochaine.



## The Most Dangerous Event of the 21st Century



### La liquidation des Américains

par Jeff Thomas 27 Novembre 2020

Doug Casey's  
INTERNATIONAL MAN



Ces quatre dernières années, les Américains sont devenus de plus en plus polarisés - divisés entre les croisés démocrates qui sont déterminés à sauver l'Amérique de devenir une dictature nazie raciste et sexiste sous Donald Trump, et les croisés républicains qui sont déterminés à sauver l'Amérique de devenir un État marxiste libéral sous un règne démocrate.

Cette ferveur est devenue si extrême que les familles ne peuvent plus se réunir pour les vacances sans une explosion de conversations. Les gens n'ont plus "droit à leurs opinions". C'est devenu une croisade entre le Bien et le Mal. ("Je suis bon. Tu es mauvais.")

La nature absurde de cette dichotomie a atteint un point tel que même le Dr Phil augmente son audience en mettant en scène des disputes entre frères et sœurs qui se trouvent dans des camps opposés de la division politique et ne se parlent plus.

À ce stade, il ne reste plus aux réseaux qu'à diffuser un jeu télévisé "Rouge contre bleu" dans lequel les participants rivalisent avec les membres de leur propre famille pour "Gagner la Maison Blanche".

Jusqu'en novembre, la grande majorité des Américains semblent avoir espéré que l'élection de novembre mettrait fin à ce conflit d'une manière ou d'une autre.

Je pense que c'est le contraire qui se produirait après le 3 novembre. Les feux d'artifice augmenteraient de façon exponentielle après l'élection. L'élection serait chaudement disputée par celui qui serait le perdant apparent.

Cela aurait facilement dû être prévu, car les médias de droite ont insisté pendant des mois sur le fait que l'encouragement des démocrates aux votes par correspondance était un précurseur de la fraude électorale.

De même, les médias de gauche ont insisté pendant des mois sur le fait que la suggestion de Donald Trump de ne pas accepter les résultats des élections signifiait qu'il préparait un coup d'État après avoir (probablement inévitablement) perdu l'élection.

Et maintenant, la bataille est gagnée.

On estime que 93% des téléspectateurs de Fox sont républicains et 95% des téléspectateurs de MSNBC sont démocrates. Comme aucun des deux camps ne regarde le programme d'information de l'autre, chaque camp ne connaît que la rhétorique de sa propre équipe.

Les médias conservateurs sont inondés de détails sur la fraude électorale des démocrates, tandis que les médias libéraux affirment avec la même conviction que M. Trump et ses avocats n'ont fourni aucun détail.

Par conséquent, ceux qui ont voté républicain concluront en regardant leur propre chaîne d'information "impartiale" que les démocrates ont essayé de voler l'élection et donc de voler le contrôle du pays.

Et ceux qui ont voté démocrate concluront en regardant leur propre chaîne d'information "impartiale" que les républicains ont essayé de voler l'élection et donc de voler le contrôle du pays.

Mais comment en est-on arrivé là ? Les Américains n'ont pas été aussi remaniés - ni aussi polarisés - depuis 1861, au début de la guerre de Sécession.

En effet, la ferveur post-électorale est aussi forte que si Fort Sumter venait d'être la cible de tirs.

Plus important encore, quelle en sera l'issue ?

Les tribunaux se prononceront-ils contre les revendications de Mister Trump ?

Si oui, cette décision fera enrager une foule de droite déjà en colère, refusant de quitter la Maison-Blanche et la défendant contre la foule des Roses.

Ou bien les tribunaux se prononceront-ils en faveur de M. Trump ?

Si c'est le cas, cette décision déclenchera des émeutes dans tout le pays, dans le but de faire tomber le dictateur malfaisant.

Dans les deux cas, nous pouvons nous attendre à ce que les États-Unis soient en flammes. Si, pour une raison quelconque, le niveau des émeutes est insuffisant, ceux qui ont les poches bien remplies engageront des escouades de shillings comme soldats mercenaires.

La population sera terrorisée. Les électeurs républicains supplieront le gouvernement fédéral de faire venir les troupes pour contenir Antifa et la foule du BLM.

Les électeurs démocrates supplieront le gouvernement fédéral de faire venir les troupes pour réprimer les milices républicaines.

Dans un tel bouleversement, la seule chose que les deux parties auront en commun est qu'elles supplieront toutes deux la création d'un État policier.

Et le gouvernement fédéral répondra à cet appel. La loi martiale serait déclarée, éventuellement comme "mesure temporaire", jusqu'au retour à la normale.

Mais que se passera-t-il si la normalité ne revient pas ? Et si des poches de violence continuent à apparaître régulièrement sur toute la carte ?

Si cela se produit, la loi martiale devra être maintenue aussi longtemps qu'il sera jugé nécessaire, ce qui se traduira probablement par un état policier permanent.

À une époque, les médias étaient pour la plupart impartiaux et bienveillants, mais au cours des dernières décennies, ils ont été rachetés par quatre grandes entreprises. Et certaines de ces sociétés possèdent et dirigent des réseaux à la fois libéraux et conservateurs, qui semblent être en désaccord les uns avec les autres.

Cependant, ce n'est pas le cas. Aujourd'hui, l'objectif des médias n'est pas d'offrir des nouvelles. Il s'agit de créer des conflits, de dresser la moitié de l'électorat contre l'autre. Ce faisant, l'élite au pouvoir a la justification de verrouiller l'ensemble des États-Unis sous la loi martiale.

Une fois cela accompli, l'élite peut faire ce qu'elle veut. Comme dans tous les pays où un État policier a été mis en place - comme l'Allemagne nazie, la Chine de Mao ou la Russie de Staline - une fois que le contrôle militaire a été mis en place à l'échelle nationale, les protestations significatives prennent fin.

Dans chacun de ces cas, la population a été poussée à une frénésie de haine et de violence contre les Juifs, l'aristocratie ou tout autre démon inventé. Mais le véritable objectif et le résultat ont été l'assujettissement de la population.

La population américaine a été programmée comme un jouet à manier, l'élite dirigeante enroulant les clés sur son dos aussi fermement qu'elle le veut. Lorsque les leviers sont relâchés, les Américains agissent de façon spectaculaire et, dans de nombreux cas, aveugle.

À ce stade, il n'est pas trop tard pour que les gens prennent du recul, respirent profondément et se demandent s'ils ne sont pas en train de se faire escroquer pour se soumettre. Mais il semblerait qu'ils aient été si étroitement enroulés qu'une telle objectivité est peu probable.

Cependant, s'ils ne le font pas, ils risquent de perdre ce qui reste de leur démocratie jadis si fière.

## **Article du Jour : Les confinements détruisent ce qui nous rend humains**

Publié par [The Wolf](#) (Bruno Bertez) le [28/11/2020](#)  
[Zachary Yost](#) 11/26/2020 [Mises.org](#)

*Si l'économiste de GMU, Tyler Cowen, a peut-être [rejeté](#) l'idée d'un renforcement des mesures de confinement des pandémies comme étant « un homme de paille » et que les mesures extrêmes qui ont commencé en mars de cette année « sont maintenant derrière nous », il semble que les gouverneurs et les autres politiciens du pays n'aient pas compris le message.*



De plus en plus d'États ont recommencé à imposer des mesures d'enfermement ruineuses. Les médias et Twitter sont remplis de grognons bien-pensants qui crient au malheur imminent des familles qui se réunissent pour Thanksgiving. L'animateur de CNN, Jake Tapper, a laissé entendre que « Noël ne sera probablement pas possible ».

S'il en était ainsi, tout le monde resterait en véritable assignation à résidence et ne verrait personne d'autre pendant des mois, voire des années, car la durée de ces lourdes charges est passée de « **quinze jours pour ralentir la propagation** » à des mois, voire des années, dans le futur. Le fait que de telles idées soient même envisagées montre à quel point une grande partie de notre classe d'« experts » et de leurs hordes d'adeptes lemmings sont déconnectés de la réalité humaine.

Les choses n'ont pas beaucoup changé depuis que j'ai **abordé** certaines des conséquences matérielles désastreuses et involontaires des blocages en avril de cette année. Toutefois, à mesure que l'année 2020 s'est écoulée, il est apparu clairement qu'au moins une partie de la logique du confinement est ancrée dans une conception fondamentalement erronée et relativement récente de la nature humaine.

Presque toutes les cultures et religions de l'histoire de l'humanité ont considéré que les humains sont des êtres à la fois matériels et spirituels. Cependant, en vivant à l'ère laïque comme nous le faisons, l'aspect matériel de notre existence a supplanté le spirituel à tel point qu'il est à peine reconnu comme tel.

Russell Kirk va jusqu'à affirmer que la ligne de démarcation dans la politique contemporaine repose sur cette différence de compréhension, **déclarant** que *« d'un côté de cette ligne se trouvent tous ces hommes et femmes qui pensent que l'ordre temporel est le seul ordre, que les besoins matériels sont leurs seuls besoins et qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent du patrimoine humain. De l'autre côté de cette ligne se trouvent toutes ces personnes qui reconnaissent un ordre moral durable dans l'univers, une nature humaine constante, et des devoirs élevés envers l'ordre spirituel et l'ordre temporel »*.

Une vision purement matérielle de l'existence humaine conduira bien sûr à certaines prescriptions politiques, en particulier face à une pandémie. Nier l'existence spirituelle de l'homme, c'est nier la possibilité d'une vie après la mort – seul le vide de l'annihilation attend. Dans cette perspective, il est logique que l'on puisse conclure que la vie terrestre doit se poursuivre à tout prix, qu'aucun compromis n'est trop élevé pour repousser l'oubli à venir.

En revanche, ceux qui conservent une conception plus traditionnelle de la nature humaine, quelle que soit la religion ou la croyance spécifique à laquelle ils appartiennent, peuvent facilement voir tout un monde de coûts à enfermer que ceux qui ont une perspective purement matérialiste ne sont même pas capables de comprendre.

Les humains sont des êtres sociaux. Notre existence et notre développement en tant que personnes humaines reposent sur cette nature sociale. Les penseurs du contrat social comme Hobbes, Locke et Rousseau peuvent fantasmer sur une existence humaine solitaire, mais tous les témoignages d'enfants sauvages ou isolés indiquent que sans d'autres humains, un individu solitaire périrait rapidement, sans parler de son incapacité à développer la conscience de soi ou la capacité à penser et à parler avec le langage.

Certains érudits **personnalistes**, tels que le théoricien politique David Walsh, **affirment** que toute notre conception du moi ne peut se former qu'en relation avec d'autres personnes. Contrairement à la célèbre phrase de Descartes qui dit *« Je pense, donc je suis »*, un personnaliste affirmerait que nous ne sommes même pas capables de comprendre l'existence du *« je »* tant que nous n'avons pas d'abord compris l'existence d'un *« je »* chez les autres. Tout comme nous ne pouvons jamais vraiment voir notre propre visage, mais seulement le visage des autres, ce qui nous permet de comprendre notre propre visage invisible, nous ne pouvons pas prendre conscience de nous-mêmes tant que nous ne nous trouvons pas dans le contexte des autres et, à travers eux, reconnaître la nature mutuelle de nos vies intérieures qui fait de nous des personnes.

De nombreuses religions, sous une forme ou une autre, parlent de l'interconnexion du monde et des personnes et de l'illusion de la séparation. Bien qu'elle soit le plus souvent associée aux religions orientales comme le bouddhisme, cette unité spirituelle n'est pas étrangère au christianisme et à l'Occident. En effet, la Trinité chrétienne est comprise comme étant un Dieu unique en trois personnes. Jésus Christ fait référence à cette unité dans le dix-septième chapitre de l'Évangile de Jean lorsqu'il prie *« afin que tous soient un, Père, comme tu es en moi et que je suis en toi... afin qu'ils soient un comme nous sommes un – moi en eux et toi en moi – afin qu'ils soient amenés à l'unité complète »*.

En laissant de côté les implications religieuses spécifiques, les humains ont reconnu depuis des millénaires que lorsque des personnes se rassemblent, nous entrons les uns dans les autres sur un plan spirituel par la reconnaissance de notre identité personnelle mutuelle. Cependant, cette unité spirituelle si essentielle à notre

existence même en tant que personnes humaines ne se produit pas dans le vide, mais plutôt dans le contexte dans lequel nous nous rassemblons dans le monde matériel.

Les humains pourraient acquérir tous les nutriments dont nous avons besoin en s'imprégnant de **Soleil Vert** dans la solitude, mais au lieu de cela, nous transformons souvent nos repas en occasions sociales rituelles. Les repas partagés ne fournissent pas seulement une alimentation matérielle mais aussi spirituelle. Danser seul dans sa cuisine, c'est bien beau, mais c'est bien peu en comparaison de la foule de milliers de personnes qui se bousculent lors d'un festival de musique de danse électronique ou des pieds d'une secte soufie qui danse le dhikr. Nous avons la chance de pouvoir accéder à de grandes œuvres d'art par un simple clic de souris, mais regarder le Lac des Cygnes chez soi sur YouTube ne remplace pas l'expérience de le voir en direct dans une salle bondée où chaque personne est émue jusqu'aux larmes.

Il y a peu d'événements plus débordants d'unité spirituelle que le mariage, une célébration de l'unité littérale de deux personnes comme une seule en présence de leurs amis et de leurs proches avec des festins, des chants et des danses.

Pourtant, combien de mariages ont été annulés ou célébrés en privé cette année grâce aux confinements ? Combien de repas partagés n'ont pas été pris ? Des danses non dansées, des chants non chantés, des conversations non tenues ? Combien de parents et de grands-parents dans les maisons de retraite n'ont pas pu voir leurs proches avant de quitter cette terre ? Combien d'enfants ont souffert toute la journée, seuls devant un écran ? Ce ne sont pas là de simples luxes frivoles dont nous, les humains, pouvons nous passer. Le double contexte matériel et spirituel de notre existence ne peut être séparé. Ces contextes de nos familles et de nos communautés ne sont pas de beaux ajouts à la vie, ils sont la vie humaine elle-même.

Il est indéniable que pendant une pandémie, il sera nécessaire de modifier son comportement, mais tout comme aucun bureaucrate d'État ne peut planifier avec succès l'économie, aucun responsable de la santé publique n'est capable de planifier de manière centralisée une réponse pour des centaines de millions de personnes qui sont toutes dans des conditions de vie différentes, avec des besoins matériels et spirituels différents.

Chaque personne doit décider elle-même de la marche à suivre en fonction de ses circonstances de vie uniques. Le fait d'arracher ces décisions à chaque personne et de les placer entre les mains des bureaucrates de la santé publique a conduit au désastre.

Le taux de suicide est en hausse dans tout le pays, dans certains endroits jusqu'à 70 % par rapport à la même période l'année dernière. Les suicides militaires ont augmenté de 20 %. Les décès par overdose sont en passe d'atteindre un niveau record. La RAND Corporation a constaté une augmentation de la consommation d'alcool cette année. L'*Associated Press* fait état des conditions horribles qui règnent dans les maisons de retraite du pays et qui ont pu entraîner la mort de dizaines de milliers de résidents dans des circonstances atroces et horribles, leurs familles n'ayant pas été autorisées à s'occuper d'eux. De plus, il semble que de nombreux patients se soient tout simplement évanouis, l'esprit brisé par le fait d'avoir été enfermés dans un véritable isolement sans contact avec leurs amis ou leur famille pendant des mois.

La planification médicale centralisée qui ne reconnaît même pas l'aspect spirituel et social de l'existence humaine a causé la mort d'un nombre incalculable de personnes dans tout le pays, peut-être plus que le virus lui-même à long terme.

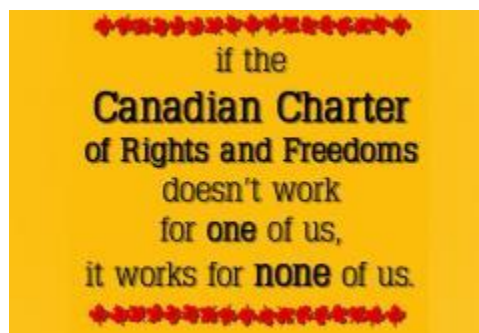
Nos dirigeants tant vantés peuvent agir comme de purs matérialistes lorsqu'il s'agit de leurs décrets dictatoriaux anéantissant la société et notre humanité même, mais à un certain niveau, ils comprennent évidemment l'importance de leur propre santé spirituelle. Sinon, pourquoi les dirigeants de Californie enfreindraient-ils leurs propres règles pour dîner dans des restaurants luxueux ou s'envoler pour Hawaï pour des réunions et ne se contenteraient-ils pas de plats à emporter et de Zoom comme le reste d'entre nous, les paysans ? Mais que peut-on attendre d'autre d'un système de contrôle du haut vers le bas ?

Les humains sont des êtres à la fois matériels et spirituels. Tout comme nous avons des besoins matériels que les planificateurs centraux ne peuvent pas anticiper, nous avons aussi des besoins spirituels qui ne peuvent être satisfaits que d'une myriade de façons que les planificateurs centraux ne peuvent pas prévoir, surtout lorsqu'ils ne reconnaissent même pas qu'il s'agit de besoins. Lorsqu'ils ne sont pas satisfaits, notre santé physique en souffre tout aussi sûrement que si nous étions porteurs d'un virus. Les aspects sociaux et communautaires de la vie humaine, qu'il s'agisse d'un dîner de fête en famille, d'aller à l'église, d'un mariage ou même des relations banales de la vie quotidienne, ne sont pas de simples luxes dont on peut se passer, ils sont la vie humaine elle-même. Les gens doivent être libres de traverser ces moments difficiles ***armés de la connaissance de leur situation qu'ils sont les seuls à posséder.***



## **Le Covid est la dernière excuse en date pour les politiciens canadiens de violer la Constitution**

Friday Lee 28 novembre-2020 Mises.org



En termes d'application généralisée et de mise en œuvre rapide, les politiques du covid-19 ont été les violations les plus flagrantes de la constitution canadienne. Mais mon opinion n'a pas d'importance, car les juges sont les seuls à pouvoir interpréter la constitution - un arrangement commode pour le gouvernement.

La constitution du Canada comprend la Charte canadienne des droits et libertés (la Charte).

La liberté d'association. La liberté de réunion pacifique. La liberté de travailler et de gagner sa vie. Ce ne sont là que quelques-unes des libertés incluses dans la Charte qui ont été refusées aux Canadiens en raison des divers mandats du gouvernement dans le cadre du covid-19, tels que le verrouillage économique, la mise en quarantaine/l'isolement des personnes en bonne santé, l'éloignement social, les masques faciaux, l'interdiction des grands rassemblements, l'accès restreint aux traitements médicaux, etc.

**L'article 1 de la Charte est libellé comme suit :**

*La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés, sous réserve des limites raisonnables prescrites par la loi et dont la justification peut se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.*

La seconde moitié de cette phrase ("sous réserve uniquement de ces limites raisonnables", etc.) est, et a toujours été, une échappatoire intentionnelle soumise à l'interprétation des juges, ouvrant ainsi la voie aux politiciens et aux bureaucrates pour faire ce qu'ils veulent, sans craindre de violer la constitution - car les juges les soutiendront.

En 2012 (le trentième anniversaire de la Charte), Andrei Mincov, un avocat, a reconnu la Charte pour la mascarade qu'elle est. Mincov a écrit :

*Les tribunaux canadiens ont tranché des centaines d'affaires portant sur l'interprétation de l'article 1 de la Charte. Aucune d'entre elles ne fournit un cadre significatif de ce qu'est une "société libre et démocratique". L'interprétation est réduite à la norme utilitaire de proportionnalité : la misère infligée à un groupe de personnes est-elle justifiée si elle atteint un résultat proportionnellement bénéfique pour un autre groupe de personnes....*

*le modèle utilitaire des droits... implique qu'il est approprié de limiter les droits et les libertés d'un groupe de personnes si un groupe plus important de personnes peut en bénéficier. La véritable liberté d'un individu ou d'un groupe d'individus ne peut jamais se faire au détriment de la liberté d'un autre.*

*C'est précisément la raison pour laquelle les tribunaux n'offrent pas une interprétation sensée du mot "libre" : Le critère de proportionnalité ne correspond pas bien à la véritable liberté.*

Des preuves accablantes montrent que les mandats de covidage du gouvernement ont été mal informés et contre-productifs, mais nous ne devrions pas être surpris. Depuis de nombreuses années, de nombreuses études ont révélé une relation directe de cause à effet entre des niveaux élevés de liberté et des niveaux élevés de santé et de prospérité. Cependant, la principale justification de la liberté est qu'elle est le mode de vie moral, et non qu'elle produit des résultats supérieurs, ce qui est très certainement le cas.

Tous les individus doivent être libres de prendre leurs propres décisions quant à la manière dont ils interagissent volontairement les uns avec les autres, quelle que soit la nature de ces interactions et que celles-ci aient lieu entre deux personnes, au sein de petits groupes de personnes ou de grands groupes de personnes.

Comme l'a écrit Mincov :

*Si le mot "libre" doit avoir un sens réel, il doit impliquer de ne pas être soumis au contrôle ou à la domination d'une autre personne, qu'il s'agisse d'une force extérieure, de la force du gouvernement national ou de la force d'autres personnes ou organisations... si le mot "libre" doit avoir un sens, il doit signifier quelque chose de plus que la liberté qui subsiste après que le gouvernement a fini de la restreindre.*

Les politiciens canadiens continueront à violer la constitution, et les juges canadiens continueront à les soutenir, parce que les citoyens canadiens y consentent. Cela ne changera pas tant que les masses ne réaliseront pas que leur bien-être sera grandement amélioré par la restauration de leurs libertés. Si jamais nous en arrivons là, les citoyens canadiens seront confrontés à une question simple : Quelle constitution insisteront-ils pour que les politiciens les soutiennent ? La constitution qui est soumise à l'interprétation des politiciens, des bureaucrates et des juges, selon leur agenda d'un jour à l'autre ? Ou la constitution qui est considérée par le peuple comme étant fermement ancrée dans ses principes ?

Et un principe, par définition, n'est pas ouvert au compromis, jamais.

**Lee Friday :** Après une carrière de 23 ans dans le secteur financier canadien, Lee Friday a passé de nombreuses années à étudier l'économie, la politique et les questions sociales. Il gère un site d'information à l'adresse [www.LondonNews1.com](http://www.LondonNews1.com).



## **Lettre au Père Noël asymptomatique**

Par Karl Eychenne 29 novembre 2020 Contrepoints.org

La hotte des politiciens contient deux objets qui volent la vedette à tous les autres : de la dette et de la monnaie, désormais indistinguables l'une de l'autre, telle une belle paire de chaussettes.

Très cher Père Noël, ne te fie pas aux apparences.

Tu pourrais avoir l'impression que nous n'avons pas bien travaillé cette année, en témoigne la chute ahurissante de nos PIB et le nombre hallucinant de personnes planquées à la maison.

Tu pourrais te dire qu'un si faible engagement de notre part dans l'œuvre collective ne mérite pas ta considération, et que nous pouvons faire une croix sur la liste de cadeaux que nous t'avons adressée.

Pourtant, c'est tout le contraire. Si nous avons si peu œuvré, c'était à l'insu de notre plein gré comme dirait l'autre. On appelle cela le confinement. Et tous ces gens masqués n'étaient pas en train de faire la fête, ou de cacher leur honte de ne pas avoir bien travaillé. Ils étaient juste en train de faire ce qu'on leur demandait.

En fait, bien au contraire, nous avons très bien travaillé. Beaucoup ont dû [sacrifier des lendemains qui chantent](#) pour rester confinés dans un présent à durée indéterminée.

Et là nous parlons des plus chanceux, car d'autres ont payé un lourd tribut à la cause nationale : fermeture jusqu'à nouvel ordre, circulez il n'y a rien à voir. Qui aurait cru que ne plus rien faire pouvait constituer un acte aussi exigeant.

Il faut aussi dire un mot des jeunes qui se voient priés de rester jeunes, puisque l'avenir n'a pas de place pour leur faire des rides. Vraisemblablement, cet instant singulier que nous vivons produira quelques stigmates : « Il avait plus de cheveux blancs que de cheveux », écrivait Jules Renard.

Quant à ceux qui ont perdu leur emploi ou qui n'en avaient déjà pas : l'anonymat conjugué au confiné n'est malheureusement pas une tautologie, il produit bel et bien un double effet, comme s'il était possible de rendre l'invisible encore plus invisible.

Ainsi donc, oui père Noël nous avons bien travaillé, et nos politiques aussi d'ailleurs. On pourra reprocher beaucoup de choses à l'autorité bienpensante, mais pas son agitation sympathique : [elle propose](#), tente, explique, se défend, s'énervé, se muscle... mais elle ne reste pas tétanisée par l'évènement. Il est vrai que c'est un peu ce qu'on lui demande.

D'ailleurs, tu devrais te méfier, Père Noël, car il se dit en coulisses que ces politiques pourraient te faire concurrence : leur hotte n'aurait rien envier à la tienne, elle serait même sans fond dit – on ! Plonges-y tes mitaines, et tu y trouveras deux objets qui volent la vedette à tous les autres : de la dette et de la monnaie, désormais indistinguables l'une de l'autre, telle une belle paire de chaussettes.

## **L'investisseur a fait tomber le masque**

Nous comptons donc sur toi Père Noël, surtout les marchés financiers d'ailleurs. Il faut dire qu'un vaccin sous le sapin, ça en a fait jaser plus d'un. Depuis l'annonce de résultats d'une efficacité à peine jugée suspecte, les marchés ne jurent que par l'arrivée prochaine de la potion magique.

Et miracle de la finance, il suffit de parler de vaccin pour être vacciné : déjà plus de + 15 % pour les marchés d'actions de la zone euro, et même + 20 % pour le marché français. L'investisseur a donc fait tomber le masque, dé-confinant un présent trop absent pour en faire un futur qui ait un avenir.

Pourtant personne n'est dupe, car tout Père Noël que tu es, tu ne pourras pas garnir ta hotte de tous ces vaccins pour Noël. Tu as seulement mis en demeure les labos de nous les livrer en cours d'année, sinon ? Sinon, les marchés se rappelleront d'où ils sont partis, et y reviendront aussi vite.

En effet, les marchés sont binaires, c'est leur métier : tout est tout noir ou tout blanc, ça monte ou ça baisse. Et lorsqu'on a que deux choix possibles, on les exacerbe, c'est l'anamorphose financière.

Ainsi, les marchés ont-ils surinterprété la bonne nouvelle de vaccins prochains, habillant déjà 2021 d'un retour de la confiance des consommateurs et des entreprises capables de gommer le passé : un véritable simulacre des jours heureux enfin retrouvés.

Mais non, la théorie du dés-effondrement n'existe pas, on n'inverse pas le cours des événements en le vaccinant. Ainsi, nos économies sont bien moins cyclothymiques que les marchés.

L'agent économique, qu'il soit salarié ou chef d'entreprise, a lui vécu dans le monde du gel hydroalcoolique, du chômage partiel, et des faillites, pas dans le monde de la prime de risque de l'investisseur ou celui des liquidités injectées par les Banques Centrales.

L'agent économique sait bien que la hotte du père Noël ne contient jamais tout ce qu'il y a dans la liste qu'on lui a adressée. Il aime bien entendre les bonnes nouvelles comme tout le monde, ça le fait sourire mais pas guérir. Le Père Noël fait des cadeaux, pas des miracles.

## L'attestation du Père Noël

En attendant, prends bien soin de toi. Bon, je ne me fais pas trop de souci pour ta santé. En tant que mythe, tu dois probablement bénéficier des mêmes privilèges que les divinités ou les extraterrestres, une immunité parfaite aux maux du genre Humain.

Certes, tu as l'apparence du commun des mortels, mais tu serais plutôt du genre Pollux que Castor. Par construction, tu es forcément asymptomatique. En effet, comment imaginer un Père Noël en réanimation le jour de Noël, ce serait presque un oxymore.

Non, le Père Noël est toujours là le jour J, puisqu'on l'a inventé pour ça ; il est toujours là, partout et nulle part à la fois puisqu'on ne le voit jamais, *ubique et nusquam*.

Tu es donc hors de danger. Hélas ton immunité parfaite nous le fait payer cher. En effet en tant que Père Noël, tu es ce que l'on appelle LE super-contaminateur puisqu'en une seule nuit tu vas rendre visite à un nombre considérable de foyers.

Certes, tu ne croieras personne si ce n'est les petits malins qui tentent de te coincer sur le fait. Mais quand même, il ne faudrait pas que tu laisses trainer tes mitaines. D'ailleurs, ne nous en veux pas si on ne te laisse pas le traditionnel verre de lait, on ne sait jamais. Et puis viens masqué, la barbe ne suffira pas.

Bon, et puis Covid ou pas, d'autres dangers te guettent. Rappelle – toi qu'il n'existe pas d'attestation spéciale pour le père Noël, toi aussi tu devras verser 135 euros au-delà d'une heure.

Rappelle toi aussi que tu l'as échappé belle puisque tu as failli être qualifié de « non – essentiel » : tu aurais pu toi aussi te retrouver en chômage partiel, voire confiné au chalet. Quand même un comble, alors que la venue du Père Noël est considérée comme un droit imprescriptible du genre enfant. Comment imaginer que tu ne sois pas là le seul jour où l'on t'attend.

Et pas là peine de venir plus tard, toute intervention sera jugée forclosée. Remarque, ton confinement aurait été une bonne occasion de clouer le bec à tous ceux qui ne t'imaginent qu'hypostasié. En effet, quelle meilleure preuve de ton existence que celle de ton absence : c'est lorsque l'alarme ne sonne plus, que l'on sait qu'il y a un rôdeur.

## **En guise d'éditorial. Il ne faut pas pisser contre le vent, cela mouille les chaussures.**

**Bruno Bertez 27 novembre 2020**



Voici le meilleur adage boursier , à lui seul il permet de tout comprendre

*Il ne faut pas pisser contre le vent, cela mouille les chaussures.*

La crise boursière est inévitable, elle est nécessaire , elle est en germe dans la situation concrète, réelle des marchés. Tout autant que l'est le futur champ de blé lorsqu'on a planté les grains.

Jour après jour, je vous égrene ma conception éclairée des marchés financiers. je prends très grand soin de vous faire comprendre trois choses:

- la catastrophe est inévitable
- le seul pouvoir des autorités est de repousser les échéances
- la raison nous conduit toujours à sous estimer ce pouvoir des autorités de retarder l'heure des comptes.

Je vous offre le texte ci dessous, c'est une friandise, un dessert pour le repas du week end.

Chaque phrase est riche, en elle même mais également pour tout ce qui en découle et pas seulement pour la chose financière . La finance a à voir avec le tout.

Beaucoup de réflexions sont profondes et politiques ainsi celle ci:

*Or, une idée qui n'a pour elle que sa seule vérité intrinsèque ne peut rien contre la puissance des intérêts et des affects qui sont investis dans l'euphorie financière. Pour que la catastrophe soit effectivement évitée, il faut que cet évitement mobilise des forces et des intérêts autrement plus puissants que le seul énoncé d'une proposition par nature contestable comme le sont tous les énoncés rationnels. Autrement dit, si la catastrophe n'est pas évitée, c'est parce qu'il est dans l'intérêt de tous les acteurs qu'il en soit ainsi. La lutte est trop inégale entre un intérêt futur, c'est-à-dire hypothétique et virtuel, et l'intérêt présent, qui, lui, se fait connaître à l'individu sur le mode impératif.*

## **« L'aveuglement au désastre. Le cas des crises financières »**

**André Orléan – 060208**

**Entretien paru dans Esprit, mars-avril 2008**

Extrait.

L'affaire des « subprimes » intervient après une série de crises financières des années 1990 et du tournant 2000 — crise immobilière au Japon, bulle internet, crise asiatique... — qui ont montré la place désormais centrale de la finance dans l'économie mondiale.

Le paradoxe d'une telle crise est qu'elle surgit de manière inattendue, comme une surprise, alors qu'il semble rétrospectivement facile de la situer dans la continuité de phénomènes précédents et dans une lecture d'ensemble de l'évolution du capitalisme.

En outre, les mécanismes de la crise relèvent d'une description qui n'a rien d'inédit. Comment une crise peut-elle être inattendue tout en obéissant à des mécanismes qui se répètent ?

Ce qui fait le cœur de ce paradoxe, c'est l'incapacité énigmatique des marchés financiers à tirer les leçons d'une histoire pourtant saturée en emballements spéculatifs aux conséquences désastreuses.

Lorsque domine l'euphorie financière, l'idée que la croissance des prix ne saurait être infinie et qu'un retournement à la baisse ne peut manquer d'advenir semble une hypothèse lointaine, de probabilité négligeable, et, pour ces raisons, impuissante à provoquer les réactions de prudence qui s'imposeraient.

Aussi, à chaque fois, est-ce avec la même surprise que le surgissement de la crise est accueilli.

Pour qualifier cette pathologie, certains analystes mettent en avant une mémoire financière insuffisante ; d'autres parlent plus crûment d'un « aveuglement au désastre ».

Dans tous les cas, on observe ce paradoxe d'une crise qui apparaît ex post comme prévisible et pouvant être évitée alors même que jamais ex ante on ne réussit ni à la prévoir, ni à la prévenir !

Certes, une fois que la crise est là, on ne manque pas de déclarations sur le thème du « on ne nous y reprendra plus » mais, quelques années plus tard, tout recommence à l'identique démontrant l'inefficacité de ces bonnes résolutions.

Comment cela est-il possible ?

Pourquoi cette mémoire défaillante et cet aveuglement ? Comment ce qui devrait pouvoir être prévenu ne l'est jamais ? Et ceci dans un monde, celui de la finance, où règnent les calculs mathématiques les plus complexes qui passent, aux yeux de nombreux observateurs, pour l'expression de la plus haute rationalité.

Pour comprendre cette impuissance de la raison à faire valoir modération et prudence lorsque cela est le plus nécessaire, il faut prendre la mesure des forces qui s'y opposent.

D'abord, à l'évidence, les profits rapides que permettent les périodes d'euphorie rencontrent puissamment

l'intérêt personnel des investisseurs. D'autant, comme l'ont encore illustré les déclarations récentes du trader Jérôme Kerviel, que le gain signifie bien plus qu'une somme de monnaie. Ce qui est en jeu, c'est toute l'existence du spéculateur. Il s'agit de montrer au monde sa valeur, la justesse de ses jugements comme de ses engagements.

On comprend alors que l'hypothèse d'un retour à la normale ne soit pas particulièrement appréciée. Mais, l'essentiel n'est pas là. Il est dans la pression de l'opinion financière qui vient fortement soutenir la propension des uns et des autres aux dérives spéculatives.

En effet, n'oublions jamais qu'un marché financier est une puissance morale qui propage dans tous les esprits la foi dans la légitimité de ses évaluations.

Dès lors comment oser critiquer la hausse des cours ?

Le marché a toujours raison et il convient de s'incliner devant ses verdicts. Pour prendre toute la mesure de cette pression morale, il n'est que de constater ce qu'il arrive aux voix discordantes. Les voilà vilipendées et ostracisées.

Comme l'a écrit Keynes à propos des marchés boursiers : « La sagesse universelle enseigne qu'il vaut mieux pour sa réputation échouer avec les conventions que réussir contre elles » .

À la bourse comme ailleurs, les prophètes de malheur ne sont pas les bienvenus. On ne veut pas les entendre. De quel droit vouloir tuer la poule aux œufs d'or ? Quelle perversité cachée peut les conduire à de telles déviances ?

On retrouve ce même argumentaire à l'occasion de toutes les bulles financières comme l'a montré John K. Galbraith dans sa Brève histoire de l'euphorie financière. D'ailleurs n'y a-t-il pas quelque chose de scandaleux à mettre sur le même plan le jugement d'un seul et celui de l'ensemble des intervenants ? Comme pourrait-il être possible qu'une multitude d'investisseurs intelligents et informés puisse se tromper tous ensemble ?

C'est un trait spécifique des époques dominées par la finance qu'on y célèbre le conformisme et « la sagesse des foules » pour reprendre le titre d'un livre récent dédié à cette célébration.

Soulignons que la théorie financière elle-même apporte son écot à cette construction en professant que le marché ne se trompe jamais, ce qu'on appelle la théorie de l'efficience financière.

Certains théoriciens contestent même qu'il y ait eu des bulles.

Devant de telles forces coalisées, l'argument de prudence est de peu de poids, pour ne pas dire totalement impuissant. Dès lors qu'autour de vous, tout vous pousse à agir conformément à ce que votre intérêt immédiat vous dicte, on voit mal comment les acteurs pourraient résister.

Imaginons un gérant de Sicav qui, en pleine bulle Internet, aurait conseillé d'éviter le secteur des nouvelles technologies. Il aurait immédiatement perdu tous ses clients. Et puis, ajoutons que, pour convaincre les esprits sceptiques, le conformisme de place a un autre argument de poids lié à un trait spécifique du monde économique, à savoir son incertitude radicale.

Peut-on être absolument sûr que ce retournement des cours maintes fois constaté se produira cette fois-ci ? En quoi le passé est-il un guide fiable pour l'action d'aujourd'hui ?

La bulle Internet a beaucoup utilisé cet argument en défendant l'idée que l'économie était entrée dans « une nouvelle ère » de telle sorte que les règles et régularités anciennes seraient devenues caduques. Ainsi a-t-on prophétisé la fin des cycles, de l'inflation et la possibilité de cours structurellement élevés du fait d'un amoindrissement permanent du risque et de l'aversion au risque.

On retrouve un argument similaire quelques jours avant le krach de l'automne 1929 sous la plume du grand économiste Irving Fisher : « les cours des actions ont atteint ce qui semble devoir être un haut niveau permanent ». Or, il est toujours délicat d'aller contre l'esprit du temps. On est vite taxé d'esprit rétrograde, imperméable aux transformations contemporaines et mis sur la touche.

À l'issue de cette analyse, le paradoxe d'une crise ex post toujours prévue et ex ante jamais évitée se trouve partiellement élucidé. Ces réflexions nous font comprendre que c'est par le jeu d'une complète illusion rétrospective qu'on a pu être amené à croire que la crise aurait pu être évitée. Cette illusion plonge ses racines dans une conception inadéquate de la puissance des idées selon laquelle une idée vraie, en l'occurrence celle qui nous dit que le retournement des cours est inéluctable, ou encore que « les arbres ne montent pas au ciel » pour reprendre un dicton boursier, devrait nécessairement finir par l'emporter et conduire les investisseurs à la prudence.

Or, une idée qui n'a pour elle que sa seule vérité intrinsèque ne peut rien contre la puissance des intérêts et des affects qui sont investis dans l'euphorie financière. Pour que la catastrophe soit effectivement évitée, il faut que cet évitement mobilise des forces et des intérêts autrement plus puissants que le seul énoncé d'une proposition par nature contestable comme le sont tous les énoncés rationnels.

Autrement dit, si la catastrophe n'est pas évitée, c'est parce qu'il est dans l'intérêt de tous les acteurs qu'il en soit ainsi. La lutte est trop inégale entre un intérêt futur, c'est-à-dire hypothétique et virtuel, et l'intérêt présent, qui, lui, se fait connaître à l'individu sur le mode impératif.

Comme le dit Jean-Pierre Dupuy, c'est seulement lorsque la crise apparaît à tous comme absolument présente que peuvent entrer en action les forces capables d'y faire obstacle. Cela est vrai en finance comme ailleurs.

## **Quand la monnaie est un mistigri**

**Bruno Bertez 27 novembre 2020**

ci-dessous :

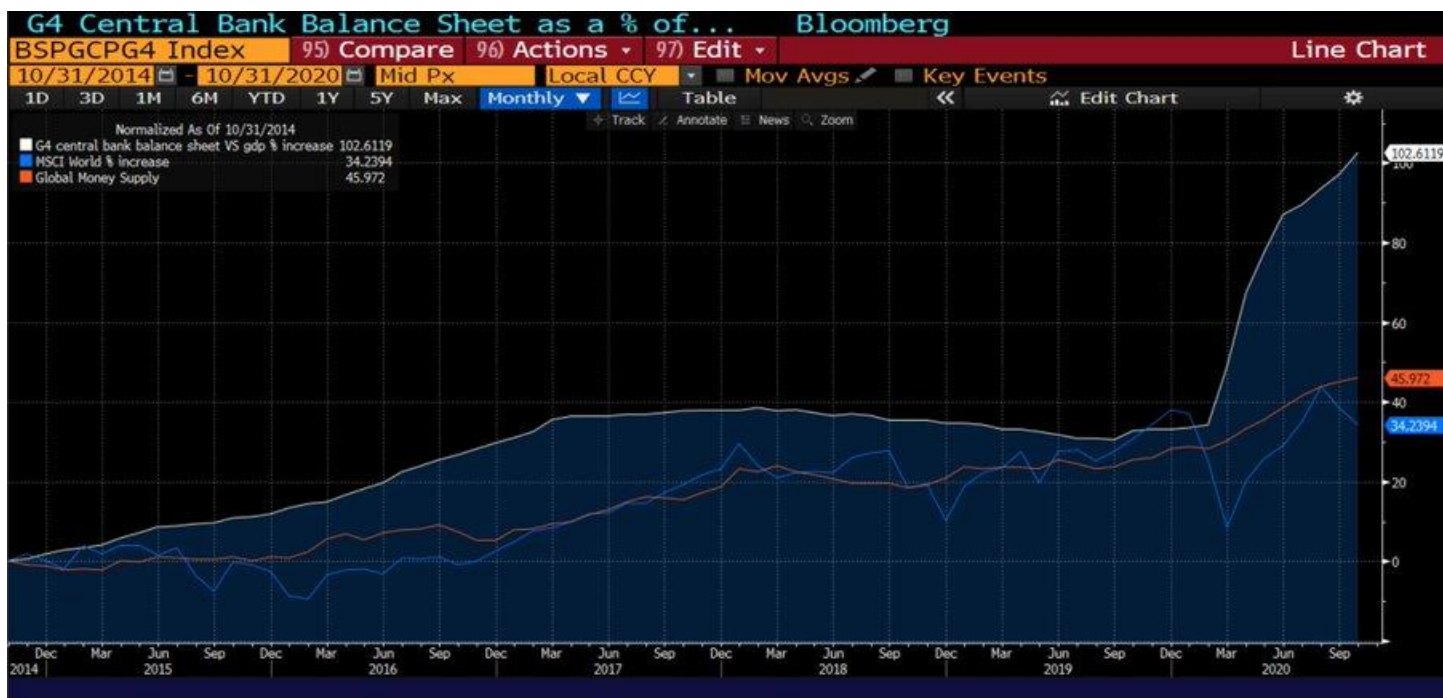
Ligne blanche: Total de bilan des banques centrales du G4 exprimé en pourcentage du GDP

Ligne bleue: Indice bourse monde MSCI

Ligne rouge: Masse monétaire mondiale

en % de croissance

Base normalisée au 31 12 2014



N'en tirez aucune conclusion, c'est juste pour visualiser.

La seule chose évidente c'est:

quand vous créez de la monnaie il faut bien qu'elle aille quelque part, mais une grande partie de cette monnaie ne fait rien, elle est zombie, elle reste en réserves bancaires. Elle peut aussi rester en compte de dépôts des particuliers.

Les banques centrales ont réussi à faire croire qu'il y avait un lien entre la hausse des indices boursiers et leur politique monétaire, et cela marche. C'est presque devenu une évidence. On crée de la monnaie et cette monnaie brûle les doigts, c'est un Mistigri dont on veut se débarrasser.

En matière monétaire et financière, beaucoup de choses sont de l'ordre de la croyance. Mais on peut imaginer, cela s'est déjà vu, que les banques centrales créent de la monnaie et font baisser les taux sans que cela produise d'effet positif sur les bourses.

Si les détenteurs de monnaie ont très peur pour une raison ou pour une autre, et s'ils considèrent que les actifs boursiers sont trop risqués, ils peuvent à un moment donné choisir de conserver le cash; le cash devient supérieurement désirable.

La « multitude » a des consensus, mais ces consensus sont fragiles, versatiles et frivoles ne l'oubliez jamais

## **Éditorial: monnaie, bourse, le processus de destruction de la confiance de « la multitude » est engagé.**

Bruno Bertez 28 novembre 2020



Janet Yellen est la nouvelle secrétaire au Trésor des Etats-Unis. Cela va me fournir un prétexte à une complexe analyse monétaire.

La nomination de Yellen est bien accueillie par les marchés. Elle a fait ses preuves, elle connaît bien la Réserve Fédérale et puis c'est une colombe consommée.

Yellen ne vient pas de Wall Street, sa formation ou sa spécialité c'est le Travail, c'est une « laboreconomist ».

De la même façon que Bernanke a été choisi pour ses idées sur la façon de « traiter » les crises et ses prétentions à avoir compris la crise de 1929 et la crise japonaise, Yellen a été choisie parce que c'est une super colombe, parce que c'est une spécialiste du marché du travail et parce que son expérience devrait permettre de bonnes relations entre la Fed et le Trésor.

Vous noterez au passage ma formulation: Yellen a été choisie!

Je maintiens le mythe que le choix vient du ciel , « elle a été choisie », je ne dis pas: Biden l'a choisie, alors que c'est la formulation que je devrais employer. Il faut faire croire que cela vient d'en haut, c'est comme le « il pleut »! Cela permet déjà d'escamoter l'arbitraire, d'escamoter le bon vouloir de celui qui choisit et donc de mettre entre parenthèses/en question ses intentions, son désir . On est dans l'impersonnel. Presque dans l'objectif!

Continuons.

**L'indépendance des banques centrales est un mythe qui a été vendu aux peuples afin de couper le lien ancien qui unissait les gouvernements plus ou moins démocratiques aux instituts d'émission.**

L'indépendance avait pour objectif et pour fonction de priver les démocraties de l'outil monétaire; et ceci a pu se faire parce que les démocraties, stupides, ont abusé de l'outil monétaire au point de financer leurs démagogues.

Le pouvoir politique a abusé historiquement de ses prérogatives monétaires. En effet, il est incité, avant les élections, à accroître l'offre de monnaie au détriment de la stabilité des prix de façon à stimuler l'économie pour augmenter ses chances de réélection.

Cela c'est la doctrine mais en pratique les abus vont plus loin, les gouvernements ont tendance asservir la monnaie au profit des classes sociales qu'ils représentent. Tout gouvernement qui a un déficit de légitimité abuse de la monnaie, de la dette et de l'inflation pour masquer sa politique et faire prendre les célèbres vessies pour les non moins fameuses lanternes.

Pour échapper à ce résultat « si dommageable » pour tout le monde, la théorie de l'idéologie contemporaine a proposé de rendre les banques centrales indépendantes .

Les peuples ont marché et ils sont tombés dans le piège de se laisser confisquer l'outil monétaire car on leur a promis de s'engager de manière crédible à lutter contre l'inflation.

En isolant l'institut d'émission des pressions gouvernementales, l'indépendance lui permet dit-on d'échapper aux tentations du pouvoir politique et de s'en tenir à son objectif de stabilité des prix. Cet argumentaire bien connu a conduit au consensus international actuel qui, d'une part accorde l'indépendance aux banques centrales et d'autre part leur confie, leur donne mission dans leur charte de veiller à la stabilité des prix.

Bien entendu, pour les peuples ce fut un marché de dupes car d'une part les banques centrales à l'intérieur de l'objectif apparent de stabilité des prix ont toute latitude pour mener des politiques qui ne sont pas d'intérêt général et favoriser les intérêts particuliers et surtout, d'autre part l'autonomie, l'indépendance ne signifient pas la liberté car ... les gouverneurs des banques centrales sont choisis par le pouvoir politique! Ils ont un fil à la patte, le pouvoir choisit ceux dont il est sûr, ceux qui vont mener la politique pour laquelle ils ont été nommés. Comme on dit en matière de presse, « je tolérerais une presse libre quand les journalistes ne le seront plus ».

La question de l'indépendance concrète des banques centrales est peu étudiée, mieux, elle est opacifiée par la sacralisation qui leur a été accordée; en parler c'est déjà blasphémer.

Je me souviens d'un officiel de haut niveau de banque centrale dans un pays que je ne nommerai pas, qui interrogé sur l'une de mes analyses l'a balayé d'un revers de main, non seulement il a refusé de s'expliquer, de répondre, ou de rentrer dans le moindre débat mais il a tonitrué un sonore:

Bertez, c'est un polémiste.

Point à la ligne, plus rien à dire.

La monnaie c'est sacré, le domaine a été protégé de toute critique, il fait l'objet d'une exploitation monopolistique, quand on en parle on est dans le lèse-majesté.

**Mais je maintiens, la confiscation du pouvoir monétaire des démocraties a été une opération scélérate qui a remis ce pouvoir à une classe sociale et à ses alliés académiques, fonctionnaires et médiatiques derrière lesquels se dissimule la ploutocratie.**

La monnaie dans son essence est un bien public, il est faux et contraire à l'histoire de dire qu'elle tire sa fonction et sa valeur des gouvernements, c'est une escroquerie intellectuelle des MMTistes: la monnaie vient d'en bas, elle procède d'une alchimie sociale qui tourne autour de la croyance, de la confiance, elle vient comme le dit Spinoza : de la « multitude ».

« C'est parce que la banque centrale peut s'appuyer sur un mouvement d'opinion populaire extrêmement puissant, durable, ancré que la monnaie peut accomplir sa fonction. »

La monnaie c'est une sorte de capital social, enterré, un trésor dont dispose la société et qui donne consistance aux activités marchandes, aux comportements d'épargne et d'investissement. Et même à la plus grande partie des comportements humains.

**La monnaie n'est pas utilitaire comme on veut nous le faire croire, elle est un en-soi capable de motiver les hommes parce qu'elle a un certain pouvoir qui la dépasse et dépasse ses utilisations, elle est structurante à la fois des marchés, de la société et de notre psyché.**

La monnaie est, c'est ce qui est important, la monnaie c'est du lien ; de la communauté entre les hommes d'un même territoire. C'est quelque chose qui traverse les individus pour en faire des sujets qui échangent , qui s'organisent, qui se hiérarchisent . La monnaie n'est pas un opérateur pure quantité, elle a à voir avec les valeurs communes, partagées et j'irais même au-delà sans le démontrer pour l'instant: la monnaie a à voir avec la Valeur qui est dans la tête des gens, la notion de valeur c'est relié à la fascination/séduction de la monnaie. A notre époque de primat du mystère du désir, la Valeur n'est presque plus relié à l'utilité. Mais c'est une autre digression.

**La monnaie n'est pas désirable parce que c'est le gouvernement qui l'impose et la manipule non, elle l'est malgré cela justement.** Elle l'est parce que les peuples croient en quelque chose de supérieur qui dépasse précisément les gouvernements et cela dure, tant que le gouvernement n'a pas épuisé/pillé le capital confiance qui est enraciné en elle.

**Contrairement à ce que pensent les MMTistes, les gouvernements ne sont pas les prompteurs de la monnaie, ils confondent la technique avec l'essence! Ils confondent le concept avec la ragougnasse comptable! Toutes les études historiques le prouvent , au lieu d'être les promoteurs de la monnaie, les gouvernements en sont le fossoyeurs, les pillards , les pillards de quelque chose qui les dépasse et qui a quelque chose à voir avec les archétypes qui gisent dans l'âme humaine comme dirait Carl Jung.**

Même Marx avec son analyse de la monnaie en tant qu'équivalent général des marchandises et son glissement vers l'équivalent général qu'est l'or est passé à coté de la nature sociale, sociologique, anthropologique de la monnaie. Spinoza en est bien plus proche, lui qui a pressenti l'homologie et l'isomorphisme de la politique, de l'état, du langage et de la monnaie. **Dans la monnaie comme dans la politique, comme dans le langage il y a du collectif et ce collectif c'est la puissance du nombre, de la culture et de l'histoire, pas celle du médiocre gouvernement en place.**

L'autorité des banques centrales n'existe et on le verra plus tard avec l'inéluctable destruction des monnaies telles que nous les connaissons comme instrument de progrès et de liberté, cette autorité n'existe que par la confiance collective , que par ses relations aux croyances monétaires de tout un peuple. Si vous en doutez analysez le rapport des Allemands à leur Deutsche Mark.

S'agissant de la guerre militaire Marc Bloch nous parle « de confiance collective » . S'agissant des combats terribles qui sont en cours, l'avilissement accéléré des monnaies dont témoigne la fuite vers les instruments spéculatifs -qui nient la monnaie comme l'indexation nie les monnaies-, cet avilissement n'en pas douter pointe la disparition de cette confiance collective.

**C'est une nouvelle idée que j'essaie ici de vous faire passer; la hausse des bourses, la bulle des actifs financiers est dans son essence une sorte de fuite objective, non consciente, devant la monnaie, devant le Mistigri.**

Pour bien comprendre il faut déjà assimiler cette idée pas évidente que l'indexation des prix est une négation de la monnaie: on ne lui fait plus confiance pour, à la fois fixer les prix des transactions et pour conserver les valeurs. Eh bien là, fuite vers les actifs financiers qui montent, qui montent est isomorphique de l'indexation, on indexe sa monnaie sur le marché, là où se manifeste, là où se trouve l'inflation, conséquence des politiques monétaires de printing. C'est à dire sur le marché qui soi-disant protège de la hausse future des prix .

**Considérer la hausse des bourses comme une fuite devant la monnaie- Mistigri, c'est anticiper le moment ou nous connaissons le même sort que le Zimbabwe ou l'Argentine etc. C'est considérer que les bourses font fonction de mécanismes d'anticipation des hausses de prix à venir sur les biens et les services. C'est considérer que le marché financier protège mieux que la détention pure et simple d'espèces. La hausse des bourses, c'est déjà la préfiguration de la destruction des monnaies.**

En tant que personne dis-je , il est difficile de ne pas admirer Yellen aimable et compatissante, ce qui contraste avec la prétention suffisante de Bernanke . Mais nous ne sommes pas là pour parler des personnes, nous sommes là pour apprécier leur contribution à l'action monétaire.

Yellen, c'est l'échec!

Son bilan en tant que présidente de la Fed c'est un colossal échec.

La présidente Yellen a pris les rênes de Ben Bernanke en janvier 2014. Elle a cautionné les mesures extraordinaires en réponse à 2008.

Yellen était vice-président de la Fed lorsque la Fed a officialisé en 2011 sa «stratégie de sortie» de la relance monétaire extrême. La fameuse Exit qui n'a pas eu lieu.

Plutôt que de normaliser, la Fed a de nouveau doublé la taille de ses avoirs à 4,5 Trillions en octobre 2014.

Les actifs bilantiels de la Fed ont encore augmenté de 500 milliards de dollars au cours de la première année de Yellen à la tête de la Réserve fédérale.

C'est à ce moment qu'elle a raté le coche, elle aurait dû normaliser au contraire elle en rajouté. Il y avait à ce moment une fenêtre, pour tenter de le faire, il y avait de très solides arguments pour que la Fed réduise son bilan.

Yellen au lieu de songer au long terme, à la stabilité financière, à la préservation du système , a donné la priorité à l'immédiat: le marché boursier, l'illusion de l'effet de richesse.

Le S & P500 a procuré un rendement de 32,4% en 2013 et de 13,7% en 2014.

Le Russell 2000 des petites capitalisations a rapporté 38,8% en 2013 et a ajouté 4,9% l'année suivante.

Le Nasdaq 100 a rapporté 36,9% en 2013 et 19,4% en 2014.

C'est là qu'il fallait agir.

Au lieu de le faire, Yellen a poursuivi l'emballlement. Elle a fait exploser M2, relancé le crédit à la consommation et surtout les dettes des entreprises . Certes le chômage a fini l'année à 5,6%, mais quel prix.

Yellen est responsable de ce qui est arrivé par la suite non pas par son action mais par son abstention à agir. Elle a voulu faire l'ange pour le marché du travail et elle a fait la bête.

A partir de là tout était joué, le vin était tiré, il fallait le boire, et nous le boirons jusqu'à la lie!

La Fed n'a effectué finalement un ajustement de 25 points de base par rapport à la «borne zéro» qu'en Décembre 2015.

Yellen a ensuite tergiversé une année complète avant de passer à l'étape suivante. Les taux n'étaient qu'à 1,25% lorsque Yellen a quitté la Réserve fédérale en février 2018.

Le S & P500 a boomé de 67,3% pendant le mandat de Yellen à la présidence de la Fed, le Nasdaq100 a doublé en quatre ans grâce à des conditions financières exceptionnellement souples.

Yellen a été une très mauvaise chairwoman, elle s'est laissé piéger par «La doctrine Bernanke» et sa pièce maîtresse de l'utilisation des marchés de valeurs mobilières comme principal mécanisme de reflation du système.

Jerome Powell est arrivé à la Fed avec l'intention d'aller enfin de l'avant avec la normalisation des taux. Mais c'était trop tard. Je me souviens de m'être pris le bec avec de nombreux observateurs qui y ont cru alors que je soutenais que c'était impossible, il était selon moi trop tard. Et j'avais raison. La Fed avait largement manqué la fenêtre de tir. La Fed de Powell a augmenté ses taux à 2,25% en décembre 2018 – et le système s'est disloqué, comme on dit il a renversé la carriole de pommes. .

Le marché boursier s'est effondré de 15% en décembre 2018, avec des pertes encore plus importantes pour le Nasdaq100 et les small cap du Russell 2000. Mais surtout, plus important encore, l'instabilité a éclaté dans le crédit aux entreprises. le crédit s'est révulsé.

Powell est allé à Canossa, il s'est agenouillé, il a inversé immédiatement sa position – en annonçant son fameux et infame «pivot».

Powell a réaffirmé publiquement et clairement le « Put ».

Le «Put» de la Fed est apparu plus assuré et plus puissant que jamais.

L'épisode a confirmé ce que les marchés avaient déjà supposé: l'excès de bulles et la fragilité financière qui y était associée avaient conduit au point de non-retour. La Fed était paralysée par une bulle épique et par la fragilité systémique associée. Le pouvoir s'était déplacé de manière décisive vers les marchés financiers, « le rôle subordonné de la Réserve Fédérale étant relégué à la protection et à la pacification du système de plus en plus autonome ».

La Fed abaissait à nouveau les taux en juillet 2019 et le bilan de la Fed gonflait à nouveau dès septembre. Malgré des cours boursiers à des niveaux records et un chômage au plus bas depuis plusieurs décennies, la Fed a été contrainte d'adopter des mesures de relance monétaire «d'assurance» pour contrer la vulnérabilité de fin de cycle sur les marchés de «repo» et autres marchés de financement à court terme de la spéculation à effet de levier.

Le stimulus de la Fed en 2019 a exacerbé les excès spéculatifs, incitant les marchés déchainés à oublier tous les risques, y compris ceux d'une pandémie en progression. Les excès du marché, et l'incapacité d'auto-ajustement ont contribué au quasi-effondrement du marché en mars. Ce qui a obligé à injecter en panique 3 trillions dont l'effet immédiat a été de relancer... la spéculation Boursière!

**Reuters juillet 2017:** « États-Unis La présidente de la Réserve fédérale, Janet Yellen, a déclaré ... qu'elle ne pense pas qu'il y aura une autre crise financière au moins aussi longtemps qu'elle vivra, grâce en grande partie aux réformes du système bancaire depuis le krach de 2007-09 .

**24 novembre – Financial Times :** «Peu de temps après que Joe Biden a choisi Kamala Harris à la vice-présidence en août, Janet Yellen, ancienne présidente de la Réserve fédérale américaine, les a informé de ce qu'ils pourraient faire à ce sujet. Selon une personne..., Mme Yellen a déclaré au ticket démocrate que les taux d'intérêt étaient bas et susceptibles d'y rester longtemps, créant un espace budgétaire considérable pour de nouveaux stimulants et investissements. L'intervention a été bien accueillie par M. Biden et Mme Harris, dont le plan économique prévoit des milliards de dollars de dépenses publiques. Maintenant, Mme Yellen, 74 ans, devrait être nommée par M. Biden pour être le prochain secrétaire au Trésor américain »

Wall Street est tout à fait convaincu que Yellen est précisément la bonne personne pour travailler en étroite collaboration avec la Fed Powell pour orchestrer les réponses à la crise nécessaire pour soutenir la plus grande bulle de l'histoire de l'humanité.

Le scénario d'une Réserve fédérale plongée jusqu'aux genoux dans la boue politique partisane est le plus probable.

**Le processus de destruction de la confiance de la « multitude est engagé, personne ne le sait, personne ne le dit parce que personne n'a compris que faire buller les bourses, inflater les prix des actifs, c'était déjà fuir la monnaie.**

## **La hausse de misère, pour 100 trillions, t'as plus rien!**

Bruno Bertez 29 novembre 2020



Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage.

Le portefeuille global d'actions « vaut » si on ose dire 98,7 trillions. Encore un effort et on sera aux 100 trillions, chiffre rond.

Pour apprécier ce chiffre on le donne en pourcentage du GDP et cela donne un ratio de 112%.

Grace à ce ratio on voit que jamais la production de richesses réelles n'a été aussi basse comparée à la richesse-papier c'est à dire comparée aux droits sur la richesse présente et la richesse future. Car ne l'oubliez pas une

action c'est une somme de droits sur des flux de bénéfices dont on peut considérer par approximation qu'ils sont de 40 à 50 ans.

Présenté autrement, il n'y a jamais eu autant de promesses faites sur les parts du gâteau présent et futur. Ou encore autrement les parts n'ont jamais été aussi petites.

Je vous rappelle pour le cas où vous diriez : mais le gâteau va grandir, que depuis 2008 nous sommes dans une ère de croissance séculairement ralentie et que du fait des crises en cours on est en train encore de réviser le potentiel de croissance des économies vers le bas.

Je vous rappelle aussi pour le cas où vous diriez que les parts du gâteau qui vont revenir aux détenteurs du capital vont grossir et que le partage de la valeur ajoutée va leur être encore plus favorable, que ce partage de la valeur ajoutée est déjà très défavorable aux salaires. Les inégalités sont déjà très fortes et la demande est insuffisante, ce qui signifie que pour que les productions ne restent pas dans les entrepôts/stocks, il va falloir encore augmenter, accélérer la création de dettes. Donc augmenter en relatif la production de capital fictif.

L'inverse du fait que jamais la capitalisation des actions n'a jamais été aussi élevée peut se formuler autrement, mais bien sur personne ne le fait:

-jamais la part de richesse future espérée n'a été aussi petite, jamais les porteurs d'actions n'ont accepté une rentabilité aussi faible.

-et comme jamais les risques n'ont été aussi élevés on peut donc formuler l'évidence suivante: jamais les rentabilités attendues n'ont été aussi faibles pour des risques aussi grands.

Je n'invente rien, je ne fais que montrer ce qu'il y a derrière els mots.

Dire que jamais les marchés d'action n'ont été aussi chers en terme de multiple cours-bénéfices ou en terme de ratio par rapport à la valeur ajoutée ou en terme de ratio par rapport aux chiffres d'affaires ne signifie rien d'autre que ceci:

jamais les acheteurs de titres ne se sont contentés d'une rentabilité prévisionnelle à long terme aussi faible;

Et comme par ailleurs on vous répondra mais c'est normal puisque la situation est exceptionnelle, les politiques monétaires doivent faire face à des risques exceptionnels, alors on complètera en énonçant la proposition complète;

jamais les marchés n'ont rapporté aussi peu tout en prenant de risques aussi extraordinairement élevés.

Pourtant les marchés attirent de plus de gens puisqu'ils montent. Et ainsi ceux qui ont acheté avant voient une plus-value sur leurs portefeuilles.

Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que ceux qui viennent acheter aujourd'hui se contentent d'une rentabilité encore plus faible que ceux qui ont acheté hier!

En clair le moteur des plus-values c'est la mécanique de baisse continue de la rentabilité de l'emploi d'argent en bourse, et donc, c'est, comme le risque augmente avec les cours, la baisse continue de la rentabilité conjuguée à la hausse non moins continue du risque.

C'est ce que j'explique depuis de nombreuses années.

**Crise financière et sanitaire = perspectives de croissance du gâteau médiocres = difficulté de hausser encore la part du capital dans les valeurs ajoutées = politique monétaire de baisse des taux et de surendettement = chute de la rentabilité de « l'investissement » en actions avec montée des risques.**



*Un changement en profondeur s'est opéré ces dernières décennies par rapport à la vision « classique » des marchés boursiers – cela a eu (et a encore) des répercussions fondamentales sur les cours... et les portefeuilles des investisseurs.*



Une hypothèse domine et structure la finance classique : l'hypothèse d'objectivité des valeurs financières. Cette hypothèse avance qu'à chaque instant  $t$ , il est possible de calculer, pour chaque titre, sa « vraie » valeur, encore appelée « valeur intrinsèque » ou « valeur fondamentale ».

C'est l'hypothèse sous-jacente à toute l'analyse financière classique et néo-classique : il existe une valeur fondamentale – et c'est l'écart entre les valeurs observées sur les marchés, c'est-à-dire les prix, et la valeur fondamentale qui permet de dire : « ceci est trop cher, ceci est bon marché. »

Moi-même, à mes débuts, lorsque j'étais analyste financier, je passais mon temps à « découvrir » ces valeurs fondamentales... même si j'avais conscience qu'il n'y en avait pas une, mais plusieurs... et même si j'avais conscience que les résultats étaient incertains puisque le monde lui-même est incertain. Il y avait dans cette démarche au moins un ancrage ; il y avait une valeur objective.

On n'en sort pas, quelles que soient les méthodes utilisées pour appréhender la ou les valeurs fondamentales, elles existent. C'est le postulat.

Le meilleur moyen de les découvrir était d'ailleurs codifié dans un livre, lui-même fondamental, [le Graham & Dodd cher à Warren Buffett](#).

## Qu'est-ce qu'un marché efficace ?

Dans ce cadre théorique, un marché efficace est un marché capable de produire des prix conformes aux vraies valeurs. On reconnaît ici l'idée d'efficience informationnelle telle que l'a définie l'économiste Eugene Fama en 1965 :

*« Sur un marché efficient, le prix d'un titre constituera, à tout moment, un bon estimateur de sa valeur intrinsèque. »*

Ou encore, toujours selon Fama :

*« Sur un marché efficient, la concurrence fera en sorte qu'en moyenne, toutes les conséquences des nouvelles informations quant à la valeur intrinsèque seront instantanément reflétées dans les prix. »*

A l'évidence, cette définition présuppose qu'à chaque instant, il soit possible de définir sans ambiguïté une estimation juste de la valeur intrinsèque. Faute de quoi, cette définition de l'efficience n'aurait tout simplement aucun sens.

La valeur fondamentale est supposée préexister aux marchés financiers, cachée dans les données fondamentales de l'économie – et les marchés ont pour rôle d'en fournir l'estimation la plus fiable et la plus précise.

L'hypothèse d'objectivité des valeurs construit en conséquence une approche où la finance se doit d'être le « reflet » fidèle de l'économie réelle, qu'elle a pour mission de déchiffrer au mieux.

Tel est le cadre théorique général que retient la finance classique : les marchés boursiers y ont pour rôle de faire connaître la juste évaluation des titres utile à l'ensemble des acteurs économiques.

## Dieu est dans les cieux

Cette approche ne laisse aucune place aux croyances ou aux modes des investisseurs puisque la bonne estimation est une donnée objective qui s'impose à chacun, quelles que soient ses convictions.

Les modes et aberrations existent – mais elles sont périodiquement corrigées par ce que l'on appelle les réconciliations, c'est-à-dire par la correction périodique des surévaluations ou sous-évaluations. Le retour aux moyennes de long terme, par exemple, est considéré comme une forme de réconciliation.

L'hypothèse actuelle de marchés bullaires découle de cette conception qu'il existe des valeurs fondamentales, puisque dire que cela « fait bulle » est équivalent à dire que l'on s'éloigne des valeurs fondamentales et que l'on paie trop cher.

Moi-même j'utilise [ce terme de « bulle »](#) alors que je n'y crois pas. Pour moi c'est une facilité de langage comme lorsque je dis que les banques centrales impriment de la monnaie alors qu'elles n'impriment pas de la vraie monnaie vivante.

Il faut bien parler pour être compris et utiliser des raccourcis, on ne peut sans cesse faire des digressions et rappeler les chapitres précédents !

Dans la pensée fondamentaliste, l'évaluation financière n'a aucune autonomie ; c'est précisément parce qu'il en est ainsi qu'elle peut être mise tout entière au service de l'économie productive, à laquelle elle livre les signaux, les informations qui feront que le capital s'investira là où il est le plus utile.

Les marchands de valeurs mobilières, les gérants, sont des professionnels qui en font métier. Ils ne peuvent se contenter de l'approche fondamentaliste, cela générerait leur marketing : trop cher ou pas, il faut attirer le public, le gaver et lui prendre ses sous. Il faut lui vendre des titres, à lui et à ses caisses de retraites, quels que soient les prix pratiqués sur les marchés.

D'où la finance dite « conventionnaliste », c'est-à-dire la finance flottante qui récuse l'idée de valeur fondamentale.

Finie la notion de valeur fondamentale ancrée dans l'économie réelle : de la même façon que la monnaie été libérée du poids du réel en 1971 (fin de l'étalon-or), la finance conventionnelle nous libère du poids de l'intrinsèque.

Les valeurs objectives n'existent pas, tout est subjectif, tout est relatif !

Ouf, c'est beau la liberté ! On est enfin libre de fabriquer, de produire le marché financier qui convient aux marchands de titres ou aux autorités.

## Dieu redescend sur terre

Parce qu'elle conteste l'hypothèse d'objectivité des valeurs, la finance conventionnaliste avance [une conception des marchés boursiers très différente](#) : non pas découvrir la bonne estimation à partir d'une lecture attentive des données fondamentales de l'économie, mais produire une évaluation de référence sur la base d'un ensemble d'estimations individuelles divergentes.

L'évaluation cesse d'être interne, intrinsèque, elle fait intervenir un basculement : c'est ce que pensent les gens qui devient la référence. La valeur, c'est ce qui est produit par les estimations individuelles.

On fait redescendre le ciel sur la terre : les évaluations fondamentales étaient objectives, dans les cieux avec les dieux, mais voilà que les hommes en reprennent le contrôle. On a rapatrié le divin, on a remplacé l'objectivité par la subjectivité.

Les choses ne se passent plus dans les cieux là-haut mais ici-bas, dans la tête des hommes !

L'absolu, le référent cessent d'être objectifs, d'être une vérité ; le référent devient une opinion ou une convergence d'opinions. C'est le règne de l'auto-référence, c'est-à-dire de l'ouroboros et/ou de la tautologie. C'est ainsi parce que c'est ainsi.

Et c'est bien mieux puisque par cette opération de rapatriement du divin sur terre, le marché forcément a toujours raison, il s'auto-valide. On a remplacé Dieu par un autre dieu, le marché. Les valorisations ne se devinent plus, elles se constatent.

A suivre...

**Note importante** : ce texte (et sa suite, à venir demain) constitue le prolongement d'une réflexion qui m'a été inspirée par la relecture des [travaux de l'économiste André Orléan](#) sur la notion de valeur sous l'angle nouveau de l'activisme des banques centrales. Cet activisme condamne les conceptions anciennes de la valeur financière. Certains emprunts sont des hommages à la clarté de ses formulations. La conception que j'y expose est la mienne.

## **Le soleil se couche sur l'Empire américain**

rédigé par [Brian Maher](#) 30 novembre 2020

*En matière de politique étrangère, les Etats-Unis se sont considérablement éloignés des principes défendus par les pères fondateurs de la république... et cela fait peser un risque considérable sur leur empire.*



Nous sommes en 1991...

Malgré les vantardises de M. Khrouchtchev pendant les décennies précédentes, les Etats-Unis ont enterré l'Union soviétique. Leurs forces sont facilement venues à bout de la quatrième plus grande armée mondiale – celle de l'Irak – en quelques semaines.

L'Amérique se dresse sur la planète entière comme un nouveau colosse... et fait pâlir tous ses rivaux potentiels.

Ses armées commandent aux quatre coins du globe, sa flotte règne sur les sept mers. Pour l'ancien chef d'état-major de l'armée indienne :

*« La leçon de l'opération Desert Storm est qu'il ne faut pas s'attaquer aux Etats-Unis sans avoir l'arme nucléaire. »*

C'était la *Pax Americana*... la « fin de l'Histoire ». Le capitalisme américain, la démocratie américaine représentaient le sommet de la civilisation, son zénith, sa perfection.

Mais les dieux sont des êtres jaloux...

Ils seront ravis de remettre à sa place tout mortel qui se croirait plus puissant qu'il n'est. Ils ne tolèrent pas l'orgueil – surtout quand il est mal placé...

## Le sale tour des Russes

Le scientifique politique russe Georgi Arbatov avait peut-être deviné leurs viles intentions à la fin de l'ère soviétique. A l'époque, il déclarait – avec une sorte de sourire félin dans le ton – : « Nous allons vous faire la pire des choses que nous puissions vous faire. »

De quoi parlait-il donc ?

*« Nous allons faire disparaître votre ennemi. »*

Il avait tout à fait raison, c'est à craindre...

Une superpuissance a besoin d'un ennemi autant que la police a besoin de criminels... autant que le psychiatre a besoin de fous... autant que l'Eglise a besoin du diable. Sans ennemi, elle perd toute direction. Plus de vigueur. Plus d'élan vital.

Elle se perd, sans ancrage, sans but et sans gouvernail.

Entre les guerres mondiales, Winston Churchill, guerrier sanguinaire, se lamentait du « ciel insipide de la paix » qui s'étendait alors au-dessus de la Terre. **<Personne ne lui a donné une bonne raclée à ce sadique ?>**

Ce même ciel insipide de la paix surplombait aussi la Terre à la fin de la guerre froide.

Aujourd'hui, 30 ans plus tard... après l'arrivée de la tempête... après que les dieux ont imposé leur volonté malveillante...

## Un autre monde

L'Amérique a fait une nouvelle tentative en Irak – pour libérer le pays de son propre dirigeant et lui présenter Thomas Jefferson. Le résultat pourrait bien être sa plus grosse erreur en matière de politique extérieure – pire encore que le Vietnam.

L'Afghanistan est le cimetière des empires. Les drapeaux sont mis en berne... et les porteurs du cercueil chargent l'Empire américain dans le corbillard.

« Vous, les Américains, vous avez les montres, » disent les talibans. « Mais nous avons le temps. »

C'est bien vrai – ils ont le temps.

Les Américains sont un peuple impatient et impulsif. Ils sont constamment prêts à bondir, toujours à l'affût de la prochaine occasion, toujours en train d'essayer de voir ce qui les attend au-delà de la prochaine colline.

Les Américains ne font donc pas de bons impérialistes. Ils n'ont simplement pas la patience nécessaire.

Ils ont les montres, certes... mais ils n'ont pas le temps.

Les fondateurs des Etats-Unis avaient étudié l'Histoire ; ils connaissaient les pièges des empires...

## Combattre les monstres à l'étranger

L'Amérique « ne se rend pas à l'étranger en quête de monstres à détruire », disait John Quincy Adams, le sixième président des Etats-Unis.

Malgré cela, l'ancienne République américaine modeste s'est mise à leurs trousses à la fin du XIXème siècle. Son premier monstre fut la diabolique Espagne.

Depuis, les Etats-Unis naviguent aux quatre vents. Ils ont chassé les monstres pendant les deux guerres mondiales, en Corée, au Vietnam, en Irak (à deux reprises) et en Afghanistan.

Pour chaque ennemi vaincu, un autre se dresse. Hitler a repris le flambeau après le Kaiser. Staline après Hitler. Oussama Ben Laden après Staline.

Peut-être le président Xi prendra-t-il la suite d'Oussama Ben Laden ?

Nous ne le savons pas. Mais si ce n'est pas lui, il y a fort à parier qu'un autre monstre prendra sa place...

Il y a toujours un autre monstre. Puis un autre encore.

## **Trump : l'art du spectacle à la conquête de la Maison Blanche**

rédigé par [Bill Bonner](#) 30 novembre 2020

*Bill Bonner est toujours quelque part entre la Floride et Baltimore... en attendant son retour, nous remontons le temps – avec un « classique » datant du 21/12/2016, lors des débuts de Donald Trump à la Maison Blanche : entre temps, les choses ont beaucoup changé... ou pas.*



« Vous avez droit à vos opinions, mais pas à vos faits », lançait malicieusement le politicien Daniel Patrick Moynihan, au siècle dernier.

Au XXIème siècle, cependant, tout le monde dispose de tous les faits qu'il souhaite. Des faits inexacts, altérés, fabriqués sur mesure pour flatter le lecteur.

Enfant, et alors que nous grandissions, nous regardions les informations de 18 heures.

Il y avait les informations nationales, diffusées sur trois chaînes : ABC, NBC ou CBS. Il existait peu de différences entre les trois.

Lorsque Chet Huntley vous présentait les « faits », peu de gens en doutaient. Les Américains nourrissaient leurs propres mythes et idées fausses, mais c'étaient les mêmes pour tous.

A présent, les informations et les opinions sont diffusées à partir de centaines de différents sites internet, blogs et « chaînes d'information ». Un utilisateur d'internet est « alimenté » d'informations qu'il veut voir. Personne ne s'efforce de donner des « informations » impartiales. Au contraire, les nouveaux médias se contentent de flatter les préjugés de l'audience qu'ils ciblent, comme le propriétaire d'un animal de compagnie caresse son chat.

Les idées reçues ne sont plus remises en questions. Elles sont embellies... justifiées... et renforcées.

C'est dans ce nouvel univers de fausses informations, d'argent falsifié, de statistiques et politiques faussées, que Donald J. Trump a identifié son opportunité. Pour les marchés, la politique est plus importante qu'elle ne l'a jamais été depuis des générations. Et Trump a plus d'importance, pour la politique : pour le meilleur ou pour le pire, nous n'en savons rien encore.

Nous savons seulement qu'il va prêter serment à une période particulièrement dangereuse, sur laquelle plane une bulle de 35 000 Mds\$ de surendettement...

## Plus de moyen pour gagner du temps

Clinton, Bush et Obama ont tous pu reporter le problème à plus tard. Mais il se pourrait que Trump ne dispose pas de cette marge de manœuvre. Pour les investisseurs, il s'agit de la question la plus importante, en ce qui concerne l'année 2017.

Nous prédisons que le problème va exploser à la figure « du Donald », [sans qu'il en soit pour autant responsable](#). De quelle façon et à quel moment, c'est ce que nous aborderons désormais dans d'autres articles.

Certes, nous pourrions nous tromper. Mais, en l'occurrence, nous envisageons le bon côté des choses. Si nous avons tort, cela signifierait que le désastre sera encore pire.

Soit cette bulle de 35 000 Mds\$ explosera à la figure de Donald Trump, soit elle explosera à [celle de son successeur](#)... et l'explosion serait alors encore plus importante. Car on ne peut la retarder qu'à coups de dettes supplémentaires... ce qui la rendra encore plus violente et dangereuse.

## Trump : attirer les électeurs ayant une dent contre « le système »

Commençons par observer comment Donald Trump a changé le système politique des Etats-Unis d'Amérique.

Quels que soient ses autres talents, M. Trump possède un instinct très développé pour l'art du spectacle. Il s'est rendu compte qu'il pouvait utiliser ce talent pour contourner les partis, médias et idéologies traditionnels... en parlant directement aux gens dans un langage bien compris à l'ère Twitter.

Il a surtout ciblé une partie de la population qui avait été négligée par les deux partis... des gens qui en veulent aux initiés... et qui ont une dent contre le système tout entier.

Ensuite, il a réduit les questions complexes à des messages simples et symboliques, ou démotiques, absurdes aux yeux de l'élite des médias, mais si bien accueillis par l'audience qu'il ciblait que cette dernière l'a envoyé à la Maison Blanche.

Les universitaires et commentateurs pouvaient bien débattre sans fin des problèmes de la classe moyenne américaine : la mondialisation, les technologies, les bas salaires, les pertes d'emplois, l'inégalité, l'abus de drogues, et même la diminution de l'espérance de vie. « D'un côté ceci... », disaient certains. « D'un autre côté cela... » contredisaient d'autres.

Bla... bla... bla...

Un professeur brandissait des preuves statistiques démontrant qu'il fallait davantage de plans en faveur de l'emploi. Un chroniqueur suggérait que les problèmes pouvaient être déconstruits de façon freudienne. Un lobbyiste du domaine de l'éducation étudiait plus attentivement les conséquences d'une baisse des dépenses consacrées à l'éducation. « Nous avons besoin d'augmenter les dépenses en faveur de l'école primaire », disait-il en conclusion.

Trump a coupé court aux bavardages et absurdités.

Plus important encore, il a vu que les médias traditionnels n'exerçaient plus leur fonction de gardien de l'information et de l'opinion.

## **Les électeurs de Trump ne lisent pas le *New York Times***

Trump a remarqué qu'il n'avait pas besoin d'analyser soigneusement les problèmes, ni d'avoir des positions politiques cohérentes et défensives. Il ne voulait pas passer pour un candidat qui fait du blabla. Ce monde nouveau exigeait un nouveau type d'approche.

Il a proposé de construire [un mur le long de la frontière méridionale de l'Amérique](#). Il a interpellé la Chine sur ses pratiques commerciales déloyales ... et tapé sur les deux grands partis en leur reprochant d'avoir laissé les étrangers profiter des Américains.

Il était milliardaire, a-t-il rappelé aux électeurs. Il savait comment conclure un accord. Et c'était un homme d'affaires, pas un politicien. Il savait comment gagner de l'argent et recruter des gens. Inutile d'entrer dans les détails.

Et en ce qui concerne le terrorisme, il a promis des mesures rapides et déterminantes. Trêve de bavardage. Il n'y avait aucune confusion entre les terroristes qu'il soutiendrait et ceux auxquels il s'opposerait.

Au contraire, il a donné l'impression qu'il s'attaquerait à tous... torturerait si nécessaire, tuerait les membres innocents d'une famille s'il le fallait, et s'acharnerait sur Daesh, qui que ce soit, à coups de bombes.

Le *New York Times* pouvait bien mettre le doigt sur ses erreurs et incohérences flagrantes autant qu'il le voulait. Et alors ? Ses partisans ne lisent pas ce journal.

Et donc, ses critiques et détracteurs se sont battus contre un moulin à vent. Ils auraient voulu se bagarrer avec lui, lui démontrer qu'il avait tort. Ils voulaient le clouer au sol... lui mettre un genou à terre.

Mais ils n'ont eu aucune prise sur lui.